



Deuxième Actualisation du Document de référence 2008



La présente actualisation du document de référence 2008 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 novembre 2009 conformément à l'article 212-13, IV du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Elle complète le document de référence 2008 de Veolia Environnement déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2009 sous le numéro D.09-0166 et sa première actualisation déposée le 16 juin 2009 sous le numéro D.09-0166-A01. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le document de référence et ses actualisations pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

SOMMAIRE

1. Personnes responsables du document de référence	3
1.1 Responsable des informations.....	3
1.2 Attestation du responsable.....	3
2. Contrôleurs légaux des comptes	4
2.1 Commissaires aux comptes titulaires.....	4
2.2 Commissaires aux comptes suppléants.....	4
3. Informations financières sélectionnées	5
9. Examen de la situation financière et des résultats	6
9.1 Marche des affaires au cours du 1er semestre 2009.....	6
9.2 Informations comptables et financières.....	7
9.3 Financement.....	17
12. Tendances et développements récents	22
12.1 Tendances.....	22
12.2 Développements récents.....	22
18. Principaux actionnaires	24
18.1 Actionnariat de Veolia Environnement au 30 juin 2009.....	24
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	24
20.3 Politique de distribution de dividendes.....	24
20.4 Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	25
20.5 Changement significatif de la situation financière ou commerciale.....	29
20.6 Informations financières intermédiaires	29
20.6.1. comptes consolidés au 30 juin 2009.....	29
20.6.2. Informations financières trimestrielles au 30 septembre 2009.....	64
21. Informations complémentaires concernant le capital social et dispositions statutaires	69
21.1 Informations concernant le capital social.....	69
24. Documents accessibles au public	73

1. Personnes responsables du document de référence

1.1 Responsable des informations

Monsieur Henri PROGLIO, président-directeur général de Veolia Environnement (ci-après la « Société » ou « Veolia Environnement »).

1.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant aux chapitres 9 et 20, paragraphe 20.6, de la présente actualisation présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation. Cette lettre ne contient pas d'observations.

Le Président-directeur général
Henri PROGLIO

2. Contrôleurs légaux des comptes

2.1 Commissaires aux comptes titulaires

KPMG SA

Membre de KPMG International
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale de Versailles
Société représentée par Messieurs Jay NIRSIMLOO et Baudouin GRITON,
1 Cours Valmy, 92923 Paris La Défense Cedex.

Société désignée par l'assemblée générale mixte du 10 mai 2007 en remplacement de la société Salustro Reydel, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Ernst & Young et Autres

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale de Versailles
Société représentée par Messieurs Pierre HURSTEL et Nicolas PFEUTY,
41 rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Société désignée le 23 décembre 1999 et dont le mandat a été renouvelé par l'assemblée générale mixte du 12 mai 2005 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

Monsieur Philippe MATHIS

1 Cours Valmy, 92923 Paris La Défense Cedex.

Désigné par l'assemblée générale mixte du 10 mai 2007 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

AUDITEX

Tour Ernst & Young, Faubourg de l'Arche, 92037 La Défense Cedex.

Société désignée par l'assemblée générale mixte du 12 mai 2005 pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

3. Informations financières sélectionnées¹

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

	30/06/09	31/12/08*	30/06/08*	31/12/07*	31/12/06*
Produits des activités ordinaires	17 426,9	35 846,3	17 565,7	31 653,8	27 691,6
Résultat opérationnel	1 000,8	1 933,7	1 292,2	2 462,2	2 105,0
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	220,3	405,1	500,5	927,9	758,7
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action dilué (en euros) **	0,47	0,87	1,08	2,11	1,86
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action non dilué (en euros) **	0,47	0,88	1,08	2,13	1,88
Dividendes versés par la Société	553,8	553,5	553,5	419,7	336,3
Dividende par action versé au cours de l'exercice (en euros)	1,21	1,21	1,21	1,05	0,85
Total Actif	49 696,8	49 126,1	47 126,0	46 306,9	40 123,7
Total Actif courant	19 737,0	19 084,3	17 440,5	17 336,5	15 023,7
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	7 132,5	7 001,2	7 394,0	7 612,9	4 360,8
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 581,5	2 530,5	2 494,4	2 577,8	2 192,6
Capacité d'autofinancement opérationnelle ***	1 977,5	4 104,0	2 127,8	4 126,8	3 811,4

Résultat opérationnel récurrent	1 000,8	2 265,6	1 287,2	2 434,6	2 194,3
Résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère	276,5	673,2	497,9	933,3	752,9
Endettement financier net	16 827,4	16 528,2	16 332,3	15 124,5	14 726,3

*: Conformément à la norme IFRS 5 "Actifs non courant détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les comptes de résultat des activités du Frêt dans la Division Transport et de l'activité incinération aux Etats-Unis ("Waste to Energy") dans le secteur Propreté ont été regroupés sur une ligne distincte "Résultat net des activités non poursuivies" pour l'exercice 2009 et les exercices 2008, 2007 et 2006 présentés en comparatif.

** : Le résultat net par action dilué et non dilué a été recalculé de manière rétrospective conformément à la norme IAS33. Il tient compte de l'augmentation de capital réalisée en Juin 2009.

***: Capacité d'autofinancement opérationnelle=Capacité d'autofinancement des activités poursuivies avant impôts et éléments financiers

¹ Les notions figurant dans le tableau, autres que la capacité d'autofinancement opérationnelle, sont définies au chapitre 9, § 9.2.1 du document de référence et au chapitre 9, § 9.2.1 de la présente actualisation.

9. Examen de la situation financière et des résultats

9.1 Marche des affaires au cours du 1er semestre 2009

9.1.1 Contexte général

Le premier semestre 2009, comme la deuxième partie de l'exercice 2008 a été marqué par la crise financière et ses répercussions sur l'activité économique et notamment par :

- de fortes variations des parités monétaires qui modifient les contributions des activités hors zone euro en particulier en Europe de l'Est ;
- l'orientation à la baisse des prix des énergies et des droits d'émissions de CO² ;
- le niveau très inférieur des prix des matières premières recyclées par rapport au premier semestre de l'année précédente ;
- le ralentissement de l'activité en comparaison du premier semestre 2008 qui affecte les volumes dans les métiers de la Propreté notamment, mais aussi la croissance des activités travaux et constructions dans les secteurs de l'Eau et de l'Energie ;
- la situation financière difficile des acteurs économiques industriels et dans une moindre mesure des acteurs publics qui pèse sur la réalisation de certains projets de croissance et sur la solvabilité de certains clients.

Cette conjoncture économique dégradée affecte particulièrement les activités Propreté. Le décalage par rapport au premier semestre 2008 est d'autant plus net que le retournement de la conjoncture est apparu après l'été 2008.

Au total, le produit des activités ordinaires au 30 juin 2009 est en baisse de 0,8 % (- 1,0 % à change et périmètre constants) ; la capacité d'autofinancement opérationnelle est en baisse de 7,1 % du fait principalement du secteur Propreté (- 23,2 % par rapport au 30 juin 2008) en dépit de la mise en œuvre d'un plan spécifique d'adaptation des coûts.

9.1.2 De nouveaux succès commerciaux sur des marchés porteurs

- Le 21 janvier 2009, Veolia Transport et RATP Développement ont créé une société commune, détenue à parité entre les deux groupes, destinée à accroître leur potentiel de développement en Asie avec pour cibles prioritaires la Chine, la Corée du Sud et l'Inde. Cette société commune, créée pour une durée initiale de 20 ans, devrait générer environ 100 millions d'euros de chiffre d'affaires par an en année pleine, avec pour objectif une activité de l'ordre de 500 millions d'euros en 2013.
- Le 26 mars 2009, le consortium composé de Veolia Transport et de partenaires marocains remporte la gestion du service de transport collectif de l'agglomération du Grand Rabat représentant au total 14 communes. Ce contrat prendra effet à partir d'août 2009 pour une durée de 15 ans.
- Veolia Eau a annoncé le 21 avril 2009 que la société publique Canal Isabel II, en charge du cycle de l'eau dans la région de Madrid, a confié la gestion de la plus importante station de traitement d'eaux usées en débit journalier d'Espagne à un groupement d'entreprises mené par Veolia Eau. Le contrat, d'une durée de 4 ans prorogable 2 ans, porte sur l'exploitation et la maintenance de la principale usine d'épuration de Madrid. Il représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 16 millions d'euros environ pour Veolia Eau.
- Le 19 mai 2009, Veolia Propreté a annoncé avoir remporté, via sa filiale Veolia Environmental Services (UK), un contrat de gestion et de recyclage des déchets d'une durée de vingt ans dont le démarrage est prévu en juin 2009 à l'issue de l'appel d'offre lancé par le Merseyside Waste Disposal Authority (MWDA). La MWDA est un organisme public qui représente les 5 conseils de district de la région de Merseyside, situés au nord ouest de la Grande Bretagne et comprenant la ville de Liverpool. Le contrat inclut le développement d'un nouveau centre haute performance de tri des matériaux à Gilmoor, Liverpool, d'une capacité annuelle jusqu'à 100 000 tonnes, et un programme de rénovation des infrastructures existantes comme l'amélioration de l'efficacité et du rendement du centre de tri de Bidston ainsi que la rénovation et la gestion d'un réseau de 16 déchèteries. Il représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 640 millions de livres sterling environ (710 millions d'euros).
- Veolia Eau a annoncé le 28 mai 2009 la signature avec l'Autorité en charge des travaux publics de la ville de Doha, capitale du Qatar, d'un contrat portant sur l'exploitation et la maintenance de deux usines de traitement d'eaux usées pouvant traiter 112 000 m³ et 12 000 m³ d'effluents par jour respectivement. Une fois recyclées, ces eaux usées seront intégralement réutilisées pour l'irrigation et l'agriculture. Conclu pour une durée de 7 ans (avec une option complémentaire de 3 ans), ce contrat représente un chiffre d'affaires total cumulé estimé à 44 millions d'euros environ.
- Veolia Eau a annoncé le 23 juin 2009 avoir été mandaté par la Communauté d'Agglomération de Chartres pour la construction et l'exploitation de sa nouvelle station de traitement des eaux usées. Lors de sa mise en service (34 mois après l'ordre de service de lancement des études), la station aura une capacité de traitement de 164 000 équivalents habitants, qui pourra être étendue à 200 000 équivalents habitants d'ici la fin du contrat. La partie conception et construction de ce projet sera confiée par Veolia Eau à un groupement d'entreprises associant OTV/Veolia Eau Solutions & Technologies (filiale de Veolia Eau), mandataire du groupement, et la société Ternois. Ce contrat représente

un chiffre d'affaires cumulé estimé à 156 millions d'euros, dont 54 millions d'euros au titre de l'activité « construction » et 102 millions d'euros au titre du contrat de concession d'une durée de 20 ans.

En juillet 2009, Veolia Transport a été informé du non renouvellement du contrat de Melbourne (réseau de trains).

9.1.3. Acquisitions et cessions

Aucune acquisition ou cession significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2009.

Les cessions en cours au 30 juin 2009 sont les suivantes :

- le Groupe a annoncé l'entrée en discussions exclusives de sa filiale Veolia Transport avec les Groupes SNCF et Eurotunnel qui ont présenté une offre ferme en vue de la reprise éventuelle de la société Veolia Cargo (en France et à l'étranger). Si cette offre est retenue par le Groupe et après consultation des instances représentatives du personnel et approbation des autorités réglementaires compétentes, cette cession pourrait être réalisée avant la fin de l'année 2009. Cette cession entraînerait une réduction de la dette du Groupe de 95 millions d'euros ; au 30 juin 2009, ces activités sont reclassées en activités non poursuivies dans les états financiers du Groupe ;
- Veolia Propreté a annoncé la signature d'un accord relatif à la vente de l'activité incinération aux Etats-Unis (Montenay International), l'objectif étant de réaliser cette opération avant la fin de l'année après obtention des approbations nécessaires des autorités réglementaires compétentes et satisfaction des conditions usuelles de réalisation ; au 30 juin 2009, cette activité est également reclassée en activité non poursuivie dans les états financiers du Groupe ;
- Le 24 juin 2009, Veolia Propreté a annoncé l'entrée en discussions exclusives avec le groupe TFN en vue d'une cession éventuelle de l'activité Veolia Propreté Nettoyage et Multiservices (« VPNM »). Au 30 juin 2009, cette activité n'est pas reclassée en activité non poursuivie dans le compte de résultat, car elle ne constitue pas un ensemble homogène largement indépendant (« une unité génératrice de trésorerie ») en application de la norme IFRS 5.

L'ensemble de ces cessions devraient être réalisées au cours du second semestre 2009 et s'inscriraient dans le cadre du programme de cessions de 1 milliard d'euros pour l'année 2009, annoncé par le groupe Veolia Environnement le 6 mars 2009.

Par ailleurs, le 23 juillet 2009, le Groupe et la Caisse des Dépôts dans un communiqué commun ont décidé d'entrer en négociations privilégiées en vue d'un rapprochement entre Transdev et Veolia Transport. Cette opération serait réalisée par fusion entre Veolia Transport et Transdev avec un équilibre actionnarial (50/50) entre le Groupe et la Caisse des Dépôts, parité qui serait atteinte après analyse et évaluation des deux entreprises, par ajustement des structures financières. Le projet de rapprochement reste soumis à la conclusion d'un accord définitif, lui-même conditionné à l'accord des autorités réglementaires. Ce projet industriel donnerait naissance à l'un des leaders mondiaux du transport public de voyageurs, avec environ 8 milliards d'euros de chiffres d'affaires pro forma et 130 000 collaborateurs.

9.2 Informations comptables et financières

9.2.1 Définitions et contexte comptable

Le terme "croissance interne" recouvre la croissance résultant :

- du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités,
- des nouveaux contrats,
- des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.

Le terme "croissance externe" recouvre les acquisitions (intervenues sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé), nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs utilisés sur différents marchés et/ou détenant un portefeuille de contrats multiples.

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5.

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS5.

Par ailleurs, le Groupe utilise pour ses besoins de gestion des agrégats à caractère non strictement comptable (« indicateurs non GAAP ») qui sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du Groupe ; ces agrégats se définissent de la façon suivante :

- l'**endettement financier net (EFN)** représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette ;
- le **résultat opérationnel récurrent** et le **résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère** correspondent respectivement au résultat opérationnel et au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère ajustés des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;
- le **free cash flow** correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions (y compris la variation des créances et autres actifs financiers), (iv) intérêts financiers nets versés et (v) impôts versés.
- Les **investissements nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation d'EFN incluent les investissements industriels nets de cessions industrielles (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de cessions), les investissements financiers nets de cessions financières (acquisitions d'actifs financiers nettes de cessions et y compris endettement net des sociétés entrantes et sortantes), les nouveaux actifs financiers opérationnels, le remboursement des actifs financiers opérationnels et les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Contexte comptable

Les principes comptables utilisés pour arrêter les comptes du premier semestre 2009 n'ont pas changé par rapport aux comptes de l'exercice 2008.

En application de la norme IFRS 5 :

- le compte de résultat de l'exercice du 30 juin 2008 a été retraité pour présenter sur la ligne Résultat net des activités non poursuivies les conséquences :
 - de la cession de Clemessy et de Crystal dans le secteur Energie intervenue en décembre 2008 ;
 - du reclassement en activités non poursuivies des activités du Fret dans le secteur Transport et de l'activité incinération aux Etats-Unis (« Waste to Energy ») dans le secteur Propreté ; le bilan des actifs et passifs de ces deux unités génératrices de trésorerie a été reclassé sur les lignes actifs et passifs destinés à la vente ;
- dans le cadre d'un protocole d'acquisition et de cession réciproque signé le 19 décembre 2008 entre Suez Environnement et Veolia Environnement et devant se déboucler en 2009, certains actifs détenus conjointement avec Suez ont également fait l'objet d'un reclassement au bilan en actifs et passifs destinés à la vente ;
- l'ensemble des actifs et des passifs des sociétés de « Veolia Propreté Nettoyage et Multiservices » (VPNM) a été reclassé en actifs et passifs destinés à la vente au 30 juin 2009.

9.2.2 Produit des activités ordinaires

9.2.2.1 Commentaire général

Au 30 juin 2009 (en M€)	Au 30 juin 2008 retraité (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
17 426,9	17 565,7	-0,8 %	- 1,0 %	+ 1,2 %	-1,0 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 17 426,9 millions d'euros contre 17 565,7 millions d'euros au 30 juin 2008 retraité, en léger retrait de 0,8 % par rapport au premier semestre 2008. La variation du prix des matières premières explique environ 1% de baisse du chiffre d'affaires. Trois activités sur quatre (près de 75% du chiffre d'affaires) ont démontré une bonne capacité de résistance.

La baisse d'activité dans le secteur Propreté (volumes et baisse des prix des matières premières recyclées) s'est confirmée au cours du second trimestre. La croissance des activités d'ingénierie-construction et de travaux dans les secteurs de l'Energie et de l'Eau a aussi ralenti en fin de période. En outre, le produit des activités ordinaires de l'Energie est affecté par la baisse du prix des énergies au deuxième trimestre notamment en France.

A périmètre et change constants, la baisse du produit des activités ordinaires est de 1 %. L'activité en Europe (hors France) dans le domaine de l'Eau ainsi qu'un climat plus favorable et une hausse des prix de l'énergie chez Dalkia au cours des premiers mois du semestre ne compensent pas complètement la baisse de l'activité de la Propreté principalement liée à la conjoncture économique (variation de -10,3 % à périmètre et change constants).

La croissance externe s'établit à 1,2 % (219,3 millions d'euros). La part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger atteint 10 460,6 millions d'euros, soit 60,0 % du total contre 58,5% au 30 juin 2008 retraité.

L'effet de change lié à l'évolution des taux de change moyens des premiers semestres 2008 et 2009 de (180,1) millions d'euros reflète essentiellement la dépréciation par rapport à l'euro, de la livre sterling pour (172,7) millions d'euros, des devises de l'Europe Centrale (principalement République Tchèque et Pologne) pour (135,4) millions d'euros et des devises d'Europe du Nord (Norvège et Suède) pour (78,1) millions d'euros partiellement compensée par l'appréciation du dollar pour 210,6 millions d'euros.

9.2.2.2 Produit des activités ordinaires par secteur opérationnel

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 retraité	Variation 2009/2008
Eau	6 234,8	5 987,7	+ 4,1 %
Propreté	4 502,4	5 014,9	- 10,2%
Energie	3 717,0	3 676,2	+ 1,1%
Transport	2 972,7	2 886,9	+ 3,0%
Produit des activités ordinaires	17 426,9	17 565,7	-0,8%
Produit des activités ordinaires à change 2008	17 607,0	17 565,7	+ 0,2 %

Eau

Au 30 juin 2009 (en M€)	Au 30 juin 2008 (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
6 234,8	5 987,7	+ 4,1 %	+ 3,0 %	+ 0,7 %	+0,4 %

- En **France**, l'évolution hors effets de périmètre ressort à -0,2% liée à une légère baisse des volumes mis en production de (1%) par rapport à 2008 et une stagnation de l'activité travaux.

- A l'**international**, hors Veolia Eau Solutions & Technologies, le chiffre d'affaires est en hausse de 2,7 % (+1,5 % à change et périmètre constants). Le ralentissement de la croissance reflète essentiellement la fin de la période de construction de plusieurs contrat de BOT (Build Operate & Transfer) et de DBO (Design Build & Operate). En Europe, la croissance de 0,9 % à change et périmètre constants tient compte d'une bonne activité en Allemagne compensant la fin des travaux de construction sur un contrat de BOT au Royaume-Uni et d'une légère baisse des volumes. A change et périmètre constants, l'activité en Asie-Pacifique est en progression de 1,5 % (10,9 % à change courant) ; l'augmentation de près de 14% du chiffre d'affaires en Asie, liée essentiellement aux hausses des travaux et extensions de périmètres dans certaines agglomérations en Chine relaie l'achèvement de la construction de Gold Coast (dessalement en Australie). En Amérique du Nord, la croissance s'établit à 9,5 % à change et périmètre constants principalement en raison des volumes de travaux plus importants et du démarrage du nouveau contrat de Milwaukee.

- **Veolia Eau Solutions & Technologies** réalise un chiffre d'affaires de 1 244,5 millions d'euros en hausse de 12,7 % à périmètre et change constants, soutenu par l'exécution des contrats de l'activité « Design and Build » surtout dans le domaine municipal, en particulier au Moyen-Orient.

L'activité est néanmoins affectée par un ralentissement de la croissance du fait de la crise économique actuelle.

Propreté

Au 30 juin 2009 (en M€)	Au 30 juin 2008 retraité (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
4 502,4	5 014,9	- 10,2 %	- 10,3 %	+ 1,4 %	- 1,3 %

La crise économique affecte les volumes de déchets solides et dangereux collectés et traités auprès des clients industriels mais aussi, dans une moindre mesure, des clients municipaux. Cette baisse en volume est toutefois marginalement atténuée par un effet prix positif sur certains segments dans certaines zones géographiques. Le chiffre d'affaires des activités de recyclage est en fort recul, le prix des matières recyclées étant nettement inférieur sur le premier semestre 2009 à celui du premier semestre 2008.

Toujours par rapport à la période équivalente de l'année précédente, l'accélération de la baisse du Produit des Activités Ordinaires au deuxième trimestre par rapport à l'évolution du premier trimestre s'explique principalement par la baisse relative des ventes de matières recyclées –papier et métaux- (malgré des volumes en progression par rapport au premier trimestre 2009) avec un niveau de prix qui était particulièrement élevé au deuxième trimestre 2008, et par la baisse des services industriels (en progression au premier trimestre 2009) notamment au Royaume Uni, en Allemagne et aux Etats-Unis.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en recul de -13,1 % à périmètre constant du fait de la baisse des volumes liée au ralentissement économique et de la baisse des prix des matières recyclées.

- A l'**international**, la croissance interne affiche un repli de (9,0) %. La plupart des zones géographiques est touchée par le contexte économique ; en Allemagne, diminution du chiffre d'affaires de (18,3) % liée, notamment, à la baisse des volumes et des prix dans l'activité papier et à la baisse des volumes de déchets industriels, et au ralentissement de certaines activités comme le nettoyage industriel, en Amérique du Nord (- 10,5 % à périmètre et change constants) avec une baisse des volumes traités dans l'ensemble des activités et en Asie-Pacifique (-9,8 % à périmètre et change constants) avec notamment la baisse des services et des déchets industriels. Le chiffre d'affaires du Royaume Uni est pratiquement stable à périmètre et change constants en raison de contrats pluriannuels de gestion des déchets municipaux et la montée en puissance des contrats intégrés, qui compensent la baisse des déchets industriels et des volumes mis en décharges.

Energie

Au 30 juin 2009 (en M€)	Au 30 juin 2008 retraité (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
3 717,0	3 676,2	+ 1,1 %	+ 2,3 %	+ 1,4 %	- 2,6 %

- La progression du chiffre d'affaires atteint 1,1 %, notamment en raison de la progression de la hausse du prix des énergies sur le premier trimestre (+ 57 millions d'euros), du climat plus favorable sur le premier semestre principalement en France (+48,3 millions d'euros) et d'un effort commercial soutenu notamment à l'international, en dépit d'un recul des activités de travaux. L'effet de change négatif de 97 millions d'euros provient principalement des monnaies d'Europe de l'Est.

- En **France**, le chiffre d'affaires baisse de (2,6 %) en raison de la baisse des travaux dans certaines régions et d'un effet négatif du prix des énergies au second trimestre malgré un environnement climatique légèrement plus favorable qu'en 2008.

- A l'**international**, la croissance totale de l'activité s'élève à 4,7 % dont 7,1 % à périmètre et change constants en raison de la hausse du prix des énergies notamment dans les pays d'Europe Centrale, de l'effet favorable du climat et d'un effort commercial soutenu.

- La croissance externe de 1,4 % reflète essentiellement l'acquisition d'une installation de cogénération (Digismart) en Estonie au premier trimestre 2009, l'acquisition de Praterm en Pologne au cours du premier trimestre 2008 et les acquisitions mineures intervenues en 2008.

Transport

Au 30 juin 2009 (en M€)	Au 30 juin 2008 retraité (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
2 972,7	2 886,9	+ 3,0%	+ 2,4 %	+ 2,0 %	- 1,4 %

• Le chiffre d'affaires en **France** progresse de 1,7 % à périmètre constant porté par les effets d'actualisation des tarifs, les gains de nouveaux contrats (Epernay, Royan, La Rochelle...) y compris ceux liés aux activités aéroportuaires malgré l'arrêt du contrat de Bordeaux intervenue le 1^{er} mai 2009 et un trafic passagers en baisse sur la SNCM.

• A l'**international**, le chiffre d'affaires enregistre une augmentation de 2,3 % (+ 2,8 % à périmètre et change constants) et traduit le plein effet des développements effectués en Amérique du Nord et une croissance de l'activité en Australie à taux de change constant.

• La croissance externe de 2,0 % reflète l'impact de diverses acquisitions récentes en Asie (tramways de Hong Kong et Nanjing Zhongbei en Chine) ainsi que des acquisitions en France et aux Etats-Unis.

9.2.2.3 Produit des activités ordinaires par zone géographique

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 retraité	Variation % 2009/2008 (courant)	Variation % 2009/2008 (constant)
France	6 966,3	7 289,8	- 4,4	- 4,4
Grande-Bretagne	1 320,5	1 464,9	-9,9	+1,5
Allemagne	1 487,0	1 548,8	-4,0	-4,0
Autres Europe	3403,2	3 441,7	-1,1	+4,6
Etats-Unis	1 520,1	1 338,3	+13,6	-1,8
Océanie	622,6	738,7	-15,7	-4,7
Asie	701,0	561,1	+24,9	+12,1
Reste du monde (y compris Moyen-Orient)	1 406,2	1 182,4	18,9	+19,7
Produit des activités ordinaires	17 426,9	17 565,7	-0,8	+0,2

L'évolution du produit des activités ordinaires est affectée par les effets de la crise économique qui peuvent néanmoins être variables selon les zones géographiques notamment en fonction du mix des différentes activités du Groupe et notamment l'importance du secteur Propreté.

France

L'évolution s'élève à -4,4 % au 30 juin 2009 ; l'activité en France de la Propreté est en recul de -11,4 % (-13,2 % à périmètre constant) du fait de la baisse des volumes traités et vendus et de la baisse du prix des matières premières secondaires (papier et métaux) partiellement compensées par des hausses de prix dans les activités de collecte et d'incinération. Les activités du Transport et de l'Eau sont stables ou en légère progression ; enfin le chiffre d'affaires du secteur Energie est en retrait principalement en raison de la baisse du volume de travaux.

Grande-Bretagne

Hors effet de change, la variation s'élève à +1,5 %. Elle bénéficie de la montée en puissance des nouveaux contrats intégrés dans le secteur Propreté malgré une baisse des volumes supérieure à 10 % (en collecte et CSDU) ; la baisse dans les métiers de l'Eau s'explique par la fin d'un chantier de construction dans les activités non régulées tandis que le produit des activités ordinaires dans le secteur Energie reste stable.

Allemagne

La variation de -4,0 % s'explique par la baisse sensible des activités dans le secteur Propreté (baisse du prix des matières recyclés notamment le papier et baisse de volumes sur les activités de collecte de déchets industriels et commerciaux) ; il est à noter la bonne tenue des activités dans l'Eau et notamment le contrat de Braunschweig et un bon développement organique de l'activité dans le secteur Transport.

Autres Europe

Malgré la baisse des volumes et des prix des matières recyclées constatés dans la majorité des pays où le secteur de la Propreté est présent (Norvège notamment), la croissance de 4,6 % à change constant est soutenue par la progression des activités (effet prix et effet climat positif) du secteur Energie dans les pays Baltes et en Europe Centrale (République Tchèque et Pologne) ; l'activité des secteurs Transport et Eau (fin des travaux sur le contrat de Bruxelles) est en légère baisse.

Etats-Unis

La variation de - 1,8 % à change constant est marquée par la baisse des activités dans le secteur Propreté du fait du contexte économique (baisse des volumes dans toutes les activités partiellement compensée par des hausses de prix) ; dans les autres secteurs la croissance s'explique par l'impact des nouveaux contrats dans le secteur Transport, la bonne tenue des activités travaux et le démarrage du contrat d'assainissement de Milwaukee dans le secteur Eau ; l'activité dans le secteur Energie est pénalisée par l'impact négatif de la baisse des prix du gaz.

Océanie

La variation à change constant de - 4,7 % s'explique par la baisse des activités du secteur Propreté en Australie et la fin des travaux de construction de l'usine de dessalement de Gold Coast dans le secteur Eau.

Asie

La croissance de 12,1 % à change constant de l'Asie est notamment réalisée par le secteur de l'Eau du fait des développements récents en Chine et dans une moindre mesure par les secteurs Transport et Energie avec le démarrage de nouveaux contrats principalement en Chine.

Reste du monde (y compris Moyen-Orient)

La croissance de 19,7 % à change constant est marquée principalement par la croissance de l'activité de construction du secteur Eau au Moyen-Orient et le développement en Amérique du Sud de Proactiva (notamment nouveau contrat de concession au Guayaquil).

9.2.3 Autres éléments du compte de résultat

9.2.3.1 Résultat et capacité d'autofinancement opérationnels

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 1 977,5 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 2 127,8 millions d'euros au 30 juin 2008 en retrait de 7,1 % à change courant et de 4,9 % à change constant. Cette diminution provient des performances moindres de la Propreté, en dépit d'un effort d'adaptation des coûts, dans l'ensemble des implantations géographiques en raison du contexte économique et de la baisse des ventes. Pour le Groupe, ce recul est limité par :

- la meilleure résistance des autres activités à la dégradation de la conjoncture,
- la mise en place du plan Efficacité 2010 (impact de 101 millions d'euros au 30 juin 2009).

L'effet de change négatif total de (46,3) millions d'euros de la capacité d'autofinancement opérationnelle s'explique principalement par la dévaluation de la livre sterling pour (29,0) millions d'euros principalement dans les secteurs Eau et Propreté, la dévaluation des monnaies en Europe Centrale pour (31,5) millions d'euros notamment dans le secteur Energie compensées partiellement par l'appréciation du dollar américain pour 21,1 millions d'euros principalement dans la Propreté.

L'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle est la suivante :

	CAF TOTALE			
	30 juin 2009	30 juin 2008 retraité	Variation	
			change courant	change constant
Eau	910,4	904,1	0,7 %	2,7 %
Propreté	539,7	702,6	- 23,2 %	- 22,4 %
Energie	414,2	423,6	- 2,2 %	2,4 %
Transport	159,9	142,3	12,4 %	14,5 %
Holdings	- 46,7	-44,8	-	-
CAF opérationnelle	1 977,5	2 127,8	- 7,1 %	
CAF opérationnelle à change 2008	2 023,8	2 127,8	-	- 4,9 %
CAF financière	8,1	12,2	-	-
CAF des activités non poursuivies	(1,2)	23,2	-	-
CAF totale	1984,4	2 163,2	- 8,3 %	-

Le résultat opérationnel s'élève à 1 000,8 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 1 292,2 millions d'euros au 30 juin 2008. Il tient compte de la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, de la dépréciation d'actifs financiers opérationnels pour 35 millions d'euros en Italie dans le secteur Propreté ainsi que d'un impact négatif lié à la baisse des taux d'actualisation concernant les provisions pour remise en état de sites pour (32) millions d'euros par rapport au 30 juin 2008.

Le résultat opérationnel récurrent s'élève à 1 000,8 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 1 287,2 millions d'euros au 30 juin 2008.

L'évolution du résultat opérationnel et du résultat opérationnel récurrent se détaille comme suit :

	Résultat opérationnel				Résultat opérationnel récurrent			
	30 juin 2009	30 juin 2008 retraité	Variation (en %)	Variation à change constant	30 juin 2009	30 juin 2008 retraité	Variation (en %)	Variation à change constant
Eau	596,4	599,0	-0,4	+ 3,1	596,4	597,0	-0,1	3,4
Propreté	134,3	396,9	-66,2	-65,4	134,3	397,5	- 66,2	-65,4
Energie	248,4	286,6	-13,3	-8,1	248,4	283,8	-12,5	-7,2
Transport	77,7	63,0	23,4	+24,9	77,7	62,2	25,0	26,4
Holdings	-56,0	-53,3	-	-	-56,0	-53,3	-	-
Total	1000,8	1 292,2	-22,5	-19,4	1000,8	1 287,2	-22,2	-19,1
Total à change 2008	1 040,9	1 292,2	-	-	1 040,9	1 287,2	-	-

Au 30 juin 2009 et au 30 juin 2008, le résultat opérationnel se structure comme suit :

30 juin 2009 (en millions d'euros)	Récurrent	Non récurrent		Total
		Pertes de valeur	Autres*	
Eau	596,4	-	-	596,4
Propreté	134,3	-	-	134,3
Energie	248,4	-	-	248,4
Transport	77,7	-	-	77,7
Holdings	-56,0	-	-	-56,0
Total	1000,8	-	-	1000,8

* Il s'agit essentiellement des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat.

30 juin 2008 retraité (en millions d'euros)	Récurrent	Non récurrent		Total
		Pertes de valeur	Autres*	
Eau	597,0	-	2,0	599,0
Propreté	397,5	-	-0,6	396,9
Energie	283,8	-	2,8	286,6
Transport	62,2	-	0,8	63,0
Holdings	-53,3	-	-	-53,3
Total	1 287,2	-	5,0	1 292,2

* Il s'agit essentiellement des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat.

Eau

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 910,4 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 904,1 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une augmentation de 2,7 % à change constant.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 596,4 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 597,0 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une variation de 3,4 % à change constant.

En France, la capacité d'autofinancement opérationnelle est affectée principalement par la baisse des volumes par rapport à 2008 et par le ralentissement des travaux lié à l'environnement économique actuel ; elle bénéficie en revanche de nouveaux gains de productivité.

A l'international la progression de la capacité d'autofinancement opérationnelle est marquée principalement en Asie notamment en raison de la baisse des coûts de structure et de développement. En Europe la variation est liée à la bonne contribution des opérations en Allemagne. La capacité d'autofinancement opérationnelle de Veolia Eau Solutions et Technologies est en baisse en raison du ralentissement de l'activité et de la diminution de marge sur les activités auprès des clients industriels (notamment ventes de solutions).

L'impact du plan Efficacité s'élève à 36,6 millions d'euros au 30 juin 2009.

La marge opérationnelle (ratio capacité d'autofinancement opérationnelle / produit des activités ordinaires) passe de 15,1 % au 30 juin 2008 à 14,6 % au 30 juin 2009.

Propreté

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 539,7 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 702,6 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une baisse de (22,4) % à change constant.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 134,3 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 397,5 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une baisse de 65,4 % à change constant.

La situation économique actuelle qui se traduit par une baisse des volumes de déchets principalement industriels et dangereux et la chute du prix des matières recyclées (papier et métaux) par rapport au premier semestre 2008 affecte fortement les performances opérationnelles du secteur dans tous les principaux pays (France, Royaume-Uni, Allemagne, Australie et Etats-Unis). Les premiers effets positifs du plan d'adaptation (impact de 45 millions d'euros au premier semestre 2009), le plan Efficacité (25 millions d'euros) comparés au premier semestre 2008 et l'effet favorable de la baisse des prix du carburant ne compensent que partiellement les effets de la conjoncture.

Le résultat opérationnel comprend également une dépréciation de 35 millions d'euros sur des actifs en Italie compte tenu d'une revue du plan anticipant des négociations contractuelles toujours en cours. Le résultat opérationnel est également pénalisé par l'effet négatif de (32) millions d'euros par rapport au 30 juin 2008 lié à la baisse des taux d'actualisation des provisions pour remise en état des sites (effet positif de 16 millions d'euros au premier semestre 2008 et effet négatif de (16) millions d'euros au premier semestre 2009).

La marge opérationnelle (ratio capacité d'autofinancement opérationnelle / produit des activités ordinaires) passe de 14,0 % au 30 juin 2008 à 12,0 % au 30 juin 2009.

Energie

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 414,2 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 423,6 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une variation de 2,4 % à change constant.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 248,4 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 283,8 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une variation de (7,2) % à change constant.

La capacité d'autofinancement opérationnelle bénéficie d'une augmentation des prix de l'énergie dans les pays d'Europe Centrale, d'un contexte climatique légèrement plus favorable, et de l'impact du plan Efficacité (pour un montant de 21 millions d'euros au 30 juin 2009). La contribution des cessions de quotas de Co2 a été moindre que celle du premier semestre 2008 ; enfin la baisse de l'activité travaux affecte la performance de certaines entités, notamment en Italie.

La marge opérationnelle (ratio capacité d'autofinancement opérationnelle / produit des activités ordinaires) passe de 11,5 % au 30 juin 2008 à 11,1 % au 30 juin 2009.

Transport

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 159,9 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 142,3 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une hausse de 14,5 % à change constant.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 77,7 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 62,2 millions d'euros au 30 juin 2008, soit une hausse de 26,4 % à change constant.

La progression de la capacité d'autofinancement opérationnelle est liée à l'amélioration des opérations insuffisamment profitables, aux gains de productivité et à la bonne tenue de l'activité notamment en France et en Europe du Nord. L'impact net des couvertures de la baisse des prix du carburant est estimé à environ + 2 millions d'euros au 30 juin 2009 par rapport au 30 juin 2008 ; l'impact du plan Efficacité est de 15 millions d'euros au 30 juin 2009.

La marge opérationnelle (ratio capacité d'autofinancement opérationnelle / produit des activités ordinaires) passe de 4,9 % au 30 juin 2008 à 5,4 % au 30 juin 2009.

9.2.3.2 Charges financières nettes

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 retraité
Produits	47,0	74,7
Charges	-425,8	-498,2
Coût de l'endettement financier net	-378,8	-423,5
Autres revenus et charges financiers	-29,2	-5,7

La baisse du coût de l'endettement financier net résulte de :

- la baisse des taux variables notamment sur l'Euro et sur la Livre sterling ;
- partiellement compensée par l'augmentation de l'endettement financier moyen et l'effet de l'allongement de la maturité de la dette.

Le taux de financement (défini comme le coût de l'endettement financier net hors variations de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période) passe de 5,41 % au premier semestre 2008 à 4,47 % au premier semestre 2009.

Ces taux tiennent compte de dénouements d'options de taux. Retraité de ces opérations le taux de financement serait de 4,47 % contre 5,68% au 30 juin 2008. Cette évolution reflète la forte baisse des taux courts alors même que le Groupe est entré dans plusieurs opérations de swaps de variabilisation en euros fin 2008 et début 2009.

9.2.3.3 Impôts sur les résultats

Le Groupe supporte au 30 juin 2009 une charge nette d'impôt sur les résultats de -196,8 millions d'euros contre -221,7 millions d'euros au 30 juin 2008.

Rapporté au résultat net des activités poursuivies retraité de cette charge fiscale et des résultats associés, le taux d'imposition apparent est de 33,2 % au premier semestre 2009 contre 25,7% au premier semestre 2008.

L'évolution de la charge d'impôt au 30 juin 2009 s'explique par :

- Une activation des déficits fiscaux correspondant aux perspectives d'utilisation de ces déficits à hauteur du résultat du semestre sur le groupe fiscal américain ;
- Une charge d'impôt faible sur le groupe fiscal français, compte tenu de la baisse des résultats liés à la conjoncture notamment dans le secteur Propreté ;
- Des déficits fiscaux non activés du fait de manque de perspectives d'utilisation de ces déficits (Italie, Allemagne dans le secteur Propreté, Chine dans le secteur Eau) générant une augmentation significative du taux d'impôt par rapport au premier semestre 2008.

Pour l'année entière, le taux d'imposition apparent pourrait être supérieur à celui du 30 juin 2009 compte tenu de déficits non activables dans certaines filiales du Groupe.

9.2.3.4 Résultat des entreprises associées

Il passe de 9,0 millions d'euros au 30 juin 2008 à 6,6 millions d'euros au 30 juin 2009.

9.2.3.5 Résultat net des activités non poursuivies

Il passe de +0,4 millions d'euros au 30 juin 2008 à -56,4 millions d'euros au 30 juin 2009.

Le résultat net de ces activités au 30 juin 2009 est principalement lié à la mise à juste valeur des activités du Fret (Veolia Cargo) dans le secteur Transport. Il intègre aussi les résultats de l'activité incinération aux Etats-Unis dans le secteur Propreté.

9.2.3.6. Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 125,9 millions d'euros au 30 juin 2009, contre 150,2 millions d'euros au 30 juin 2008. Elle concerne notamment les actionnaires minoritaires de filiales dans l'Eau (72,6 millions d'euros), dans la Propreté (-2,6 millions d'euros), dans l'Energie (55,1 millions d'euros) et dans le Transport (-0,4 millions d'euros).

La baisse du résultat des participations ne donnant pas le contrôle est principalement liée à :

- la baisse des résultats du secteur Energie en France et en Italie ;
- la baisse du résultat du secteur Propreté en Italie.

9.2.3.7 Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 220,3 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 500,5 millions d'euros au 30 juin 2008. Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère est de 276,5 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 497,9 millions d'euros au 30 juin 2008 retraité des activités non poursuivies.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation qui s'élève à 464,2 millions au 30 juin 2009 et 462,0 millions au 30 juin 2008 (nombre ajusté de la distribution de dividendes en action intervenue sur 2009), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action ressort à 0,47 euro, contre 1,08 au 30 juin 2008. Le résultat net récurrent par action attribuable aux propriétaires de la société mère ressort à 0,60 euro au 30 juin 2009 contre 1,08 au 30 juin 2008.

Au 30 juin 2009, la formation du résultat net récurrent est la suivante :

Au 30 juin 2009 (en millions d'euros)	Récurrent	Non récurrent	Total
Résultat opérationnel	1000,8	-	1000,8
Coût de l'endettement financier net	-378,8	-	-378,8
Autres revenus et charges financiers	-29,2	-	-29,2
Charges d'impôts sur les sociétés	-196,8	-	-196,8
Résultats des entreprises associées	6,6	-	6,6
Résultat net des activités non poursuivies	-	-56,4	-56,4
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-126,1	0,2	-125,9
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	276,5	-56,2	220,3

Celle au 30 juin 2008 retraité était la suivante :

Au 30 juin 2008 retraité (en millions d'euros)	Récurrent	Non récurrent	Total
Résultat opérationnel	1 287,2	5,0	1 292,2
Coût de l'endettement financier net	-423,5	-	-423,5
Autres revenus et charges financiers	-5,7	-	-5,7
Charges d'impôts sur les sociétés	-221,7	-	-221,7
Résultats des entreprises associées	9,0	-	9,0
Résultat net des activités non poursuivies	-	0,4	0,4
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-147,4	-2,8	-150,2
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	497,9	2,6	500,5
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère publié	497,5	3,0	500,5

9.3. Financement

La variation de l'endettement financier net (EFN) est la suivante :

	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
EFN à l'ouverture	-16 528	-15 125
Capacité d'autofinancement *	1 984	2 163
Investissements bruts	- 1664	-2 322
Remboursement des actifs financiers opérationnels	263	194
Cessions (y compris variation de périmètre)	211	266
Total des flux d'investissements nets	-1 190	-1 862
Impôts versés	-218	-168
Variation de BFR opérationnel	-114	-249
Variation des créances et autres actifs financiers	62	-106
Dividendes versés	-402	-726
Intérêts financiers nets versés	-347	-369
Augmentation / réduction de capital	59	-105
FREE CASH FLOW	-166	-1 422
Effets de change et autres	-133	215
Variation de l'EFN	-299	-1 207
EFN à la clôture	-16 827	-16 332

* dont 8 millions d'euros de capacité d'autofinancement financière.

9.3.1. Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement totale s'élève à 1 984,3 millions d'euros au 30 juin 2009 (voir paragraphe 2.3.1) dont 1 977,5 millions d'euros de capacité d'autofinancement opérationnelle (contre 2 127,8 millions d'euros au 30 juin 2008 retraité), 8 millions d'euros de capacité d'autofinancement financière (contre 12,2 millions d'euros au 30 juin 2008) et -1,2 millions d'euros de capacité d'autofinancement des activités non poursuivies (contre 23,2 millions d'euros au 30 juin 2008 retraité).

9.3.2. Flux d'investissements nets

Investissements nets par secteur opérationnel (en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Eau	364	643	1 208
Propreté	344	750	1 323
Energie	216	318	583
Transport	189	120	354
Investissements nets non alloués	20	26	88
Investissements nets par secteur opérationnel	1 133	1 857	3 556
Tableau de flux de trésorerie			
• Investissements industriels net de subventions	(1 168)	(1 236)	(2 781)
• Cessions d'actifs industriels	137	197	330
• Investissements financiers	(124)	(542)	(801)
• Cessions d'actifs financiers	58	47	361
• Nouveaux actifs financiers opérationnels	(240)	(203)	(507)
• Remboursements d'actifs financiers opérationnels	263	194	358
• Investissements financés par location financière *	(9)	(130)	(134)
• Dettes financières liées aux investissements et cessions à caractère financier	(107)	(189)	(408)
• Augmentation de capital souscrite par les minoritaires	57	5	26
Total investissements nets	(1 133)	(1 857)	(3 556)

* y compris actifs financiers opérationnels pour un montant de (3) millions d'euros.

9.3.2.1. Investissements bruts

(en millions d'euros)	Investissements Industriels (1)		Investissements Financiers (2)		Nouveaux actifs financiers opérationnels		Total Investissements bruts	
	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
Eau	347	479	46	91	135	136	528	706
Propreté	352	464	5	273	42	28	399	765
Energie	171	183	36	178	35	35	242	396
Transport	269	196	56	45	6	2	331	243
Autres	35	28	4	6	24	17	63	51
TOTAL	1 174	1 350	147	593	242	218	1 563	2 161

(1) y compris ceux financés par contrat de location financière

(2) hors trésorerie des sociétés entrantes

Compte tenu du contexte économique, le Groupe applique une politique d'investissement restrictive en réduisant fortement les investissements financiers sans remettre en cause les investissements industriels à caractère contractuel ou nécessaires à l'outil industriel.

Investissements industriels

Les investissements industriels (hors investissements par locations financières) s'élèvent à 1 167,8 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 1 220,5 millions d'euros au premier semestre 2008, soit une baisse de 4,3%.

Les investissements industriels y compris ceux financés par contrat de location financière ressortent à 1 174 millions d'euros et concernent :

- L'Eau, pour 347 millions d'euros (-27,6% par rapport au premier semestre 2008), dont 132 millions d'euros en investissements de croissance et 215 millions d'euros en investissements de maintenance (293 millions d'euros au premier semestre 2008). Ces investissements de croissance au 30 juin 2009 sont liés notamment aux actifs concessifs en France, en Chine et au Maroc ainsi qu'aux activités régulées au Royaume Uni.
- La Propreté, pour 352 millions d'euros (-24,1% par rapport au premier semestre 2008), dont 77 millions d'euros en investissements de croissance et 275 millions d'euros en investissements de maintenance (367 millions d'euros au premier semestre 2008). Ces investissements de croissance au premier semestre 2009 concernent principalement les contrats intégrés au Royaume-Uni.
- L'Energie, pour 171 millions d'euros (-6,6 % par rapport au premier semestre 2008), dont 79 millions d'euros en investissements de croissance et 92 millions d'euros en investissements de maintenance (100 millions d'euros au premier semestre 2008).
- Le Transport, pour 269 millions d'euros (+37,2% par rapport au premier semestre 2008), dont 26 millions d'euros en investissements de croissance et 243 millions d'euros en investissements de maintenance (149 millions d'euros au premier semestre 2008). Les investissements au 30 juin 2009 incluent l'acquisition du bateau Jean Nicoli pour 75 millions d'euros (SNCM). Le niveau de ces investissements tient compte d'un recours accru aux locations simples.

Les investissements de maintenance atteignent 858 millions d'euros au 30 juin 2009 (soit 4,9 % du chiffre d'affaires) contre 912 millions d'euros au 30 juin 2008 (soit 5,2% du chiffre d'affaires).

Nouveaux actifs financiers opérationnels (créances IFRIC 12 et IFRIC 4)

Les nouveaux actifs financiers opérationnels s'élèvent à 242 millions d'euros en 2009 contre 218 millions d'euros en 2008. Ils concernent principalement :

- L'Eau pour 135 millions d'euros stable par rapport au premier semestre 2008 ; il s'agit principalement des nouveaux actifs financiers opérationnels du contrat de Berlin et de certains investissements en Asie (Chine et Corée) et au Moyen Orient (Oman Sur) ;
- La Propreté pour 42 millions d'euros, soit une augmentation de 14 millions d'euros ;
- L'Energie pour 35 millions d'euros, comme au premier semestre 2008 ;
- Le Transport pour 6 millions d'euros, soit une augmentation de 4 millions d'euros ;

La ligne Autres pour 24 millions d'euros et concerne un projet industriel multi-utilities au Portugal.

Investissements financiers

Les investissements financiers, y compris la dette nette des sociétés entrantes qui s'élève à 101 millions d'euros au 30 juin 2009, ont représenté 248 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 748 millions d'euros au premier semestre 2008. Au 30 juin 2009, ils comprennent notamment l'acquisition d'une unité de cogénération en Estonie (Digismart) dans le secteur Energie pour 72 millions d'euros.

9.3.2.2. Remboursements d'actifs financiers opérationnels et Cessions

Les remboursements d'actifs financiers opérationnels s'élèvent à 263 millions d'euros (dont 124 millions d'euros dans l'Eau et 82 millions d'euros dans l'Energie) au premier semestre 2009 contre 194 millions d'euros au premier semestre 2008

Aucune cession significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2009.

9.3.2.3. CAF opérationnelle – Investissements nets (y compris augmentation de capital hors groupe)

CAF opérationnelle y compris CAF activités non poursuivies – Investissements nets (en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 retraité	Au 31 décembre 2008 retraité
Eau	546	262	613
Propreté	207	(35)	9
Energie	198	113	188
Transport	(42)	25	(65)
Autres	(66)	(71)	(148)
Total CAF opérationnelle y compris CAF activités non poursuivies – Investissements nets	843	294	597

9.3.3. Autres variations

9.3.3.1 Besoin en fonds de roulement opérationnel

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel s'élève à -114 millions d'euros au 30 juin 2009 contre -249 millions d'euros au premier semestre 2008. La variation au 30 juin 2008 incluait un effet positif de 157 millions d'euros compte tenu du règlement des créances drainage à Berlin dans le secteur Eau.

Le Groupe, malgré un environnement économique très dégradé sur le premier semestre 2009 continue ses efforts d'amélioration de la gestion de son besoin en fonds de roulement en poursuivant des plans d'action spécifiques et ciblés (France, Maroc, Italie, ...). La nette amélioration par rapport à la même période de l'année dernière reflète aussi le ralentissement de l'activité.

Etant donné la nature de ses activités et de ses clients, et notamment du caractère continu de ses activités, le Groupe ne considère pas qu'il y ait d'impact potentiel significatif généré par la dégradation des risques crédits liés à la crise sur ses créances d'exploitation.

Au total, le risque de crédit du Groupe sur les actifs financiers opérationnels et les créances d'exploitation n'a pas sensiblement évolué par rapport à celui du 31 décembre 2008.

9.3.3.2 Variation des créances et autres actifs financiers

Cette variation de 62 millions d'euros s'explique principalement par la diminution de la part hors-groupe des prêts à Dalkia International et ses filiales accordés par le Groupe en 2009.

9.3.3.3 Dividendes versés

Les dividendes versés comprennent les dividendes versés par la société mère qui s'élève à 231 millions d'euros (553 millions d'euros net de la distribution de dividendes en actions pour 322 millions d'euros) et les dividendes versés aux minoritaires.

9.3.4 Financement externe

9.3.4.1 Notations attribuées par les agences de notation

Au 30 juin 2009, les notations attribuées par les agences de notation Moody's et Standard & Poor's à VE SA sont les suivantes :

	Court terme	Long terme	Perspective	Dernières actions
Moody's	P-2	A3	Négative	Moody's a confirmé le 26 mars 2009 les notes attribuées le 27 juin 2005 à Veolia Environnement mais a abaissé la perspective de stable à négative.
Standard and Poor's	A-2	BBB+	Négative	Standard and Poor's a confirmé le 25 mars 2009 les notes attribuées le 3 octobre 2005 à Veolia Environnement mais a abaissé la perspective de stable à négative.

9.3.4.2. Politique de refinancement

Au cours du premier semestre 2009, Veolia Environnement a poursuivi une politique active de refinancement visant à renforcer sa solidité financière et à maintenir la maturité de sa dette.

Les principales lignes de dettes arrivant à maturité au premier semestre 2009 ou ayant fait l'objet d'un remboursement ou d'un refinancement sont les suivantes :

- Le crédit syndiqué euro remboursé à hauteur de 800 millions d'euros en avril 2009,
- L'EMTN série 8 de 660 millions d'euros de couronnes tchèques (équivalent 22,1 millions d'euros au cours historique) dont l'échéance était le 29 avril 2009.
- le remboursement de l'EMTN série 13 de 27 millions de dollars américains (équivalent 22,2 millions d'euros au cours historique) dont l'échéance était le 04 mars 2009 ;

Par ailleurs, Veolia Environnement a procédé à de nouvelles émissions obligataires dans le cadre du programme EMTN (Euro Medium Term Notes) pour un montant de 2 250 millions d'euros équivalents au 30 juin 2009 se décomposant comme suit :

- Veolia Environnement a procédé le 24 avril 2009 à l'émission de deux emprunts obligataires :
 - l'un de 1 250 millions d'euros, portant intérêt fixe au taux de 5,25% l'an et venant à échéance le 24 avril 2014,
 - et l'autre de 750 millions d'euros, portant intérêt fixe au taux de 6,75% l'an et venant à échéance le 24 avril 2019.
- Le 29 juin 2009, Veolia Environnement a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 250 millions d'euros portant intérêt fixe au taux de 5,70% l'an et venant à échéance le 29 juin 2017 (série 27).

Aucune ligne de financement bancaire significative n'a été mise en place au cours du premier semestre 2009.

9.3.4.3. Position de liquidité du Groupe

Le détail des liquidités dont le Groupe disposait au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2009 est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Veolia Environnement :		
Crédits syndiqués MT non tirés *	3 705,3	2 890,3
Lignes de crédit MT non tirées	875,0	575,0
Lignes de crédit CT non tirées	100,0	350,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 220,8	2 283,6
Filiales :		
Autres actifs financiers	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 737,1	1 566,0
Total des disponibilités	9 638,2	7 664,9
Dettes courantes et trésorerie passive		
Dettes courantes	3 041,2	3 219,7
Trésorerie passive	619,8	465,7
Total des dettes courantes et trésorerie passive	3 661,0	3 685,4
Total des liquidités nettes des dettes courantes et trésorerie passive	5 977,2	3 979,5

* échéance au 20 avril 2012

Au 30 juin 2009, Veolia Environnement dispose d'une liquidité totale de 9,6 milliards d'euros dont 5,0 milliards prennent forme de disponibilités.

Les excédents de trésorerie détenus au niveau de Veolia Environnement SA (3 220,8 millions d'euros) sont gérés avec un objectif de rentabilité voisin de celui du marché monétaire, en évitant une prise de risque en capital et en gardant un niveau de volatilité faible. Les supports d'investissement sont principalement des OPCVM, des créances négociables (certificats de dépôts et billets de trésorerie) et assimilés.

En 2009, le Groupe poursuit sa politique d'optimisation de sa position de liquidité (coût et maturité). Le 20 avril 2009, VE SA a renouvelé le tirage partiel du crédit syndiqué multi-devises à hauteur de 294,7 millions d'euros (pour l'essentiel 983 millions de zlotys polonais – 220,8 millions d'euros contre-valeur euro au 30 juin 2009). Le tirage euro d'octobre 2008 a quant à lui été remboursé à hauteur de 800 millions d'euros.

Les documentations du crédit syndiqué et des lignes bilatérales ne comportent pas de cas de défaut définis par référence à des covenants de type Debt Payout Ratio ou Interest Coverage Ratio ou encore rating trigger. Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et l'ensemble des lignes de crédit sont confirmées.

A noter que le prochain remboursement obligataire significatif aura lieu en février 2012 (1 milliard d'euros).

9.3.4.4. Structure de l'endettement financier net

Au 30 juin 2009, la structure de l'endettement financier net est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Dettes financières non courantes	18 343,8	17 063,9
Dettes financières courantes	3 041,2	3 219,7
Trésorerie passive	619,8	465,7
Sous-total dettes financières	22 004,8	20 749,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-4 957,9	-3 849,6
Imputation de la juste valeur des dérivés de couvertures	-219,5	-371,5
Endettement financier net	16 827,4	16 528,2

9.3.4.5. Echancier des dettes financières non courantes

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des dettes financières non courantes du Groupe au 30 juin 2009 :

(en millions d'euros)	Montant	Echéancier des dettes financières non courantes		
		2 et 3 ans	4 et 5 ans	+ de 5 ans
Dettes obligataires	13 280,8	1 037,2	2 940,9	9 302,7
Dettes bancaires	5 063,0	1 732,3	794,0	2 536,7
Dettes financières non courantes	18 343,8	2 769,5	3 734,9	11 839,4

12. Tendances et développements récents

12.1 Tendances

Les principales tendances concernant ou affectant les activités de la société sont décrites au chapitre 9 *supra*.

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de Veolia Environnement depuis la clôture de l'exercice 2008 et les événements raisonnablement susceptibles d'influer sur les perspectives de la société pour l'exercice en cours ont été communiqués par la Société lors de la présentation de ses résultats annuels le 6 mars 2009 ainsi que de ses résultats semestriels le 6 août 2009.

12.2 Développements récents

Veolia Environnement

Le 9 novembre 2009, Veolia Environnement a publié son chiffre d'affaires au 30 septembre 2009 (données non auditées). L'information financière trimestrielle au 30 septembre 2009 a été publiée et déposée auprès de l'Autorité de marché financiers le 12 novembre 2009 (cf. chapitre 20, paragraphe 20.6.2 *infra*).

Le conseil d'administration du 21 octobre a exprimé sa préférence pour le maintien du statut actuel de société anonyme à conseil d'administration avec mise en place d'une dissociation des fonctions de président du conseil et de directeur général et son souhait, dans cette hypothèse, de confier à Monsieur Henri Proglio la fonction non exécutive de président du conseil et à Monsieur Antoine Frérot, actuel Directeur général de Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux, celle de directeur général de la Société. Le conseil a en outre souhaité la création d'un poste de vice-président du conseil qui serait confié à Louis Schweitzer, administrateur indépendant, avec pour mission de s'assurer du bon fonctionnement des organes de gouvernance sur le modèle du « Senior Independent Director » britannique. Ces nominations, confirmées lors de la réunion du conseil d'administration du 2 novembre, demeurent C soumises à la publication de décret nommant Monsieur Henni Proglio aux fonctions de président-directeur général d'EDF.

Veolia Environnement a mis à la disposition du public et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 août 2009 son rapport financier semestriel au 30 juin 2009. Les résultats semestriels au 30 juin 2009, qui se comparent à un premier semestre 2008 au cours duquel le Groupe avait enregistré une très forte croissance, se caractérisent par une bonne résistance à la conjoncture et une poursuite de son développement.

Le 25 septembre 2009, Veolia Environnement a confirmé sa sélection dans l'indice britannique FTSE4Good, suite à la mise à jour de celui-ci en septembre. Il est rappelé que, depuis 2004, Veolia Environnement figure chaque année dans cet indice. La régularité de cette sélection, dans le cadre du renforcement régulier des critères de notation, illustre la

reconnaissance de la performance et de l'engagement du Groupe sur le long terme en matière de développement durable.

Veolia Eau

Veolia Eau a annoncé le 15 septembre 2009, que la compagnie pétrolière brésilienne Petrobras avait attribué à sa filiale Veolia Eau Solutions & Technologies, dans le cadre d'une joint venture à 50-50 avec la société brésilienne du traitement d'eau Enfil, un contrat de conception et de construction d'une usine de traitement et de recyclage de l'eau située au sein de la raffinerie d'Abreu e Lima, à Ipojuca, dans l'Etat du Pernambuco, au Brésil. Le montant total du contrat, pour la part de Veolia Eau, est estimé à 119 millions d'euros.

Veolia Transport

Le 7 octobre, le Syndicat Mixte Baie du Mont Saint Michel a choisi Veolia Transport comme délégataire de service public des structures d'accueil et de dessertes du Mont. Le contrat porte sur une durée de 13 ans. Trois ans seront dédiés à la construction des parkings d'accueils et du bâtiment d'exploitation. Ce contrat générera un chiffre d'affaires cumulé d'environ 91 millions d'euros.

Le 28 août 2009, Veolia Transport a conclu un accord relatif à la cession de sa filiale Veolia Cargo et de ses filiales étrangères à TLP, filiale de la SNCF, et Veolia Cargo un accord portant sur la cession de ses filiales françaises à la filiale d'Eurotunnel, Europort 2, pour un prix total de 95 millions d'euros environ sous réserve d'ajustements. La réalisation définitive de la transaction, qui devrait intervenir avant le 31 décembre 2009, est suspendue notamment à l'obtention de l'accord des autorités de la concurrence compétentes

Le 23 juillet 2009, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Veolia environnement ont annoncé qu'elles entraient en négociations privilégiées concernant le projet de rapprochement entre leurs filiales Transdev et Veolia Transport. Ce projet de rapprochement devrait permettre de créer une nouvelle entreprise détenue à parité par Veolia Environnement et la Caisse des Dépôts, sous réserve de l'accord des autorités réglementaires, qui serait introduite en Bourse lorsque les conditions de marché le permettraient. Ce projet industriel, ainsi pleinement doté des moyens pour se développer et répondre au mieux aux attentes des collectivités publiques, donnerait naissance à l'un des leaders mondiaux du transport public de voyageurs avec environ 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires pro forma et 130 000 collaborateurs.

Veolia Transportation, filiale de Veolia Transport aux Etats-Unis, sera désormais chargée, en gestion déléguée, de l'ensemble des transports publics de la Nouvelle Orléans : exploitation, sécurité, entretien, relation clientèle, itinéraires et horaires, planification des actifs et administration des subventions. Ce contrat, plus étendue que le précédent, représentera un chiffre d'affaires annuel estimé à 56,3 millions de dollars pour Veolia Transportation qui prendra à sa charge l'ensemble des salaires, des prestations et des dépenses d'exploitation.

Veolia Transportation, filiale américaine de Veolia Transport, a remporté, le 17 juillet dernier, le contrat de gestion et de maintenance pour l'extension de la ligne actuelle de tramway à Houston, Texas. Organisé par la Metropolitan Transit Authority of Harris County (METRO), le contrat prendra la forme d'une joint venture pour créer l'entreprise Houston Operation and Maintenance (HOM) qui sera détenue par Veolia Transportation et par Parsons. Ce contrat, sans investissement de la part de Veolia Transportation, porte sur une durée totale d'exploitation de 35 ans et fera l'objet de négociations tarifaires quinquennales. Il pourrait représenter un chiffre d'affaires total avoisinant le 1,5 milliard de dollars.

Le Groupe a annoncé, le 7 juillet 2009, la signature par Veolia Transport d'un contrat d'une durée de 10 ans (durée initiale de 5 ans avec renouvellement de 5 ans en fonction de la réalisation d'objectifs de performance) avec la New Orleans Regional Transit Authority (RTA), l'Autorité Régionale des Transports de la Nouvelle Orléans.

Dalkia

Dalkia a annoncé le 12 août 2009 avoir conclu un accord pour la vente de ses activités de « Facilities Management » au Royaume-Uni pour un montant total de 130 millions de livres dont 10 millions seront payés sous réserve de la réalisation de certains objectifs financiers durant l'exercice 2009. Cette valeur d'entreprise représente près de 10 fois l'EBITDA 2008. Cette vente s'inscrit dans le cadre du programme de cessions annoncé le 6 mars 2009 par Veolia Environnement.

18. Principaux actionnaires

18.1 Actionnariat de Veolia Environnement au 30 septembre 2009

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'actions et les pourcentages de capital et de droits de vote correspondants détenus par les actionnaires connus de Veolia Environnement au 30 septembre 2009.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'actionnaires autres que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessous détenant directement ou indirectement environ 4 % ou plus du capital ou des droits de vote de la Société au 30 septembre 2009, et la Société n'a pas reçu de déclarations de franchissement de seuils des actionnaires ci-dessous autres que celles mentionnées sous le tableau.

Actionnaires au 30 septembre 2009	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage des droits de vote
Caisse des Dépôts et Consignations ⁽¹⁾	47 273 114	9,58	47 273 114	9,87
Groupe Groupama ⁽²⁾	28 089 606	5,69	28 089 606	5,87
Capital Research & Management Company ⁽³⁾	24 071 630	4,88	24 071 630	5,03
EDF ⁽⁴⁾	18 287 428	3,70	18 287 428	3,82
Veolia Environnement ⁽⁵⁾	14 731 592	2,98	0	0
Public et autres investisseurs	361 145 993	73,17	361 007 084	75,42
Total	493 599 363	100,00	478 728 862	100,00

(1) Sur la base de l'étude de l'actionnariat de la société au 30 septembre 2009 et de la dernière déclaration de franchissement de seuil connue de la Caisse des Dépôts à la Société en date du 15 juin 2009 (Décision et Information AMF n° 209C0862 du 15 juin 2009).

(2) Sur la base de l'étude de l'actionnariat de la société au 30 septembre 2009. À la connaissance de la Société, la dernière déclaration de franchissement de seuil de Groupama date du 30 décembre 2004 (Décision et Information AMF n° 205C0030 du 7 janvier 2005).

(3) Société de gestion agissant pour le compte de clients (mutual funds américains). Sur la base de la dernière déclaration de franchissement de seuil de Capital Research and Management Company date du 5 octobre 2009 (Décision et Information AMF n° 209C1244 du 6 octobre 2009). Il résulte de l'étude de l'actionnariat de la Société au 30 septembre 2009 que l'ensemble des sociétés du groupe Capital détiennent un total de 42 474 450 actions représentant 8,61% du capital et 8,87 % des droits de vote de la Société."

(4) Sur la base du relevé des actionnaires nominatifs au 30 octobre 2009 établi par la Société Générale (établissement teneur de compte). À la connaissance de la Société, la dernière déclaration de franchissement de seuil d'EDF date du 30 décembre 2002 (avis Euronext n° 2002-4424 du 31 décembre 2002). EDF y déclarait détenir, à cette date, 16 155 492 actions Veolia Environnement. EDF a par ailleurs déclaré aux termes de l'avenant du 24 novembre 2002 au contrat du 24 juin 2002, décrits au chapitre 18, §18.2 du document de référence 2008, que l'acquisition des titres de la Société correspondait pour elle à un investissement financier, qu'elle n'envisageait pas d'exercer une influence sur la gestion de la Société et qu'elle exercerait ses droits de vote dans la seule optique d'une meilleure valorisation de son investissement.

(5) Chiffre figurant dans la déclaration mensuelle des opérations réalisées par Veolia Environnement sur ses propres titres, effectuée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 novembre 2009.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. Il n'existe pas de droits de vote doubles.

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun engagement liant un ou plusieurs autres actionnaires de la Société et il n'existe aucune clause de pactes d'actionnaires ou de conventions auxquels la Société est partie susceptible d'avoir un impact significatif sur le cours de son titre ni pacte ou convention de cette nature auxquels seraient parties des filiales significatives non cotées de la Société autres que celui conclu avec EDF mentionné au chapitre 20, § 20.1 (note 38 des états financiers consolidés 2008) et au chapitre 22 du document de référence 2008, ainsi qu'au chapitre 20, § 20.7 (note 27 des comptes consolidés au 30 juin 2009) de la présente actualisation.

Aucun tiers n'exerce de contrôle sur Veolia Environnement et il n'existe, à la connaissance de la Société aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement ou une prise de contrôle de la Société.

20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

20.3 Politique de distribution de dividendes

20.3.1 Dividendes versés au cours des cinq derniers exercices

(en euros)	Dividendes 2004	Dividendes 2005	Dividendes 2006	Dividendes 2007	Dividendes 2008
Dividende brut par action	0,68	0,85	1,05	1,21	1,21
Dividende net par action	* 0,68	** 0,85	** 1,05	1,21	1,21
Avoir fiscal	na	na	na	na	na
Montant des dividendes distribués (hors avoir fiscal)	265 417 221	336 340 679	419 701 966	553 459 872	553 824 460

na : non applicable.

* Le dividende est éligible à l'abattement de 50 % pour les actionnaires personnes physiques.

** Le dividende est éligible à l'abattement de 40 % pour les actionnaires personnes physiques.

20.4 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Les litiges les plus significatifs auxquels sont parties la Société ou ses filiales sont décrits dans le chapitre 20, paragraphe 20.4 du document de référence 2007 2008 et ci-après.

Il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle serait menacée, susceptible d'avoir eu ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe Veolia Environnement.

Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux

Le Conseil de la concurrence avait notifié à la Compagnie Générale des Eaux, le 27 février 2001, une série de griefs mettant en cause l'existence de filiales communes entre la Compagnie Générale des Eaux et d'autres sociétés du secteur de l'eau potable et de l'assainissement, qui affecterait le niveau de concurrence dans ce secteur. Le Conseil a rendu sa décision le 11 juillet 2002 et n'a ni retenu le grief d'entente entre les entreprises incriminées, ni imposé de sanctions pécuniaires, ni même prononcé d'injonction directe contre ces entreprises. Toutefois, le Conseil de la concurrence, estimant que l'existence de ces filiales communes était constitutive d'une « position dominante collective », a laissé au ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie le soin de prendre toutes mesures visant à modifier, compléter ou résilier l'association de moyens entre les entreprises dans le cadre de leurs filiales communes. La Compagnie Générale des Eaux a contesté cette décision, dans un premier temps devant la Cour d'appel de Paris qui a confirmé la décision du Conseil de la concurrence. Mais, la Chambre commerciale financière et économique de la Cour de cassation (arrêt du 12 juillet 2004) a annulé la décision de la Cour d'appel, en considérant que la matière relevait de la compétence des juridictions administratives. Dans un second temps, la Compagnie Générale des Eaux a saisi le Conseil d'État qui a jugé la contestation irrecevable à ce stade, la décision du Conseil de la concurrence ne constituant qu'un acte préparatoire de la décision du ministre (décision du 7 novembre 2005). Dans le cadre de l'instruction par le ministre en charge de l'économie des mesures d'application de la décision du Conseil de la concurrence, il a été demandé aux opérateurs concernés de trouver une solution consensuelle satisfaisante : un protocole a été signé dans ce sens le 19 décembre 2008 avec Lyonnaise des Eaux France, les opérations de décroisement organisées par ce protocole et prévues pour intervenir dans un délai de douze mois étant soumises au contrôle des autorités communautaires compétentes en matière de concentration. Par une décision du 30 juillet 2009, la Commission des Communautés Européennes, à laquelle a été notifié le projet de concentration par lequel Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux acquiert le contrôle exclusif de trois des sociétés communes concernées, ne s'est pas opposée à cette opération et l'a déclarée compatible avec le marché commun et avec l'accord EEE sans conditions ni charges. La Commission des Communautés Européennes a rendu une décision semblable en faveur de Lyonnaise des Eaux France en ce qui concerne les sociétés lui revenant. Les opérations de décroisement dans le cadre du protocole du 19 décembre 2008 se poursuivent.

Le 15 février 2006, la société Aquatraitement Énergies Services (AES) a assigné deux filiales de Veolia Eau, Veolia Water et Seureca Overseas, devant le Tribunal de commerce de Paris. AES réclamait notamment à Veolia Water et Seureca Overseas la somme de 150 millions d'euros à titre de dommages-intérêts consécutifs, selon AES, à la perte d'honoraires potentiels de consultant à la suite de la décision de Veolia Water de ne pas répondre à un appel d'offres lancé par les autorités d'Abu Dhabi pour la construction d'une station de traitement d'eau de mer. Le 2 juin 2004, Veolia Water et Seureca Overseas avaient signé avec AES deux contrats de consultant, en vertu desquels AES devait réaliser des missions de conseil en stratégies commerciales et relations publiques. Selon les stipulations de ces contrats, AES avait vocation à recevoir des honoraires basés sur le montant des marchés qui auraient été remportés, grâce à son intervention, par l'une ou l'autre de Veolia Water ou Seureca Overseas. En décembre 2004, ces deux contrats ont été résiliés par Veolia Water et Seureca Overseas, en raison de la découverte de manœuvres de la part des dirigeants de AES considérées comme dolosives par Veolia Water et Seureca Overseas, et qui auraient entaché leur consentement

lors de la signature des contrats. Dans le cadre de la procédure engagée par AES, Veolia Water et Seureca Overseas ont déposé des conclusions en défense devant le Tribunal de commerce le 28 juin 2006 visant à obtenir le rejet pur et simple de l'intégralité des demandes de la société AES. AES a déposé des conclusions en réponse aux termes desquelles, au vu des arguments développés par Veolia Water et Seureca Overseas, elle a réduit à 15 millions d'euros sa demande en dommages-intérêts. Après différents échanges de conclusions entre les parties, AES a complété le 7 avril 2009 sa demande indemnitaire précédente par une demande d'indemnisation nouvelle pour un montant compris entre 25 millions et 50 millions d'euros, correspondant à des commissions qu'elle estime lui être dues sur plusieurs opérations réalisées par le Groupe dans la région. A la suite de plusieurs audiences de procédure, l'affaire a été renvoyée au 6 octobre 2009 puis au 1er décembre 2009 pour permettre à la Société de répondre aux dernières conclusions d'AES. Dans l'hypothèse où la Société ne prendrait pas de nouvelles écritures, le Tribunal fixera, lors de l'audience du 1er décembre 2009, une date de plaidoiries, vraisemblablement début 2010. La Société conteste tant les fondements juridiques que la pertinence économique des demandes d'AES et estime que ce contentieux ne devrait pas avoir d'impact significatif sur ses comptes.

Veolia Water North America Operating Services

Veolia Water North America Operating Services (VWNAOS), filiale de la Société, a conclu en 2002 un contrat avec la Ville d'Atlanta d'une durée de 10 ans représentant un chiffre d'affaires annuel d'environ 10 millions de dollars américains. Ce contrat porte sur l'exploitation de diverses installations de traitement des boues et effluents de la Ville, l'entretien et le renouvellement des équipements et la conception et la réalisation d'un programme de travaux de réhabilitation des installations. Le 19 juin 2006, VWNAOS a intenté une action en justice contre la Ville d'Atlanta devant la Cour Fédérale de District, fondée principalement sur le non-respect par la Ville d'Atlanta de ses obligations d'investissement, le non-remboursement de surcoûts d'exploitation et le non-paiement de factures émises en contrepartie du service rendu. À ce jour, VWNAOS estime son préjudice à un montant d'au moins 25 millions de dollars américains, sans préjudice d'ajustements ultérieurs en cours de procédure. Le 10 juillet 2006, la Ville d'Atlanta a résilié le contrat de façon unilatérale et a à son tour engagé une action contre VWNAOS, invoquant des manquements par VWNAOS à certaines de ses obligations dans l'exécution du contrat. La Ville réclame des indemnités pour un montant de l'ordre de 35 millions de dollars américains contre VWNAOS et a également entamé une action contre Veolia Environnement directement, en sa qualité de garant de VWNAOS dans le cadre de ce contrat. Consécutivement à la demande engagée par la Ville, cette dernière a tiré la lettre de crédit de 9,5 millions de dollars américains émise à la demande de VWNAOS au moment du démarrage du contrat. À l'issue de la procédure préalable de discovery et à la suite des demandes réciproques des parties visant à obtenir une ordonnance dite de summary judgment, le tribunal a rendu une ordonnance en faveur de la Ville d'Atlanta le 8 décembre 2008. La Cour examinera certaines des demandes de VWNAOS courant 2010 mais a écarté la réclamation de VWNAOS fondée sur la résiliation abusive du contrat par la Ville. À ce stade de la procédure, la Société estime que ce contentieux ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les comptes de la Société.

En avril 2008, deux filiales de la Société, Veolia Water North America Operating Services et Veolia Water Indianapolis, LLC (VWI) ont été assignées dans le cadre de deux class actions potentielles, ensuite réunies, engagées devant les juridictions de l'état d'Indiana aux États-Unis. Les plaignants soutiennent que les méthodes de relevé des compteurs pratiquées par VWI auprès de ses clients dans la ville d'Indianapolis n'étaient pas conformes aux stipulations du contrat conclu avec l'autorité locale et à la législation de l'état d'Indiana en matière de protection des consommateurs. Les demandeurs prétendent que VWI a facturé les clients plus fréquemment que ce que permettait le contrat sur la base d'estimations de leur consommation d'eau plutôt que sur leur consommation réelle, ce qui a entraîné des surfacturations qui, bien que portées par la suite au crédit des clients concernés, ont conduit à les priver temporairement des sommes ainsi surfacturées. Les demandeurs prétendent également que les méthodes appliquées par VWI pour l'estimation des consommations d'eau étaient inadaptées et n'étaient pas conformes à la réglementation applicable. Les demandeurs cherchent à faire reconnaître en justice une classe constituée des clients en eau à destination résidentielle dans une situation similaire. VWI considère que la facturation et les méthodes de relevé pratiquées sont conformes aux stipulations du contrat et aux lois et règlements applicables et que les prétentions des demandeurs ne peuvent prospérer, et la société entend se défendre vigoureusement. Le 13 janvier 2009, la Cour a reçu la demande de rejet de Veolia Water North America Operating Services et VWI, mais en reconnaissant la possibilité pour les demandeurs de réinitier la procédure. Le 23 janvier 2009, les demandeurs ont déposé une seconde assignation modifiée contre Veolia Water North America Operating Services et VWI, et ont aussi cité le département de l'eau de la ville d'Indianapolis comme défendeur. L'ensemble des défendeurs ont demandé que l'assignation modifiée soit rejetée. Une date d'audience a été fixée par la Cour au 16 novembre 2009. Bien que le stade préliminaire de cette procédure rende impossible une estimation de ses conséquences financières potentielles, la Société estime que ce contentieux ne devrait pas avoir d'impact significatif sur sa situation financière ou ses résultats.

Veolia Transport

La DGCCRF a effectué en 1998 des saisies dans les locaux de CONNEX/Veolia Transport et d'autres sociétés du secteur du transport public de voyageurs dans le but d'obtenir des éléments de preuve relatifs à d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles dans ce secteur. En septembre 2003, le Conseil de la concurrence a notifié à Veolia Transport deux griefs invoquant, pour la période 1994-1999, la possibilité d'une concertation entre opérateurs du secteur ayant pu avoir pour effet de limiter le jeu de la concurrence au plan local ainsi qu'au plan national sur le marché du transport public urbain, interurbain et scolaire de voyageurs. En septembre 2004, le Conseil de la concurrence a transmis à Veolia Transport une notification de griefs complémentaire tendant à la qualification de l'entente anticoncurrentielle alléguée au niveau communautaire. Le Conseil de la concurrence a rendu le 5 juillet 2005 une décision aux termes de laquelle il a fait partiellement droit aux demandes des autorités de contrôle et a condamné Veolia Transport à verser une amende

d'environ 5 millions d'euros que la Société a payée. La Cour d'appel de Paris a confirmé la décision du Conseil de la concurrence par un arrêt en date du 7 février 2006, et Veolia Transport s'est pourvu en cassation le 7 mars 2006. La Cour de cassation a fait droit à certains arguments avancés par Veolia Transport et, dans son arrêt du 9 octobre 2007, a cassé et annulé la décision de la Cour d'Appel de Paris et renvoyé l'affaire devant la même Cour composée différemment. Veolia Transport a saisi la Cour de renvoi le 8 octobre 2009.

Le 12 septembre 2008, un train de banlieue opéré par une filiale américaine de Veolia Transport, Connex Railroad, pour le compte de la Southern California Regional Rail Authority (SCRRA), est entré en collision avec un train de marchandises de l'Union Pacific à Chatsworth en Californie. Cet accident a causé la mort de 25 personnes et un nombre plus important de blessés. Les enquêtes du National Transportation Safety Board (NTSB), agence du gouvernement américain, et de l'Etat de Californie, auxquelles Connex Railroad coopère, ne sont pas encore terminées. Des actions pour un montant total non déterminé de dommages et intérêts ont été engagées par les ayant-droit des passagers décédés et la majorité des blessés devant les juridictions de l'Etat de Californie contre Connex Railroad, sa maison-mère Veolia Transportation, la SCRRA et la Los Angeles County Metropolitan Transportation Authority, et consolidées en une seule procédure. Aucune date d'audience n'a encore été fixée. Parallèlement, Connex Railroad et la SCRRA ont porté devant les juridictions fédérales en Californie leur différend concernant leurs responsabilités contractuelles respectives dans le cadre des plaintes déposées à la suite de cet accident et attendent la fixation d'une date d'audience. Une loi fédérale américaine plafonne à 200 millions de dollars par accident le montant total des dommages et intérêts pouvant être alloués aux passagers à raison de préjudices physiques ou matériels. La survenance du sinistre a été notifiée aux assureurs du Groupe concernés. A ce stade, le Groupe n'est pas en mesure d'apprécier si les conséquences financières de cet accident sont susceptibles d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (SNCM)

Le 19 septembre 2006 la CMN et Corsica Ferries ont saisi le Conseil de la Concurrence de pratiques anti concurrentielles qui auraient été mises en œuvre par la SNCM, filiale de Veolia Transport, la Collectivité Territoriale Corse et l'Office des Transports Corse dans le but de restreindre ou éliminer la concurrence dans le cadre de la procédure d'appel d'offres pour la délégation de service public Marseille – Corse. Le Conseil de la concurrence a considéré dans sa décision du 11 décembre 2006 que la saisine relative aux allégations d'entente entre la Collectivité Territoriale Corse, l'Office des Transports Corse et la SNCM était irrecevable, et a rejeté les griefs relatifs à la demande de subvention excessive et à l'allégation de subventions croisées soulevés par Corsica Ferries. En revanche, il a considéré que l'offre globale et indivisible de la SNCM était susceptible de constituer un abus de position dominante. Bien que portant sur l'appel d'offres annulé par une décision du Conseil d'État de décembre 2006, le Conseil de la concurrence a instruit le dossier et l'audience a eu lieu le 9 décembre 2008. Par une décision en date du 27 février 2009, le Conseil de la concurrence a condamné la SNCM à une amende de 300 000 euros pour abus de position dominante. La SNCM a fait appel de cette décision et l'audience est prévue le 12 janvier 2010 devant la Cour d'appel de Paris.

Dans une seconde affaire devant le Conseil de la concurrence après reprise de la procédure d'appel d'offres par suite de la décision du Conseil d'État, les pratiques dénoncées par Corsica Ferries portaient sur la prétendue existence d'une entente résidant dans la constitution d'un groupement non justifié entre la SNCM et la CMN, l'existence d'un abus de position dominante du fait de la constitution de ce groupement, et enfin sur l'existence d'un abus de position dominante résidant dans le dépôt d'une offre comportant une demande de subvention excessive, cachant des subventions croisées. Les deux griefs concernant le groupement ont été écartés par le Conseil de la concurrence dans sa décision du 6 avril 2007. S'agissant du grief de demande de subvention excessive lors de la procédure d'appel d'offres, la procédure au fond et l'instruction par l'Autorité de la concurrence (ex-Conseil de la concurrence) sont en cours. L'instruction porte également sur les conditions d'exécution de la délégation de service public (surveillance de la mise en œuvre de la clause de sauvegarde des recettes et de l'évolution corrélative du montant de la subvention perçue par les délégataires). Aucune notification de grief n'est intervenue à ce jour.

Corsica Ferries a par ailleurs entrepris des actions devant les juridictions administratives qui ont conduit à la décision du Conseil d'État de décembre 2006 et à la reprise de la procédure d'appel d'offres. À la suite d'un autre recours concernant cette nouvelle procédure d'appel d'offres, Corsica Ferries s'est vue débouter par un jugement du Tribunal administratif de Bastia du 24 janvier 2008 de sa demande qui tendait à faire annuler la délibération du 7 juin 2007 portant attribution de la desserte maritime de la Corse au groupement SNCM/CMN pour la période 2007-2013. Corsica Ferries a interjeté appel de cette décision.

Enfin, il convient enfin de rappeler que l'acquisition par Veolia Transport de la participation dans la SNCM avait été faite notamment sous condition résolutoire de l'accord de la Commission Européenne sur les conditions de la privatisation au titre des aides d'État. L'État français, en charge de la procédure à Bruxelles, a déposé des écritures les 16 novembre 2006 et 27 avril 2007. Par une décision en date du 8 juillet 2008, la Commission a déclaré que les sommes versées lors des opérations de privatisation de la SNCM ne constituaient pas des aides d'État. Corsica Ferries et la STIM d'Orbigny (groupe Stef Tfe) ont chacun déposé un recours en annulation devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes contre la décision de la Commission. L'Etat Français et la SNCM ont été autorisés le 1er juillet 2009 à intervenir en soutien des conclusions de la Commission, laquelle a soulevé une exception d'irrecevabilité contre le recours de STIM d'Orbigny..

Veolia Propreté

Le 16 avril 2008, la société Termo Energia Calabria S.p.a. (TEC), spécialisée dans l'incinération de déchets et filiale à 90 % de Veolia Servizi Ambientali Tecnitalia S.p.a. (VSAT), elle-même filiale à 99 % de Veolia Propreté, a saisi le Tribunal administratif de la Région de Calabre pour réclamer le paiement de subventions dues au titre du contrat de concession signé le 17 octobre 2000 avec la Région de Calabre correspondant à un montant actualisé de 26,9 millions d'euros. Le 11 août 2008, le Tribunal administratif a ordonné à la Région de se prononcer sur cette demande. A la fin du mois de novembre 2008, la Région a fait savoir qu'elle refusait de payer la subvention réclamée. En outre, le 16 mai 2008, TEC a déposé devant un tribunal arbitral italien une réclamation contre le Commissaire Extraordinaire de Calabre, pour un montant de l'ordre de 60 millions d'euros correspondant au remboursement de divers frais et coûts supplémentaires d'exploitation depuis 2005, et sur le non respect de la clause d'indexation des tarifs prévue dans le contrat de concession. La procédure arbitrale a débuté et le Commissaire Extraordinaire de Calabre a déposé, le 24 octobre 2008, une demande reconventionnelle à l'encontre de TEC aux fins de résolution du contrat de concession, et de paiement par TEC de la somme de 62,3 millions d'euros pour retards de construction. La Société estime les demandes du Commissaire non fondées et n'a pas jugé utile de constituer une provision dans ses comptes pour ce litige.

Par ailleurs, VSAT a dû faire face à des suspicions de manipulations des logiciels de contrôle des émissions de monoxyde de carbone dans ses usines d'incinération de Falascaia, Vercelli et Brindisi. Dans les trois cas, VSAT a déposé des plaintes contre X, en juin 2008, août 2008 et février 2009, qui sont en cours d'instruction.

Pour l'ensemble de ces raisons, Veolia Propreté a décidé d'engager, début 2009, des discussions avec la société italienne Termomeccanica Ecologia S.p.a. au titre des garanties de passifs consenties par cette dernière lors de la cession de VSAT à Veolia Propreté en 2007. Compte tenu des refus répétés de Termomeccanica Ecologia S.p.a. d'indemniser VSAT au titre de ces garanties, Veolia Propreté et Veolia Servizi Ambientali S.p.a., les maison-mères de VSAT, ont déposé le 19 mai 2009 une requête en arbitrage auprès de la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Le tribunal arbitral a été constitué en août 2009.

À ce stade, la Société n'est pas en mesure d'apprécier si les conséquences de ces actions sont susceptibles d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

Veolia Energie - Dalkia

Le 3 septembre 1970, une convention de concession a été conclue entre la société Prodit, filiale de Dalkia France, et la Communauté Urbaine de Lyon portant sur la réalisation et l'exploitation pendant une durée initiale de trente ans du service public de chauffage et de froid urbains de la Communauté Urbaine de Lyon. A la suite de la décision de la Communauté Urbaine de mettre fin par anticipation à la convention le 21 janvier 2003 et du désaccord entre les parties sur l'indemnisation due à Prodit, cette dernière a entamé une procédure devant le Tribunal administratif de Lyon pour obtenir la condamnation de la Communauté Urbaine à lui verser 47,8 millions d'euros.

Par un jugement du 16 mai 2007, le Tribunal administratif de Lyon a rejeté les demandes d'indemnisation de Prodit au motif que le contrat de concession et ses avenants étaient nuls en raison de l'incompétence de la Communauté Urbaine pour signer la convention en 1970. Prodit a interjeté appel de ce jugement.

Par un arrêt du 22 octobre 2009, la Cour administrative d'appel de Lyon a annulé le jugement du Tribunal administratif mais confirmé la nullité du contrat en raison de l'incompétence de la Communauté Urbaine de Lyon pour le signer et rejeté de ce fait la responsabilité contractuelle de cette dernière. Concernant les conséquences de la nullité, la Cour a rejeté les demandes indemnitaires de Prodit sur le terrain extracontractuel considérant que la société n'avait pas démontré son appauvrissement puisqu'elle a réalisé des bénéfices pendant l'exploitation du contrat et écarté la demande d'indemnisation d'une perte de gain, la convention ayant été exécutée jusqu'à son terme. La Cour a cependant affirmé le droit de propriété de Prodit sur le terrain d'assiette de la centrale thermique Lafayette. Prodit va se pourvoir en cassation devant le Conseil d'Etat.

Après la résiliation du contrat avec Prodit, la Communauté Urbaine de Lyon a engagé une procédure de mise en concurrence de la délégation du service public du chaud et froid urbains, à l'issue de laquelle le contrat a été attribué à Dalkia France, à laquelle s'est substituée sa filiale Elvya. Ce contrat a été signé le 23 juillet 2004.

Par un jugement du 15 décembre 2005, le Tribunal administratif de Lyon a annulé la décision habilitant le président de la Communauté Urbaine à signer la convention avec Dalkia France, en raison de l'absence de consultation préalable du comité mixte paritaire de la Communauté Urbaine et de la violation du principe d'égalité de traitement entre les candidats résultant d'une modification tardive du dossier de consultation. Le Tribunal avait alors conclu que la nature des vices dont était entachée la décision de signer la convention de délégation de service public impliquait nécessairement la nullité de celle-ci. La Cour administrative d'appel de Lyon, par un arrêt du 8 février 2007, avait confirmé ce jugement et donné aux parties un délai de dix-huit mois pour rechercher une résolution amiable du contrat.

En l'absence de solution amiable, la Communauté Urbaine de Lyon a donc saisi le Tribunal administratif de Lyon le 25 juin 2007 aux fins de voir prononcer la résolution de la convention et d'en tirer les conséquences indemnitaires. La société Elvya réclame une indemnité de 68,8 millions d'euros. Par un jugement du 22 octobre 2009, le Tribunal a

prononcé la résolution de la convention et reconnu le droit d'Elvya à être indemnisée au titre de la responsabilité quasi-délictuelle de la collectivité à hauteur des dépenses utiles dont le montant reste à fixer par un collège d'experts. Le Tribunal a également décidé que la responsabilité quasi-délictuelle de la Communauté Urbaine serait atténuée à concurrence de 50% considérant que Dalkia France ne pouvait ignorer l'irrégularité de la mise en concurrence.

A ce stade, la Société estime que ces contentieux ne devraient pas avoir d'impact significatif sur sa situation financière ou ses résultats

20.5 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de la Société n'est survenu depuis la clôture de l'exercice 2008.

Les événements raisonnablement susceptibles d'influer sur les perspectives de Veolia Environnement pour l'exercice en cours sont rappelés au chapitre 12, paragraphe 12.2.

20.6. Informations financières intermédiaires

20.6.1 Comptes consolidés au 30 juin 2009

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF (en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Ecart d'acquisition	4	6 805,6	6 723,3
Actifs incorporels du domaine concédé	5	3 703,9	3 637,7
Autres actifs incorporels	6	1 522,5	1 535,2
Actifs corporels	7	9 536,9	9 427,1
Participations dans les entreprises associées		319,9	311,6
Titres de participation non consolidés		160,4	202,8
Actifs financiers opérationnels non courants	8	5 266,9	5 298,9
Instruments dérivés non courants - Actif	24	334,0	508,4
Autres actifs financiers non courants	9	753,8	817,3
Impôts différés actifs		1 555,9	1 579,5
Actifs non courants		29 959,8	30 041,8
Stocks et travaux en cours	10	1 055,8	1 022,0
Créances d'exploitation	10	12 270,7	13 093,2
Actifs financiers opérationnels courants	8	399,5	452,3
Autres actifs financiers courants	11	309,1	321,4
Instruments dérivés courants - Actif	24	47,4	142,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	4 957,9	3 849,6
Actifs classés comme détenus en vue de la vente ⁽¹⁾		696,6	203,0
Actifs courants		19 737,0	19 084,3
Total actif		49 696,8	49 126,1

(1) les actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente correspondent principalement en juin 2009 aux activités d'incinération aux Etats-Unis (Montenay International) et aux activités de Fret dans le Transport (essentiellement en France, Allemagne et Pays-Bas) ainsi qu'aux actifs de la société Veolia Propreté Nettoyage et Multiservices (VPNM) dans la Propreté et à certaines filiales françaises sous contrôle conjoint dans l'Eau. Au 31 décembre 2008 ce poste correspond à certaines filiales françaises sous contrôle conjoint dans l'Eau.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF (en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Capital		2 463,5	2 362,9
Primes		9 418,9	9 197,5
Réserves et résultat attribuables aux propriétaires de la société mère		-4 749,9	-4 559,2
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	13	7 132,5	7 001,2
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 581,5	2 530,5
Capitaux propres	13	9 714,0	9 531,7
Provisions non courantes	14	2 284,2	2 160,2
Dettes financières non courantes	15	18 343,8	17 063,9
Instruments dérivés non courants - Passif	24	135,4	159,9
Impôts différés passifs		1 985,3	1 936,0
Passifs non courants		22 748,7	21 320,0
Dettes d'exploitation	10	12 516,8	13 591,8
Provisions courantes	14	683,9	773,1
Dettes financières courantes	16	3 041,2	3 219,7
Instruments dérivés courants - Passif	24	73,0	125,9
Trésorerie passive	12	619,8	465,7
Passifs classés comme détenus en vue de la vente (1)		299,4	98,2
Passifs courants		17 234,1	18 274,4
Total des passifs et des capitaux propres		49 696,8	49 126,1

(1) les actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente correspondent principalement en juin 2009 aux activités d'incinération aux Etats-Unis (Montenay International) et aux activités de Fret dans le Transport (essentiellement en France, Allemagne et Pays-Bas) ainsi qu'aux actifs de la société Veolia Propreté Nettoyage et Multiservices (VPNM) dans la Propreté et à certaines filiales françaises sous contrôle conjoint dans l'Eau. Au 31 décembre 2008 ce poste correspond à certaines filiales françaises sous contrôle conjoint dans l'Eau.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 ⁽²⁾	Au 31 décembre 2008 ⁽²⁾
Produit des activités ordinaires	17	17 426,9	17 565,7	35 846,3
<i>dont revenus des actifs financiers opérationnels</i>		196,5	180,2	397,9
Coûts des ventes		-14 499,7	-14 402,1 ⁽¹⁾	-30 115,0
Coûts commerciaux		-302,7	-306,9	-621,4
Coûts généraux et administratifs		-1 639,3	-1 577,0 ⁽¹⁾	-3 225,6
Autres charges et produits opérationnels		15,6	12,5	49,4
Résultat opérationnel	18	1 000,8	1 292,2	1 933,7
Charges de l'endettement financier net	19	-425,8	-498,2	-1 155,4
Produits de l'endettement financier net	19	47,0	74,7	239,9
Autres revenus et charges financiers	20	-29,2	-5,7	-38,2
Impôts sur le résultat	21	-196,8	-221,7	-460,0
Résultats des entreprises associées		6,6	9,0	18,3
Résultat net des activités poursuivies		402,6	650,3	538,3
Résultat net des activités non poursuivies	22	-56,4	0,4	170,9
Résultat net		346,2	650,7	709,2
Participations ne donnant pas le contrôle	23	125,9	150,2	304,1
Part des propriétaires de la société mère		220,3	500,5	405,1

(en euros)				
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action ⁽³⁾				
Dilué		0,47	1,08	0,87
Non dilué		0,47	1,08	0,88
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies par action ⁽³⁾				
Dilué		0,60	1,08	0,64
Non dilué		0,60	1,09	0,65

⁽¹⁾ Dans le cadre des actions en cours d'amélioration de la productivité, le Groupe a procédé à la clôture 2008 à un reclassement de certaines dépenses entre coûts des ventes et frais généraux, administratifs et commerciaux, sans impact sur le résultat opérationnel (voir note 18 Résultat opérationnel).

⁽²⁾ Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des entités Clemessy et Crystal, dans le secteur Energie, cédées en décembre 2008 et
- des entités de l'activité d'incinération aux Etats-Unis dans la Propreté (Montenay International) et des activités de Fret dans le Transport (essentiellement en France, Allemagne et Pays-Bas) en cours de cession au 30 juin 2009, ont été regroupés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » au 31 décembre et au 30 juin 2008.

⁽³⁾ En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat net par action pour 2008 est ajusté suite à la distribution de dividende en actions intervenue en juin 2009. Le nombre ajusté s'établit respectivement à 462,0 millions d'actions au 30 juin 2008 et 462,2 millions d'actions au 31 décembre 2008.

Au 30 juin 2009, le nombre moyen pondéré d'actions s'établit à 464,2 millions (dilué et non dilué).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Résultat de la période	346,2	650,7	709,2
Ecart actuariels sur engagements de retraite *	-8,6	-84,7	-104,0
Ajustements de valeur sur actifs disponibles à la vente *	-12,3	-1,8	-18,4
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie *	32,6	32,6	-88,6
Ecart de conversion* :			
- sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	121,8	-116,5	-279,8
- sur le financement net des investissements à l'étranger	-9,4	34,5	-15,9
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	124,1	-135,9	-506,7
Total produits et charges comptabilisés	470 ,3	514,8	202,5
dont quote-part des propriétaires de la société mère	359,5	305,4	-84,4
dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	110,8	209,4	286,9

* Ces montants sont nets d'impôts.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)	Notes	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		220,3	500,5	405,1
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	23	125,9	150,2	304,1
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels		1 103,4	917,3	2 301,6
Amortissements et pertes de valeurs financiers		-2,0	2,9	19,5
Plus ou moins values de cessions et de dilution		-39,2	-39,3	-288,2
Résultat des entreprises associées		-6,4	-9,0	-18,5
Dividendes reçus	20	-6,5	-6,5	-8,4
Coût de l'endettement financier net	19	381,5	426,3	922,8
Impôts	21	198,1	226,5	470,9
Autres éléments (dont IFRS2)		9,2	-5,7	69,5
Capacité d'autofinancement		1 984,3	2 163,2	4 178,4
Variation du besoin en fonds de roulement	10	-114,2	-249,1	-80,9
Impôts versés		-217,9	-168,0	-347,5
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		1 652,2	1 746,1	3 750,0
Investissements industriels	31	-1 167,8	-1 235,9	-2 780,6
Cessions d'actifs industriels		137,3	196,6	329,8
Investissements financiers		-124,3	-542,3	-800,7
Cessions d'actifs financiers		57,6	46,7	361,1
Actifs financiers opérationnels	8	-	-	-
Nouveaux actifs financiers opérationnels		-239,5	-203,0	-507,0
Remboursements d'actifs financiers opérationnels		263,1	193,7	358,2
Dividendes reçus	20	9,0	9,4	15,8
Créances financières non courantes décaissées	9	-21,3	-133,2	-252,7
Créances financières non courantes remboursées	9	41,2	18,9	30,0
Variation des créances financières courantes	11	41,7	7,9	-89,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements		-1 003,0	-1 641,2	-3 335,1
Variation des dettes financières courantes	16	-638,5	-1 571,9	-1 437,0
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	15	2 914,9	2 310,9	3 590,2
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	15	-1 183,2	-141,7	-184,8
Augmentation de capital		57,0	28,5	51,0
Réduction de capital		-	-131,0	-131,0
Mouvements sur actions propres		1,9	-1,8	3,2
Dividendes versés		-402,2	-726,9	-754,4
Intérêts financiers versés		-431,1	-472,0	-847,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		318,8	-705,9	289,6
Trésorerie d'ouverture		3 383,9	2 656,2	2 656,2
Effets de change et divers		-13,8	17,8	23,2
Trésorerie de clôture		4 338,1	2 073,0	3 383,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	4 957,9	2 771,5	3 849,6
Trésorerie passive	12	619,8	698,5	465,7
Trésorerie de clôture		4 338,1	2 073,0	3 383,9

Les flux nets attribuables aux activités non poursuivies au sens de l'IFRS 5 ont contribué au 30 juin 2009, au 30 juin 2008 et au 31 décembre 2008 aux flux nets de trésorerie générés par l'activité respectivement à hauteur de -12,8 millions d'euros, 0,1 million d'euros et 42,0 millions d'euros, aux flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements respectivement à hauteur de 17,8 millions d'euros, -42,6 millions d'euros et 100,0 millions d'euros et aux flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement respectivement à hauteur de -5,4 millions d'euros, -20,6 millions d'euros et -34,9 millions d'euros.

Les activités non poursuivies sont présentées en note 22.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Nombre de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres d'auto-contrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Montant au 1er janvier 2008	471 762 756	2 358,8	9 179,5	-460,7	-3 367,2	-119,1	21,6	7 612,9	2 577,8	10 190,7
Augmentation de capital de la société mère	773 693	3,9	17,4	-	-	-	-	21,3	-	21,3
Elimination des titres d'autocontrôle		-	-	-1,8	1,7	-	-	-0,1	-	-0,1
Plan d'achat ou de souscription d'actions		-	-	-	7,6	-	-	7,6	-	7,6
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales et variations de périmètre		-	-	-	-	-	-	-	-116,9	-116,9
Distribution de dividendes de la société mère		-	-	-	-553,5	-	-	-553,5	-	-553,5
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales		-	-	-	-	-	-	-	-173,0	-173,0
Produits / (charges) enregistré(e)s en capitaux propres					-80	-133,8	18,7	-195,1	59,2	-135,9
Résultat de l'exercice		-	-	-	500,5	-	-	500,5	150,2	650,7
Autres variations		-	-	-	0,4	-0,8	0,8	0,4	-2,9	-2,5
Montant au 30 juin 2008	472 536 449	2 362,7	9 196,9	-462,5	-3 490,5	-253,7	41,1	7 394,0	2 494,4	9 888,4

(en millions d'euros)	Nombre de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres d'auto-contrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Montant au 31 décembre 2008	472 576 666	2 362,9	9 197,4	-457,5	-3 589,5	-432,9	-79,2	7 001,2	2 530,5	9 531,7
Augmentations de capital de la société mère ⁽¹⁾	20 111 683	100,6	221,5	-	-	-	-	322,1	-	322,1
Elimination des titres d'autocontrôle		-	-	1,9		-	-	1,9	-	1,9
Plan d'achat ou de souscription d'actions					6,2			6,2		6,2
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales et variations de périmètre									109,9	109,9
Distribution de dividendes de la société mère ⁽¹⁾					-553,8			-553,8		-553,8
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales									-170,0	-170,0
Produits/(charges) enregistré(e)s en capitaux propres					-8,8	126,7	21,3	139,2	-15,1	124,1
Résultat de l'exercice					220,3			220,3	125,9	346,2
Autres variations					-3,7	0,6	-1,5	-4,6	0,3	-4,3
Montant au 30 juin 2009	492 688 349	2 463,5	9 418,9	-455,6	-3 929,3	-305,6	-59,4	7 132,5	2 581,5	9 714,0

⁽¹⁾ Le montant du dividende distribué par action ressort à 1,21 euro en 2009 et en 2008 et à 1,05 euro en 2007. En 2009, le dividende a été payé pour partie en action. Les lignes « Augmentation de capital » et « Dividendes versés » au tableau de flux de trésorerie sont présentées nettes du montant des dividendes versés en actions, soit 322 millions d'euros, ce versement ne donnant pas lieu à un flux financier.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note 1. Principes et méthodes comptables.....	37
<i>Conversion des états financiers des sociétés à l'étranger.....</i>	37
<i>Information par secteur opérationnel.....</i>	37
Note 2. Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables Groupe...	38
Note 3. Evènements significatifs.....	39
Note 4. Ecart d'acquisition.....	40
Note 5. Actifs incorporels du domaine concédé.....	41
Note 6. Autres actifs incorporels.....	42
Note 7. Actifs corporels.....	43
Note 8. Actifs financiers opérationnels non courants et courants.....	44
Note 9. Autres actifs financiers non courants.....	45
Note 10. Besoin en fonds de roulement.....	45
Note 11. Autres actifs financiers courants.....	46
Note 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	46
Note 13. Capitaux propres.....	46
<i>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société-mère</i>	46
13.1.1 <i>Capital.....</i>	46
13.1.2 <i>Imputation des titres d'autocontrôle sur les capitaux propres.....</i>	47
13.1.3 <i>Plans d'achat ou de souscription d'actions.....</i>	47
13.1.4 <i>Affectation du résultat et dividendes.....</i>	47
13.1.5 <i>Ecart de conversion.....</i>	47
13.1.6 <i>Réserve de juste valeur.....</i>	48
13.1.7 <i>Ecart actuariels sur engagements de retraite.....</i>	48
<i>Participations ne donnant pas le contrôle.....</i>	48
Note 14. Provisions non courantes et courantes.....	49
Note 15. Dettes financières non courantes.....	49
Note 16. Dettes financières courantes.....	51
Note 17. Produit des activités ordinaires.....	51
Note 18. Résultat opérationnel.....	52
Note 19. Coût de l'endettement financier.....	52
Note 20. Autres revenus et charges financiers.....	53
Note 21. Impôts sur le résultat.....	53
Note 22. Résultat net des activités non poursuivies.....	54
Note 23. Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.....	55
Note 24. Instruments dérivés.....	55
Note 25. Principales acquisitions.....	56
<i>Acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2009.....</i>	56
<i>Acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2008.....</i>	56
Note 26. Contrôles fiscaux.....	56
Note 27. Engagements hors bilan.....	57
Note 28. Sûretés réelles données en garantie de dettes financières.....	59
Note 29. Opérations avec les parties liées.....	59
Note 30. Situation des droits d'émission de gaz à effet de serre.....	59
Note 31. Informations par secteur opérationnel.....	59
Note 32. Evénements post clôture.....	62
Note 33. Liste des principales filiales.....	62

Note 1. Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe au 30 juin 2009 ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration qui s'est tenu le 5 août 2009.

Référentiel

Base de préparation de l'information financière

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n° 297/2008 du 11 mars 2008, les comptes consolidés intermédiaires résumés du groupe Veolia (« le Groupe ») au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information financière requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et telles que publiées par l'IASB au 30 juin 2009. Ces normes sont disponibles sur le site internet de l'Union Européenne à l'adresse : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés au titre de l'exercice 2008, sous réserve des éléments présentés ci-dessous et des spécificités requises par la norme IAS 34.

Nouvelles normes et interprétations

Textes appliqués pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2009

- IFRS 8 « Secteurs opérationnels »
La mise en œuvre de cette nouvelle norme est présentée dans la note ci dessous.
- IAS 1 révisée « Présentation des états financiers »
Les principaux changements par rapport à la version précédente d'IAS1 sont les suivants :
 - le « Bilan » est désormais appelé « Etat de la situation financière consolidée » ;
 - la norme IAS 1 révisée requiert que (i) tous les changements provenant de transactions avec les propriétaires en leur capacité de propriétaires soient présentés séparément des transactions avec les propriétaires de participations ne donnant pas le contrôle, (ii) les produits et charges comptabilisés doivent être présentés dans un état unique (état du résultat global) ou dans deux états (un compte de résultat séparé et un état détaillant les autres éléments du résultat global) ce que le Groupe publiait déjà et (iii) le résultat global total doit être présenté dans les états financiers ce que le Groupe publiait déjà.
- IAS 23 révisée « Coûts d'emprunt »
- Amendements aux normes IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers – Présentation : Instruments remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation »
- Amendements aux normes IFRS 1 et IAS 27 relatifs au coût d'un investissement lors de la première adoption des normes IAS/IFRS
- Amendement à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions – conditions d'acquisition des droits et annulations »
- Amendements résultant du processus d'améliorations annuelles 2006-2008, à l'exception de l'amendement relatif à la norme IFRS 5
- Amendement à la norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir – amélioration des informations à fournir » (non endossé par l'Union Européenne)
- Amendement à la norme IAS 39 et à l'interprétation IFRIC 9 relatif aux dérivés incorporés (non endossé par l'Union Européenne)
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients »
- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier » (non endossé par l'Union Européenne)
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »

Le Groupe n'a pas constaté d'impact significatif dans la mise en œuvre de ces nouveaux textes.

Textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2009 et non appliqués par anticipation

- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises »
- Amendement IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels »

L'application des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées est susceptible d'avoir un impact significatif sur les futures opérations de regroupement ou transactions avec les minoritaires.

- Amendements résultant du processus d'améliorations annuelles 2007-2009

En application du nouvel amendement précisant les conditions de mise en œuvre de la norme IAS7, le Groupe éliminera, à compter du 1^{er} janvier 2010, dans le tableau des flux de trésorerie au sein de la rubrique « Flux nets de trésorerie générés par l'activité » les dépenses de renouvellement mentionnées dans la note 22 Résultat Opérationnel. En conséquence, dans le passage du Résultat Net part des propriétaires de la société mère aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, les dépenses de renouvellement ne seront plus éliminées dans la rubrique « Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnelles ». Cet amendement n'a pas d'impact ni sur le résultat net, ni sur les capitaux propres.

- Amendements aux normes IAS 28 et IAS 31 consécutifs à la révision de la norme IFRS 3
- Amendement IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation : expositions éligibles à la comptabilité de couverture »
- Amendement à la norme IFRS 5 résultant du processus d'améliorations annuelles 2006-2008
- IFRIC 17 « Distributions en nature aux actionnaires »
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs de la part des clients »

Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels effets induits par ces normes, amendements et interprétations.

Saisonnalité de l'activité du Groupe

L'impact des conditions climatiques combiné à la saisonnalité des activités du Groupe peut affecter les résultats de la société. En effet, certaines activités de la société sont soumises à des variations saisonnières. Dalkia réalise l'essentiel de ses résultats opérationnels aux premier et quatrième trimestres correspondant aux périodes de chauffe en Europe. Dans le domaine de l'eau, la consommation d'eau à usage domestique et l'assainissement induit sont plus importants entre mai et septembre dans l'hémisphère Nord, où Veolia Eau exerce la majeure partie de son activité. Dans le Transport enfin, la SNCM réalise une grande partie de son activité pendant la saison d'été.

Conversion des états financiers des sociétés à l'étranger

Les cours de change des monnaies des pays non-membres de la zone euro utilisées pour établir les états financiers consolidés sont principalement les suivants :

Cours de change de clôture (une devise étrangère = xx euro)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Dollar américain	0,7075	0,6344	0,7185
Livre sterling	1,1736	1,2621	1,0499
Couronne tchèque	0,0386	0,0419	0,0372

Cours de change moyen (une devise étrangère = xx euro)	cours moyen 1^{er} semestre 2009	cours moyen 1 ^{er} semestre 2008	cours moyen année 2008
Dollar américain	0,7507	0,6475	0,6782
Livre sterling	1,1187	1,2829	1,2433
Couronne tchèque	0,0368	0,0398	0,0399

Information par secteur opérationnel

Depuis le 1er Janvier 2009, le Groupe identifie et présente une information sectorielle en application de la norme IFRS8 « Secteurs opérationnels ».

Cette information est issue de l'organisation interne des activités du groupe et correspond aux quatre Métiers du groupe (qui étaient retenus pour la segmentation primaire de l'ancienne norme sectorielle – IAS 14) à savoir l'Eau, la Propreté, l'Energie et le Transport.

Les indicateurs chiffrés déclinés par secteur opérationnel font partie des ratios clefs de validation des budgets, de suivi des performances des secteurs opérationnels et d'allocation des ressources, revus par le Comité Exécutif.

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les Etats financiers consolidés résumés et décrites dans la partie Principes et Méthodes comptables des notes aux Etats financiers.

Note 2. Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables Groupe

Veolia Environnement peut être amené à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges ainsi que les informations relatives aux éléments d'actif et de passif latents. Les résultats réels futurs sont susceptibles de diverger sensiblement par rapport à ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires, les jugements significatifs exercés par le management pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Toutefois, la méthodologie de calcul des taux d'actualisation retenus au 31 décembre 2008 avait été analysée au regard du contexte de crise financière. Lors de la clôture de juin 2009, le contexte financier s'étant stabilisé, ces mêmes taux ont fait l'objet d'un nouvel examen au vu des conditions actuelles et les modalités suivantes ont été retenues :

- Application d'IAS 36 « Dépréciation d'actifs » : conformément aux pratiques du Groupe, les taux d'actualisation utilisés correspondent au Coût Moyen Pondéré du Capital calculé annuellement en juin.
- Application d'IAS37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » : les taux retenus prennent en compte les taux de financement sans risque et un coefficient de risque observé sur le marché. Le correctif apporté à cette prime de risque en décembre 2008 (pour moduler la volatilité des marchés) n'a pas été jugé nécessaire à la clôture de juin 2009.
- Application d'IAS 19 « Avantages au personnel » : le recours à l'iBoxx avait été suspendu au 31 décembre 2008 en raison du caractère trop volatil de l'indice. Cette suspension a pris fin et pour la clôture de juin 2009 les engagements sont mesurés en utilisant une fourchette d'indices du marché dont l'iBoxx et le Bloomberg.

Note 3. Evènements significatifs

Le premier semestre 2009, comme la deuxième partie de l'exercice 2008 a été marqué par la crise financière et ses répercussions sur l'activité économique et notamment par :

- de fortes variations des parités monétaires qui modifient les contributions des activités hors zone euro, en particulier en Europe de l'Est ;
- l'orientation à la baisse des prix des énergies et des droits d'émissions de CO₂ ;
- le niveau très inférieur des prix des matières premières recyclées par rapport au premier semestre de l'année précédente ;
- le ralentissement de l'activité en comparaison du premier semestre 2008 qui affecte les volumes dans les métiers de la Propreté notamment, mais aussi les activités travaux et construction dans l'Eau et l'Energie ;
- la situation financière difficile des acteurs économiques industriels et dans une moindre mesure des acteurs publics qui pèse sur la réalisation de certains projets de croissance et sur la solvabilité de certains clients.

Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 7 mai 2009, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en action du dividende a été retenue à 58% entraînant la création de 20,1 millions de titres représentant un peu plus de 4,25 % du capital et 4,39 % des droits de vote.

Dans le cadre de son refinancement et de son programme EMTN, Veolia Environnement a procédé à l'émission de trois emprunts obligataires, un emprunt de 1 250 millions d'euros, portant intérêt fixe au taux de 5,25% l'an et venant à échéance le 24 avril 2014, un emprunt de 750 millions d'euros, portant intérêt fixe au taux de 6,75% l'an et venant à échéance le 24 avril 2019 et un emprunt de 250 millions d'euros à taux fixe de 5,70% à échéance le 29 juin 2017.

Le Groupe a annoncé l'entrée en discussions exclusives de sa filiale Veolia Transport avec les Groupes SNCF et Eurotunnel qui ont présenté une offre ferme en vue de la reprise éventuelle de la société Veolia Cargo (en France et à l'étranger). Si cette offre est retenue par le Groupe et après consultation des instances représentatives du personnel et approbation des autorités réglementaires compétentes, cette cession pourrait être réalisée avant la fin de l'année 2009. Cette cession entraînerait une réduction de la dette du Groupe de 95 millions d'euros ; au 30 juin 2009, ces activités sont reclassées en activités non poursuivies dans les états financiers du Groupe ;

Veolia Propreté a annoncé la signature d'un accord relatif à la vente de l'activité incinération aux Etats-Unis (« Montenay International »), l'objectif étant de réaliser cette opération avant la fin de l'année compte tenu des approbations nécessaires des autorités réglementaires compétentes et réalisation des conditions usuelles ; au 30 juin 2009, cette activité est également reclassée en activité non poursuivie dans les états financiers du Groupe ;

Le 24 juin 2009, Veolia Propreté a annoncé l'entrée en discussions exclusives avec le groupe TFN en vue d'une cession éventuelle de la société Veolia Propreté Nettoyage et Multiservices (« VPMN »). Au 30 juin 2009, cette activité n'est pas reclassée en activité non poursuivie dans les états financiers, car elle ne constitue pas un ensemble homogène largement indépendant (« une unité génératrice de trésorerie »). Les actifs et passifs portés par ces activités sont présentés dans l'état de la situation financière consolidée sur les lignes Actifs (Passifs) classés comme détenus en vue de la vente.

Le 23 juillet 2009, dans un communiqué commun, la Caisse des Dépôts après avis du Comité des investissements a décidé d'entrer en négociations privilégiées avec Veolia Environnement en vue d'un rapprochement entre Transdev et Veolia Transport. Cette opération serait réalisée par fusion entre Veolia Transport et Transdev avec un équilibre actionnarial (50/50) entre le Groupe et la Caisse des Dépôts, parité qui serait atteinte après analyse et évaluation des deux entreprises, par ajustement des structures financières. Le projet de rapprochement reste soumis à la conclusion d'un accord définitif, lui-même conditionné à l'accord des autorités réglementaires. Ce projet industriel donnerait naissance à l'un des leaders mondiaux du transport public de voyageurs, avec environ 8 milliards d'euros de chiffres d'affaires pro forma et 130 000 collaborateurs.

Note 4. Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Montant brut	7 295,4	7 211,2
Pertes de valeur cumulées	-489,8	-487,9
Montant net	6 805,6	6 723,3

Les principaux écarts d'acquisition en valeur nette comptable par unité génératrice de trésorerie (montant supérieur à 100 millions d'euros au 30 juin 2009) sont les suivants :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Eau - Distribution Eau France	743,2	743,2
Propreté - Royaume Uni	719,2	644,3
Propreté Amérique du Nord Déchets Solides	601,8	610,8
Propreté - Allemagne	403,9	397,8
Dalkia France	338,8	338,5
Propreté France Déchets Solides	273,5	272,4
Eau Solutions and Technologies	259,4	245,8
Eau - Chine	243,4	247,5
Eau - Royaume Uni	231,2	197,4
Eau - République Tchèque	224,4	216,4
Veolia Energie Italie	185,2	184,9
Transport Amérique du Nord	173,6	175,3
Veolia Energie - Etats Unis	150,3	152,6
Transport - Voyageurs France	148,4	136,2
Eau Allemagne (hors Berlin)	137,7	137,7
Eau - Berlin	134,4	134,4
Propreté - Italie	104,4	125,9
Veolia Energie - Pologne	102,9	111,5
Ecarts d'acquisition >100 millions d'euros	5 175,7	5 072,6
Ecarts d'acquisition <100 millions d'euros	1 629,9	1 650,7
TOTAL Ecarts d'acquisitions	6 805,6	6 723,3

Au 30 juin 2009, les pertes de valeur cumulées pour 489,8 millions d'euros concernent essentiellement les écarts d'acquisition de l'activité Propreté en Allemagne (343 millions d'euros dotés en 2008) et de l'activité Transport aux Pays Bas, au Royaume Uni et en Belgique (55 millions d'euros, convertis au taux du 30 juin 2009, dotés en 2008) et en Scandinavie (61 millions d'euros, convertis au taux du 30 juin 2009, dotés en 2004).

L'évolution au cours du premier semestre 2009, de la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, par secteur opérationnel, est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Veolia Eau	2 299,8	2 247,7
Veolia Propreté	2 754,8	2 736,7
Veolia Energie	1 151,9	1 131,1
Veolia Transport	537,1	551,3
Autres	62,0	56,5
Ecarts d'acquisition	6 805,6	6 723,3

La variation des écarts d'acquisition de 82,3 millions d'euros s'explique principalement par les impacts des variations de périmètre pour 42,3 millions d'euros, du reclassement des activités destinées à être cédées pour - 67,6 millions d'euros et des effets de change pour 111,4 millions d'euros (dont 107,2 millions d'euros au Royaume Uni).

Les variations de périmètre s'expliquent principalement par la comptabilisation d'un goodwill sur l'acquisition de l'entité Digismart dans le secteur de l'Energie pour 27,0 millions d'euros.

Les bilans d'ouverture des acquisitions du 1^{er} semestre 2009 dont Digismart sont provisoires.

Les bilans d'ouverture des acquisitions 2008 non définitifs au 31 décembre 2008, dont Tianjin Shibeï WCO, Bartin Recycling et Praterm, n'ont pas subi de modification significative. Les délais de 12 mois à compter de la date d'acquisition dont disposait le Groupe, conformément à la norme IFRS 3, pour finaliser la comptabilisation de ces regroupements d'entreprises sont expirés au 30 juin 2009.

Tests de pertes de valeur au 30 juin 2009

Les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet de tests de perte de valeur annuels conformément au calendrier du Groupe.

Néanmoins, dans le cadre de l'arrêté des comptes au 30 juin 2009, certaines unités génératrices de trésorerie identifiées à risque ont été testées ; il s'agit des unités génératrices de trésorerie :

- pour lesquelles il existerait un indice de perte de valeur intervenu au cours du premier semestre 2009 (dégradation des flux de trésorerie des dernières prévisions annuelles 2009, de plus de 10% par rapport au budget 2009 établi en fin d'année 2008) ;
- ou n'ayant pas passé les tests de sensibilité à une évolution défavorable de 1% des hypothèses économiques retenues (taux d'actualisation et taux de croissance) lors des tests effectués à fin décembre 2008.

Aucun changement n'est intervenu dans la méthodologie de calcul de la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie.

Les tests effectués tiennent compte des dernières révisions des données prévisionnelles validées par le management et des taux d'actualisation retenus au 30 juin 2009 tels que présentés en note 2.

Ces tests n'ont conduit à aucune dépréciation complémentaire au 30 juin 2009.

Note 5. Actifs incorporels du domaine concédé

L'évolution de la valeur nette des actifs du domaine concédé au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Actifs incorporels du domaine concédé bruts	5 156,1	4 983,9
Amortissements et pertes de valeur	-1 452,2	-1 346,2
Actifs incorporels du domaine concédé nets	3 703,9	3 637,7

Les actifs incorporels du domaine concédé se détaillent par secteur opérationnel comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009			Valeur nette au 31 décembre 2008
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	
Veolia Eau	3 867,1	-916,6	2 950,5	2 892,0
Veolia Propreté	409,0	-141,7	267,3	259,1
Veolia Energie	830,4	-379,2	451,1	453,6
Veolia Transport	-	-	-	-
Autres	49,6	-14,7	34,9	33,0
Actifs incorporels du domaine concédé	5 156,1	-1 452,2	3 703,9	3 637,7

L'évolution de la valeur nette des actifs incorporels du domaine concédé pour 66,2 millions d'euros s'explique principalement par des investissements pour 130,2 millions d'euros (dont 98,4 millions d'euros dans l'Eau et 18,5 millions d'euros dans l'Energie), par l'entrée de périmètre de plusieurs entités relatives au contrat de Shenzhen (secteur Eau en Chine) pour 41,3 millions d'euros compensés partiellement par des dotations aux amortissements pour -116,4 millions d'euros.

Note 6. Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Actifs incorporels à durée de vie indéterminée nets	65,9	99,5
Actifs incorporels à durée de vie définie bruts	3 301,4	3 203,9
Amortissements et pertes de valeur	-1 844,8	-1 768,2
Actifs incorporels à durée de vie définie nets	1 456,6	1 435,7
Actifs incorporels nets	1 522,5	1 535,2

L'évolution de la valeur nette des autres actifs incorporels par catégorie au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Actifs incorporels à durée de vie indéterminée nets	65,9	99,5
Redevances versées aux collectivités locales	540,6	576,5
Droits contractuels, acquis	402,7	398,9
Logiciels, acquis	159,2	143,9
Portefeuilles clients, acquis	67,6	78,2
Autres immobilisations incorporelles, acquis	190,4	203,1
Autres immobilisations générées en interne	96,1	35,1
Actifs incorporels à durée de vie définie nets	1 456,6	1 435,7
Autres actifs incorporels	1 522,5	1 535,2

Note 7. Actifs corporels

L'évolution de la valeur nette des actifs corporels au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Actifs corporels bruts	20 055,8	19 491,5
Amortissements	-10 518,9	-10 064,4
Actifs corporels nets	9 536,9	9 427,1

La variation des actifs corporels de 109,8 millions d'euros comprend notamment les éléments suivants :

- Des investissements pour 720,8 millions d'euros (dont 143,6 millions d'euros dans l'Eau, 224,6 millions d'euros dans la Propreté, 247,3 millions d'euros dans le Transport et 92,0 millions d'euros dans l'Energie) ;
- Des cessions pour -105,4 millions d'euros (dont -87,3 millions d'euros dans le Transport) ;
- Des effets de change positifs pour 183,2 millions d'euros (dont 118,1 millions d'euros dans l'Eau, 76,5 millions d'euros dans la Propreté et -21,8 millions d'euros dans l'Energie) ;
- L'impact des variations de périmètre pour 142,3 millions d'euros (dont 42,8 millions d'euros dans l'Energie, 46,6 millions d'euros dans la Propreté et 49,3 millions d'euros dans le Transport) ;
- L'impact du reclassement des activités destinées à être cédées pour -140,2 millions d'euros (dont -96,4 millions d'euros dans la Propreté et - 43,8 millions d'euros dans le Transport) ;
- et des dotations aux amortissements pour -657,5 millions d'euros.

Les actifs corporels se détaillent par secteur opérationnel comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009			Valeur nette au 31 décembre 2008
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	
Veolia Eau	4 326,9	-2 163,0	2 163,9	2 024,4
Veolia Propreté	8 678,6	-4 890,0	3 788,6	3 838,7
Veolia Energie	3 168,7	-1 328,4	1 840,3	1 816,6
Veolia Transport	3 634,1	-2 019,1	1 615,0	1 631,8
Autres	247,5	-118,4	129,1	115,6
Actifs corporels	20 055,8	-10 518,9	9 536,9	9 427,1

Les actifs corporels se détaillent par nature d'actif comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009			Valeur nette au 31 décembre 2008
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	
Terrains	1 495,0	-600,4	894,6	901,0
Constructions	3 055,0	-1 451,3	1 603,7	1 543,9
Installations techniques, matériel et outillage	7 740,2	-4 067,3	3 672,9	3 638,9
Matériel roulant et autre matériel de transport	5 000,5	-2 971,9	2 028,6	2 041,3
Autres immobilisations corporelles	2 065,3	-1 425,0	640,3	643,5
Immobilisations corporelles en cours du Domaine Propre	699,0	-3,0	696,0	657,8
Immobilisations corporelles en cours	0,8	-	0,8	0,7
Actifs corporels	20 055,8	-10 518,9	9 536,9	9 427,1

Note 8. Actifs financiers opérationnels non courants et courants

Les actifs financiers opérationnels regroupent les actifs financiers résultant de l'application de l'IFRIC12 sur le traitement comptable des concessions et ceux résultant de l'application de l'IFRIC4.

L'évolution de la valeur nette des actifs financiers opérationnels non courants et courants au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Montant brut	5 315,9	5 311,5
Pertes de valeur	-49,0	-12,6
Actifs financiers opérationnels non courants	5 266,9	5 298,9
Montant brut	399,5	452,3
Pertes de valeur	-	-
Actifs financiers opérationnels courants	399,5	452,3
Actifs financiers opérationnels non courants et courants	5 666,4	5 751,2

La variation des nouveaux actifs financiers opérationnels au 1^{er} semestre 2009 provient essentiellement :

- Des nouveaux actifs financiers opérationnels pour 223,1 millions d'euros correspondant essentiellement à l'augmentation des créances financières sur les contrats en cours (en particulier dans l'Eau pour 130,8 millions d'euros) ;
- du remboursement des actifs financiers opérationnels pour 263,1 millions d'euros (notamment dans les services à l'Energie – cogénération pour 73,9 millions d'euros et dans l'Eau pour 124,2 millions d'euros);
- l'impact du reclassement des activités destinées à être cédées pour -43,0 millions d'euros dans la Propreté;
- et la comptabilisation de pertes de valeur pour -36,5 millions d'euros, principalement dans le secteur de la Propreté.

La ventilation par secteur opérationnel des actifs financiers opérationnels non courants est la suivante :

(en millions d'euros)	Non courants		Courants		Total	
	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Veolia Eau	3 852,1	3 851,0	209,0	232,2	4 061,1	4 083,2
Veolia Propreté	726,1	768,4	46,1	68,6	772,2	837,0
Veolia Energie	547,4	562,0	109,0	117,4	656,4	679,4
Veolia Transport	71,2	71,6	35,2	33,9	106,4	105,5
Autres	70,1	45,9	0,2	0,2	70,3	46,1
Actifs financiers opérationnels	5 266,9	5 298,9	399,5	452,3	5 666,4	5 751,2

La juste valeur des actifs financiers opérationnels n'a pas subi de variation significative depuis le 31 décembre 2008.

Toutefois, l'actif financier opérationnel relatif aux activités d'incinération en Italie a été déprécié à hauteur de 35 millions d'euros pour tenir compte des difficultés opérationnelles et des négociations en cours. Par ailleurs, suite aux difficultés financières significatives d'un client au Portugal, le Groupe a remis en cause les conditions contractuelles de son intervention. Toutefois compte tenu de la restructuration actionnariale de ce client et du soutien affiché par les autorités locales au projet, aucune dépréciation de l'actif financier opérationnel (65,3 millions d'euros au 30 juin 2009) n'a été enregistrée au titre de la solvabilité du client mais une provision pour risque (5,5 millions d'euros) a été constituée pour faire face aux risques de retard et surcoûts.

Note 9. Autres actifs financiers non courants

L'évolution de la valeur des autres actifs financiers non courants au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Montant brut	739,3	803,0
Pertes de valeur	-67,2	-63,4
Actifs financiers non courants en prêts et créances	672,1	739,6
Autres actifs financiers non courants	81,7	77,7
Total autres actifs financiers non courants	753,8	817,3

Au 30 juin 2009, les principaux actifs financiers non courants en prêts et créances correspondent essentiellement à la part hors groupe de prêts accordés à des sociétés consolidées en intégration proportionnelle pour 270,3 millions d'euros (Dalkia International).

Note 10. Besoin en fonds de roulement

L'évolution du besoin en fonds de roulement ("BFR") net au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Stocks et travaux en cours nets	1 055,8	1 022,0
Créances d'exploitation nettes	12 270,7	13 093,2
Dettes d'exploitation nettes	12 516,8	13 591,8
BFR net	809,7	523,4

Le BFR net intègre d'une part le BFR "opérationnel" (stocks, créances clients, dettes fournisseurs et autres dettes et créances d'exploitation), le BFR "fiscal" (créances et dettes d'impôt courant) et le BFR "investissement" (créances et dettes sur acquisitions d'immobilisations). Dans l'évolution du BFR net de 286,3 millions d'euros, présentée ci dessus, la part de la variation du BFR "opérationnel" présentée sur la ligne « Variation de besoin en fonds de roulement » du tableau de flux de trésorerie est de 114,2 millions d'euros, celle du BFR "fiscal" inclus dans la ligne « Impôts versés » du tableau de flux de trésorerie est de 29,4 millions d'euros et celle du BFR "investissement" inclus dans la ligne « Investissements » du tableau de flux de trésorerie est de 160,4 millions d'euros.

Titrisation en France

Le programme de titrisation en France est régi par une convention de cession de créances d'une durée de 5 ans signée au mois de juin 2002 avec un fonds commun de créances. Cette convention a été renouvelée le 31 mai 2007 pour 5 ans. Veolia Environnement a renouvelé cette opération en ajoutant 16 nouveaux cédants de l'Eau (France), portant ainsi le nombre de cédants à 24. Le montant de créances titrisées au 30 juin 2009 est de 490,9 millions d'euros. Ces créances sont maintenues à l'actif, le financement obtenu est comptabilisé en « dettes financières courantes ».

Cessions de créances

Dans le secteur Energie, en Italie, des créances ont été définitivement cédées à des tiers pour 77,9 millions d'euros au 30 juin 2009, contre 23 millions d'euros au 30 juin 2008 et 69,4 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Note 11 - Autres actifs financiers courants

L'évolution des autres actifs financiers courants au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Montant brut	242,5	283,3
Pertes de valeur	-22,6	-27,9
Actifs financiers courants en prêts et créances nets	219,8	255,4
Autres actifs financiers courants (hors prêts et créances nets)	89,3	66,0
Total autres actifs financiers courants nets	309,1	321,4

Au 30 juin 2009, les autres actifs financiers courants nets se composent principalement de la part hors-groupe des prêts et comptes courants consentis à des filiales non intégrées globalement et des préfinancements d'actifs dans le Transport.

Note 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

L'évolution de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Disponibilités	1 499,5	1 317,9
Equivalents de trésorerie	3 458,4	2 531,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 957,9	3 849,6
Trésorerie passive	619,8	465,7

Au 30 juin 2009, les équivalents de trésorerie de Veolia Environnement SA (3 204,7 millions d'euros) se composent de SICAV de trésorerie pour 1 896,7 millions d'euros, de billets de trésorerie et certificats de dépôts pour 902,6 millions d'euros et de BMTN pour 405,4 millions d'euros.

La trésorerie passive est constituée des soldes créditeurs de banques et des intérêts courus et non échus qui s'y rattachent, correspondant à des découverts momentanés.

L'évolution de la trésorerie nette (+954,2 millions d'euros) est essentiellement liée aux émissions obligataires (2 250 millions d'euros), montant imputé du remboursement du crédit syndiqué en euro (800 millions d'euros) ainsi que de la réduction de l'encours des billets de trésorerie émis (223 millions d'euros).

Note 13. Capitaux propres

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

13.1.1 Capital

Le capital est entièrement libéré.

Augmentations de capital :

Au 30 juin 2008, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 21,3 millions d'euros suite à l'exercice d'options d'achat ou souscription d'actions.

Au 30 juin 2009, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 322 millions d'euros à l'occasion du versement de dividendes en actions. Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 7 mai 2009, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en action du dividende a été retenue à 58% entraînant la création de 20 111 683 titres représentant un peu plus de 4,25 % du capital et 4,39 % des droits de vote.

Nombre d'actions émises et valeur nominale :

Le nombre d'actions est de 492 688 349 actions au 30 juin 2009, de 472 576 666 au 31 décembre 2008 et de 472 536 449 au 30 juin 2008 (y compris actions d'autocontrôle). La valeur nominale de chaque action est de 5 euros.

13.1.2 Imputation des titres d'autocontrôle sur les capitaux propres

Au 30 juin 2008, Veolia Environnement a acheté 125 661 titres pour un montant de 4,4 millions d'euros et dans le même temps a cédé 115 409 titres dans le cadre de plan d'options d'achat d'actions pour un montant de 2,6 millions d'euros ; les titres d'autocontrôle au 30 juin 2008 sont au nombre de 15 130 906.

Au 30 juin 2009, Veolia Environnement a cédé 109 533 titres remis en paiement dans le cadre d'une opération de croissance externe réalisée par une filiale, pour un montant de 1,9 millions d'euros ; les titres d'autocontrôle au 30 juin 2009 sont au nombre de 14 870 501.

13.1.3 Plans d'achat ou de souscription d'actions

En application de la norme IFRS2, une charge a été constatée au titre des plans octroyés aux salariés pour un montant de 7,6 millions d'euros au 30 juin 2008 et de 6,2 millions d'euros au 30 juin 2009.

13.1.4 Affectation du résultat et dividendes

Un dividende de 553,8 millions d'euros a été distribué par Veolia Environnement SA. Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère sur l'exercice 2008 de 405,1 millions d'euros a été affecté en totalité à la distribution de dividendes.

13.1.5 Ecarts de conversion

Au 30 juin 2008, les différences de conversion d'un montant de -134,6 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère) proviennent notamment de la livre sterling à hauteur de -105,9 millions d'euros, du dollar américain à hauteur de -93,9 millions d'euros et de la couronne tchèque à hauteur de +59,6 millions d'euros.

Au 30 juin 2008, le montant cumulé de la réserve de conversion est négatif de -253,7 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère) dont -220,1 millions d'euros sur le dollar américain, -167,7 millions d'euros sur la livre sterling et +140,3 millions d'euros sur la couronne tchèque.

Au 30 juin 2009, les différences de conversion d'un montant de 127,3 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère) proviennent notamment de la livre sterling à hauteur de +127,5 millions d'euros, du dollar américain à hauteur de -23,0 millions d'euros et de la couronne tchèque à hauteur de +16,3 millions d'euros.

Au 30 juin 2009, le montant cumulé de la réserve de conversion est négatif de -305,6 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère) dont -258,4 millions d'euros sur la livre sterling, -74,8 millions d'euros sur le dollar américain, et +90,3 millions d'euros sur la couronne tchèque.

L'appréciation des écarts de conversion reflète principalement l'appréciation de la livre sterling mais aussi de la couronne tchèque et du dollar australien contre l'euro sur le premier semestre 2009 alors qu'en fin de période le dollar et le renminbi Yuan chinois se sont dépréciés contre l'euro. La variation des écarts de conversion est néanmoins significativement limitée par la politique d'endettement dans la devise locale.

Variation des écarts de conversion (Total des capitaux propres attribuables aux Propriétaires de la société mère et aux Participations ne donnant pas le contrôle)

(en millions d'euros)	Total	Dont attribuables aux propriétaires de la société mère
Solde au 31 décembre 2008	-385,8	-432,9
Ecart sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	122,4	138,1
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-9,3	-10,8
Variations sur le premier semestre 2009	113,1	127,3
Ecart sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	-210,6	-241,7
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-62,1	-63,9
Solde au 30 juin 2009	-272,7	-305,6

13.1.6 Réserve de juste valeur

Elle ressort, en part des propriétaires de la société mère, respectivement à 21,6 millions d'euros au 1er janvier 2008, à un montant négatif de -79,2 millions d'euros au 31 décembre 2008 et de -59,4 millions d'euros au 30 juin 2009.

Au 30 juin 2009, elle correspond pour l'essentiel à l'évaluation de dérivés de taux venant couvrir des emprunts à taux variables, des dérivés sur matières premières et pour une moindre part à la ré-estimation de titres disponibles à la vente.

13.1.7 Écarts actuariels sur engagements de retraite :

La variation, en part attribuable aux propriétaires de la société mère, des pertes actuarielles sur engagements de retraite de - 8,8 millions d'euros au 30 juin 2009 (+ 99,3 millions d'euros en solde au 30 juin 2009) s'explique essentiellement par la baisse des marchés financiers (rendement réel des actifs de couverture inférieur au rendement attendu).

Participations ne donnant pas le contrôle

Le détail de la variation des participations ne donnant pas le contrôle figure dans l'état de variation des capitaux propres.

La baisse de la quote part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net du premier semestre 2009 par rapport à celle de 2008 s'explique principalement par des difficultés conjoncturelles dans le secteur Propreté en Italie et dans le secteur Energie en France et en Italie.

Note 14. Provisions non courantes et courantes

En application de la norme IAS37, les provisions dont l'échéance est de plus d'un an font l'objet d'une actualisation. Les taux d'actualisation utilisés ont évolué de la manière suivante :

Evolution des taux d'actualisation

	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Euros		
2 à 5 ans	2,78 %	5,67 %
6 à 10 ans	4,91 %	5,97 %
plus de 10 ans	6,72 %	6,65 %
Dollars américains		
2 à 5 ans	2,81 %	4,95 %
6 à 10 ans	5,46 %	5,75 %
plus de 10 ans	6,52 %	6,82 %
Livres sterling		
2 à 5 ans	2,85 %	6,13 %
6 à 10 ans	4,94 %	6,40 %
plus de 10 ans	6,75 %	6,46 %

La méthodologie de calcul de ces taux d'actualisation est présentée en note 2 Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables Groupe.

L'évolution des provisions non courantes au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Non courant		Courant		Total	
	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Provisions hors engagements sociaux	1 516,6	1 432,0	683,9	773,1	2 200,5	2 205,1
Provisions pour engagements sociaux	767,6	728,2	-	-	767,6	728,2
Total	2 284,2	2 160,20	683,9	773,1	2 968,1	2 933,3

L'augmentation des provisions non courantes hors engagements sociaux résulte principalement de l'effet de désactualisation des provisions et de l'effet de change.

Les provisions pour engagements sociaux augmentent sous l'effet combiné de la désactualisation des provisions, des pertes actuarielles calculées sur les actifs de couverture au Royaume-Uni essentiellement et des effets de change (Royaume Uni principalement).

Note 15. Dettes financières non courantes

L'évolution des dettes financières non courantes au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Emprunts obligataires	13 280,8	11 097,6
Autres dettes financières non courantes	5 063,0	5 966,3
Dettes financières non courantes	18 343,8	17 063,9

La ventilation des emprunts obligataires non courants est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 Juin 2009	Au 31 décembre 2008
Emissions publiques (a)	12 490,2	10 290,9
Marché européen (i)	11 159,3	8 884,3
Marché américain (ii)	1 330,9	1406,6
Placements privés (b)	306,9	320,2
Emprunt obligataire Three Valleys (c)	230,5	206,1
Emprunt obligataire Stirling Water Seafield Finance (d)	96,1	88,0
Autres < 50 M€ en 2008	157,1	192,4
Emprunts obligataires	13 280,8	11 097,6

Veolia Environnement a procédé à de nouvelles émissions obligataires pour un montant de 2 250 millions d'euros au 30 juin 2009 se décomposant comme suit :

- Le 22 avril 2009, Veolia Environnement a procédé à l'émission obligataire de :
 - 1 250 millions d'euros à taux fixe de 5,25% à échéance en 2014 ;
 - 750 millions d'euros à taux fixe de 6,75% à échéance en 2019 ;
- Le 29 juin 2009, Veolia Environnement a procédé à l'émission obligataire de 250 millions d'euros à taux fixe de 5,70% à échéance en 2017.

La série 9 (600 millions de couronnes tchèques) à échéance au 23 avril 2010 a été reclassée en dette courante (22,6 millions d'équivalents euros).

Autres dettes financières non courantes :

Un tirage sur le crédit syndiqué euro a été remboursé à hauteur de 800 millions d'euros en avril 2009.

La ventilation des dettes financières non courantes par devise à l'origine (avant opérations de swaps) est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Euro	13 591,0	12 256,0
Dollar américain	1 950,4	2 066,9
Livre sterling	1 309,8	1 204,9
Couronne tchèque	364,2	377,8
Renminbi (yuan chinois)	277,7	286,6
Zloty polonais	267,5	277,0
Dirham marocain	276,8	257,1
Won coréen	30,4	31,7
Couronne norvégienne	17,3	17,8
Dollar australien	2,9	0
Autres	255,8	288,0
Dettes financières non courantes	18 343,8	17 063,9

Note 16. Dettes financières courantes

L'évolution des dettes financières courantes au cours du premier semestre 2009 est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Dettes financières courantes	3 041,2	3 219,7

Les dettes financières courantes s'élèvent à 3 041,2 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 3 219,7 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Cette diminution s'explique principalement par :

- le remboursement de l'EMTN série 13 de 27 millions de dollars américains (équivalent 22,2 millions d'euros au cours historique) dont l'échéance était le 04 mars 2009 ;
- le remboursement de l'EMTN série 8 de 660 millions de couronnes tchèques (équivalent 22,1 millions d'euros au cours historique) dont l'échéance était le 29 avril 2009 ;
- la diminution de l'encours de billets de trésorerie de 223 millions d'euros ;
- compensée par le reclassement d'un emprunt obligataire, arrivant à échéance le 23 avril 2010, en dettes financières courantes pour 600 millions de couronnes tchèques (équivalent 22,6 millions d'euros).

Note 17. Produit des activités ordinaires

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des entités Clemessy et Crystal, dans le Secteur Energie, cédées en décembre 2008 et
- des entités de l'activité d'incinération aux Etats-Unis (Montenay International) dans la Propreté et de l'activité Fret dans le Transport, en cours de cession au 30 juin 2009,

ont été regroupés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » au premier semestre 2008 présenté en comparatif.

Ventilation du produit des activités ordinaires

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
Prestations de services	14 321,7	14 392,1
Ventes de biens	833,2	1 026,8
Revenus des actifs financiers opérationnels	196,5	180,2
Construction	2 075,5	1 966,6
Produit des activités ordinaires	17 426,9	17 565,7

Les ventes de biens correspondent essentiellement aux activités de ventes de solutions technologiques de l'Eau ainsi qu'aux ventes de produits liées aux activités de recyclage de la Propreté. La baisse des ventes de biens est surtout sensible dans la Propreté et résulte principalement de la baisse des volumes et des prix constatés dans la plupart des activités du secteur.

Les prestations de service restent à un niveau comparable à celui du premier semestre 2008.

La croissance du chiffre d'affaires de construction se situe principalement dans le secteur Eau, dans la filiale Veolia Water Solutions & Technologies et plus particulièrement dans l'activité Design & Build, sous l'effet en particulier des grands contrats au Moyen Orient.

Note 18. Résultat opérationnel

Les constituants du résultat opérationnel sont les suivants :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 ⁽¹⁾
Produit des activités ordinaires	17 426,9	17 565,7
Coûts des ventes	-14 499,7	-14 402,1
dont : pertes de valeur sur écarts d'acquisition et écart d'acquisition négatif constatés en résultat	0,1	5,6
coûts de restructuration	-1,5	-2,2
Coûts commerciaux	-302,7	-306,9
Coûts généraux et administratifs	-1 639,3	-1 577,0
Autres produits et charges opérationnels	15,6	12,5
dont : plus ou moins values de cessions d'actifs	15,4	12,3
autres	0,2	-
Résultat opérationnel	1 000,8	1 292,2

⁽¹⁾ Dans le cadre des actions en cours d'amélioration de la productivité, le Groupe a procédé en 2008 à un reclassement de certaines dépenses entre coûts des ventes et frais généraux, administratifs et commerciaux, sans impact sur le résultat opérationnel. Au 30 juin 2008, l'impact de ce reclassement sur les postes de Coûts des ventes et Coûts généraux et administratifs est respectivement de 122,5 millions d'euros et -122,5 millions d'euros.

Les charges de renouvellement incluses dans les coûts des ventes s'élèvent à -148,3 millions au 30 juin 2009 contre -181,4 millions au 30 juin 2008. L'ensemble des coûts de renouvellement du domaine concédé dans le contexte des contrats de délégation de service public en France est considéré, dans le tableau des flux de trésorerie, comme un investissement, que les ouvrages aient été financés ou non à l'origine par les concessionnaires. Ainsi, dans le passage du résultat net aux flux de trésorerie d'exploitation, l'ensemble des coûts de renouvellement est éliminé dans la rubrique amortissements, provisions et pertes de valeur opérationnels.

L'effet de l'évolution des taux d'actualisation des provisions est particulièrement sensible dans le secteur de la Propreté, -14,9 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 17,1 millions d'euros au 30 juin 2008.

Les charges de personnel y compris la participation ressortent à -5,5 milliards d'euros au 30 juin 2009 contre -5,2 milliards d'euros au 30 juin 2008.

Note 19. Coût de l'endettement financier net

Le détail des produits et charges constitutifs du coût de l'endettement financier net est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
Produits	47,0	74,7
Charges	-425,8	-498,2
Coût de l'endettement financier net	-378,8	-423,5

Les charges et produits de l'endettement financier net sont représentatifs du coût de la dette financière diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. En outre, le coût de l'endettement net inclut le résultat des dérivés qui sont affectés à la dette qu'ils soient ou non qualifiés comptablement de couverture.

La baisse du coût de l'endettement financier net résulte de :

- la baisse des taux variables notamment sur l'Euro et sur la Livre sterling ;
- les dénouements d'options de taux ;
- partiellement compensées par l'augmentation de l'endettement financier moyen et l'effet de l'allongement de la maturité de la dette.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
Charges sur l'endettement	-484,5	-507,0
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur) *	46,8	68,5
Résultat sur instruments dérivés et relations de couverture et autres	58,9	15,0
Coût de l'endettement financier net	-378,8	-423,5

* Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Note 20. Autres revenus et charges financiers

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
Gains nets sur les prêts et créances	5,9	25,2
Résultats sur actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	6,1	7,5
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par le résultat	0,9	13,5
Désactualisation des provisions	- 40,0	- 27,4
Résultat de change	4,6	- 18,6
Autres	- 6,7	- 5,9
Autres revenus et charges financiers	- 29,2	- 5,7

⁽¹⁾ dont dividendes reçus pour 6,5 millions d'euros en juin 2009 et en juin 2008.

Les autres revenus et charges financiers passent de -5,7 millions d'euros au 30 juin 2008 à -29,2 millions d'euros au 30 juin 2009.

Les autres revenus et charges financiers incluent au 30 juin 2009 :

- l'effet de désactualisation des provisions pour 12,6 millions d'euros,
- et de l'impact de la dépréciation pour pertes de valeur de 12,6 millions d'euros.

Note 21. Impôts sur le résultat

Les éléments de la charge fiscale sont les suivants :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008
Résultat avant impôt	592,8	863,0
Impôt	-196,8	-221,7
Taux d'impôt apparent	33,2%	25,7%

Certaines filiales françaises ont opté pour le groupe d'intégration fiscale constitué par Veolia Environnement à compter du 1er janvier 2001 (convention d'une durée de cinq ans, renouvelée en 2006). Veolia Environnement est seule redevable envers le Trésor Public français de l'impôt sur les sociétés courant calculé sur la base de la déclaration fiscale d'ensemble. L'économie d'impôt susceptible d'en résulter est acquise à Veolia Environnement, société intégrante.

En 2006, le groupe fiscal américain a été restructuré. Cette opération est toujours en cours de revue par l'administration fiscale américaine (voir note 0).

L'évolution de la charge d'impôt au 30 juin 2009 s'explique par :

- Une activation des déficits fiscaux correspondant aux perspectives d'utilisation de ces déficits à hauteur du résultat du semestre sur le groupe fiscal américain ;
- Une charge d'impôt faible sur le groupe fiscal français, compte tenu de la baisse des résultats liés à la conjoncture notamment dans le secteur Propreté ;
- Des déficits fiscaux non activés du fait de manque de perspectives d'utilisation de ces déficits (Italie, Allemagne dans le secteur Propreté, Chine dans le secteur Eau) générant une augmentation significative du taux d'impôt par rapport au premier semestre 2008.

Note 22. Résultat net des activités non poursuivies

Fin juin 2009, le Groupe Veolia a annoncé son intention de céder les activités d'incinération aux Etats-Unis dans la Propreté (Montenay International) et de Fret dans le Transport (essentiellement en France, Allemagne et Pays-Bas). Ces activités ont été consolidées sur le premier semestre 2009 sur la ligne "Résultat net des activités non poursuivies". Ce poste inclut les effets de la mise à valeur de marché de certains actifs destinés à être cédés.

Fin décembre 2008, les activités Clemessy et Crystal du secteur Energie ont été cédées.

Dans le compte de résultat consolidé présenté en comparatif, pour les périodes closes au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2008, les résultats de ces activités cédées ou en cours de cession, ont été reclassés ligne par ligne sur le poste "Résultat net des activités non poursuivies".

Le montant constaté sur les activités Clemessy et Crystal du secteur Energie à fin décembre 2008 correspond aux résultats de la période augmentés de la plus value de cession nette d'impôts.

Le résultat net des activités non poursuivies est de - 56,4 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 0,4 million d'euros au 30 juin 2008 et 170,9 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les principaux indicateurs du compte de résultat au 30 juin 2009, au 30 juin 2008 et au 31 décembre 2008 des activités non poursuivies sont les suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2009	30 juin 2008	31 décembre 2008
Produit des activités ordinaires	178,4	526,0	979,3
Résultat opérationnel	-57,0	11,7	26,3
Eléments financiers	2,1	-6,5	-21,3
Charge d'impôts sur les sociétés	-1,3	-4,8	-10,3
Résultats des entreprises associées	-0,2	0,0	0,2
Résultat des activités non poursuivies hors résultats de cession nets d'impôt	-56,4	0,4	-5,1

Le produit des activités ordinaires des différentes UGT reclassées en activités destinées à être cédées est respectivement pour les premiers semestres 2009 et 2008, et pour l'exercice 2008 :

(en millions d'euros)	30 juin 2009	30 juin 2008	31 décembre 2008
Clemessy (secteur Energie)		282,7	447,8
Crystal (secteur Energie)		90,2	172,3
Montenay International Incinération (secteur Propreté)	81,7	70,5	171,6
Fret (secteur Transport)	96,7	82,6	187,6
Produit des activités ordinaires des activités non poursuivies	178,4	526,0	979,3

Les bilans des sous-groupes Fret et «Montenay International» reclassés en juin 2009 sont les suivants :

Sous Groupe Fret

L'activité Fret, essentiellement en France, Allemagne et Pays Bas reclassée en activité destinée à être cédée aurait contribué ainsi au bilan :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
ACTIF		
Actifs non courants	157	203
Actifs courants (hors trésorerie et équivalents)	66	102
Trésorerie et équivalents	9	13
Total de l'actif	232	318
PASSIF		
Capitaux propres	-8	53
Passifs non courants	20	20
Passifs courants	220	245
Total du passif et des capitaux propres	232	318

Sous Groupe « Montenay International »

Le portefeuille nord américain de contrats d'incinération reclassé en activité destinée à être cédée aurait contribué ainsi au bilan :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
ACTIF		
Actifs non courants	132	130
Actifs courants (hors trésorerie et équivalents)	43	52
Trésorerie et équivalents	9	15
Total de l'actif	184	197
PASSIF		
Capitaux propres	126	123
Passifs non courants	58	59
Passifs courants		15
Total du passif et des capitaux propres	184	197

Note 23. Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 125,9 millions d'euros au 30 juin 2009, contre 150,2 millions d'euros au 30 juin 2008. Elle concerne notamment les actionnaires minoritaires de filiales dans l'Eau (72,6 millions d'euros), dans la Propreté (-2,6 millions d'euros), dans l'Energie (55,1 millions d'euros) et dans le Transport (-0,4 millions d'euros).

La baisse du résultat des participations ne donnant pas le contrôle est principalement liée à :

- la baisse des résultats du secteur Energie en France et en Italie,
- la baisse du résultat du secteur Propreté en Italie.

Note 24. Instruments dérivés

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe est exposé aux risques financiers de marché (risque de taux d'intérêt, risque de change, et d'autres risques de prix des matières premières).

N'ayant pas vocation à supporter l'intégralité des risques de marchés, le Groupe a mis en place une gestion centralisée de ces aléas financiers dans le cadre des principes de sécurité, de transparence et d'efficacité fixés par la Direction Générale.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions.

La juste valeur au bilan des instruments financiers dérivés est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009		Au 31 décembre 2008	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux	240,2	81,9	389,1	116,8
Couvertures de juste valeur	234,0	14,5	378,9	7,4
Couvertures de flux de trésorerie	0,2	61,8	0,3	96,6
Dérivés non qualifiés de couverture	6,0	5,6	9,9	12,8
Instruments dérivés de change	61,4	64,3	172,7	61,7
Couvertures d'investissements nets	28,4	8,1	65,1	8,0
Couvertures de flux de trésorerie	2,2	3,0	-	-
Couvertures de juste valeur	-	1,4	-	-
Dérivés non qualifiés de couverture	30,8	51,8	107,6	53,7
Autres instruments dérivés dont matières premières	79,8	62,2	89,4	107,3
Total des instruments dérivés	381,4	208,4	651,2	285,8
Dont part non-courante	334,0	135,4	508,4	159,9
Dont part courante	47,4	73,0	142,8	125,9

L'évolution des instruments dérivés par rapport au 31 décembre 2008 s'explique principalement par :

- Le dénouement anticipé de dérivés qualifiés de couverture de juste valeur et par un effet taux sur les instruments dérivés maintenus en portefeuille (opérations en dollars américains et livres sterling qualifiées de couverture de flux de trésorerie) ;
- La variation de valeur (effets taux et change) de Cross Currency swaps en Yuan RenMinBi chinois (CNY), qualifiés de couverture d'actifs ;
- L'effet change sur la juste valeur du portefeuille d'opérations de change non qualifiées de couverture ;
- L'arrivée à échéance et la variation de valeur d'opérations sur matières premières (carburants et métaux).

Note 25. Principales acquisitions

Acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2009

Aucune acquisition dont les flux nets de trésorerie excèdent 100 millions d'euros n'a été réalisée au cours du premier semestre 2009.

Acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2008

Les justes valeurs des actifs et des passifs acquis retenues à la clôture 2008 dans les bilans d'ouverture des acquisitions 2008 non définitifs au 31 décembre 2008 (Tianjin Shibeï dans le secteur Eau en Chine, le Groupe Praterm qui produit et distribue de la chaleur en Pologne (secteur Energie) et le groupe Bartin Aero Recycling Group, société spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'industries dans le secteur Propreté) n'ont pas subi de modification significative, pendant le délai d'affectation de 12 mois suivant leur date d'acquisition.

Note 26. Contrôles fiscaux

Dans le cadre de leurs activités courantes, les entités du Groupe en France et à l'étranger font l'objet de contrôles fiscaux réguliers.

En France, l'administration fiscale a mené divers contrôles fiscaux dans et hors des groupes d'intégration fiscale, dont un nombre significatif sous forme de contrôles ciblés portant sur les impôts locaux. Des contrôles portant sur les sociétés significatives du Groupe en France ont été clos en 2008 ainsi qu'au premier semestre 2009, dont celui portant sur Veolia Environnement SA. A ce jour, aucun des contrôles clos n'a conduit à une dette envers l'administration fiscale d'un montant significativement supérieur à celui qui avait été estimé dans le cadre de la revue des risques fiscaux et de la constitution des provisions conformément à la norme IAS37. Certains montants sont encore en négociation avec l'Administration Fiscale

En dehors de France, le Groupe étant présent dans de nombreux pays, il est sujet en permanence à des contrôles fiscaux. Parmi les pays où sa présence est significative, des contrôles fiscaux étaient en cours au 31 décembre 2008 en Allemagne et au Maroc et ont été achevés au premier semestre 2009. Les dettes relatives à ces contrôles fiscaux avaient été anticipées et provisionnées conformément aux critères de l'IAS 37.

Des contrôles fiscaux sont toujours en cours, notamment en Italie et en Corée. Au cours du premier semestre de l'année 2009 les discussions ont continué avec les administrations fiscales de ces pays. Le cas échéant, les redressements, ou les positions fiscales incertaines identifiées mais ne faisant pas encore l'objet d'un redressement, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de la norme IAS37.

Aux Etats-Unis, le Groupe a entamé avec l'administration fiscale américaine une procédure d'accord préalable dite de « pre-filing agreement » ayant spécifiquement pour objet de valider le montant de ses déficits au 31 décembre 2006 dans le cadre de la restructuration des activités de l'Eau (« Worthless Stock Deduction »). Cette restructuration a eu pour effet de constater en déficits ordinaires les pertes issues des opérations et cessions des anciennes activités d'US Filter à raison des années 1999 à 2004, pour un montant qui pourrait dépasser quatre milliards de dollars. Aucun événement majeur n'a eu lieu au cours du premier semestre 2009 qui puisse remettre en cause la position prise par le groupe en 2008.

Note 27. Engagements hors bilan

Engagements spécifiques donnés

Accords avec EDF

Veolia Environnement a accordé à EDF une option d'achat sur la totalité de ses titres Dalkia dans l'hypothèse où un concurrent d'EDF viendrait à prendre le contrôle de Veolia Environnement.

De même, EDF a accordé à Veolia Environnement une option d'achat sur la totalité de ses titres Dalkia dans l'hypothèse où le statut d'EDF serait modifié et où un concurrent de Veolia Environnement, agissant seul ou de concert, viendrait à prendre le contrôle d'EDF. A défaut d'accord sur le prix de cession des titres, celui-ci serait fixé à dire d'expert.

Autres engagements donnés

Les autres engagements donnés ne comprennent pas les sûretés réelles données en garantie d'emprunts (voire note 28) ni les engagements spécifiques mentionnés ci-dessus.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2008	Au 30 juin 2009	Echéance		
			A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Garanties opérationnelles y compris performance bonds	6 624,9	6 585,2	2 215,8	2 317,8	2 051,6
Garanties financières	667,5	601,7	246,7	97,0	258,0
Garantie d'une dette	303,0	248,8	93,9	44,2	110,7
Garantie de passif	364,5	352,9	152,8	52,8	147,3
Engagements donnés	507,8	434,4	274,2	107,9	52,3
Obligation d'achat	476,5	421,6	269,2	100,7	51,7
Obligation de vente	31,3	12,8	5,0	7,2	0,6
Autres engagements donnés	912,7	824,6	489,3	159,5	175,8
Lettres de crédit	706,7	637,1	420,5	100,5	116,1
Autres engagements donnés	206,0	187,5	68,8	59,0	59,7
Total engagements donnés	8 712,9	8 445,9	3 226,0	2 682,2	2 537,7

Les autres engagements donnés se répartissent par secteur comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Eau	5 762,9	5 891,8
Propreté	837,3	901,7
Energie	503,6	538,1
Transport	418,7	415,8
Proactiva	43,1	50,6
Holding	879,6	891,3
Autres	0,7	23,6
Total	8 445,9	8 712,9

La baisse des engagements donnés dans le secteur Eau est principalement liée à la dépréciation du dollar américain contre l'Euro.

Engagements reçus

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Garanties reçues	1 546,1	2 082,0
Garantie de dette	278,0	351,6
Garantie de passif	128,2	294,8
Autres garanties	1 139,9	1 435,6

Ces engagements sont notamment liés aux engagements reçus de nos partenaires dans le cadre des contrats de construction. La variation sur le premier semestre s'explique principalement par l'arrivée à échéance d'une garantie de passif obtenue lors d'une acquisition dans la Propreté, par des mains-levées partielles dans l'activité Construction de Veolia Solutions Eau et Technologies et par l'annulation de la garantie reçue du Trésor Britannique sur une ligne de crédit remboursée en début d'année.

Par ailleurs, le groupe dispose, au 30 juin 2009, de lignes de crédit et crédits syndiqués non tirés moyen et court terme pour un montant total de 4,7 milliards d'euros contre 3,8 milliards d'euros à fin décembre 2008, constitués de :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Lignes de crédit et crédits syndiqués non tirés moyen et court terme	4 680,3	3 815,3
Crédit syndiqué MT non tirés	3 705,3	2 890,3
Lignes de crédit MT non tirées (de 1 à 5 ans)	875,0	575,0
Lignes de crédit CT non tirées (< 1 an)	100,0	350,0

Les lignes de crédit non tirées au 30 juin 2009 sont les suivantes :

Banques	Echéance	Montant (en millions d'euros)
ABN Amro / RBS	20 décembre 2010	125
	29 décembre 2010	100
BNP Paribas	2 mars 2012	150
Calyon	4 mars 2010	100
CIC et Banque Fédérative du Crédit Mutuel	15 novembre 2010	100
NATIXIS	31 mars 2012	150
Société Générale	23 décembre 2010	150
HSBC	30 juin 2011	100
TOTAL		975

La ligne BNP Paribas de 150 millions d'euros à échéance au 3 mars 2009 a été renouvelée pour le même montant avec une nouvelle maturité au 2 mars 2012.

La ligne Natixis de 200 millions d'euros à échéance au 9 février 2009 n'a été renouvelée qu'à hauteur de 150 millions d'euros à échéance 31 mars 2012.

Une nouvelle ligne de 100 millions d'euros a été négociée avec HSBC à échéance 30 juin 2011

Note 28. Sûretés réelles données en garantie de dettes financières

Au 30 juin 2009, le Groupe a consenti 780 millions d'euros de sûretés réelles en garantie de dettes financières contre 924 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Note 29. Opérations avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2009, les parties liées n'ont pas connu de modification significative par rapport au 31 décembre 2008.

Note 30. Situation des droits d'émission de gaz à effet de serre

Le protocole de Kyoto, finalisé en 1997, est entré en vigueur en février 2005 avec effet sur la période 2008-2012. Au niveau européen, l'Union a décidé d'instaurer, par la Directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003, un système d'échange de droits d'émission de gaz carbonique. Le dispositif est effectif depuis le début de l'année 2005. La première phase s'est achevée fin 2007. La deuxième phase, en liaison avec le protocole de Kyoto, porte sur les années 2008 à 2012.

L'impact de ces dispositions réglementaires concerne principalement, au sein du Groupe, le secteur Energie du Groupe Veolia.

La gestion optimisée des installations peut amener le Groupe à valoriser ses excédents ou, à contrario, dans des situations déficitaires de quotas, à contracter des opérations de couverture de ses besoins.

Au 30 Juin 2009, le Groupe n'anticipe aucun déficit au niveau consolidé.

Note 31. Informations par secteur opérationnel

Depuis le 1er Janvier 2009, le Groupe identifie et présente une information sectorielle en application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Les données financières par secteur opérationnel suivent les mêmes règles que celles utilisées pour les Etats financiers consolidés résumés et décrites dans la partie Principes et Méthodes comptables des notes aux Etats financiers.

Cette information est issue de l'organisation interne des activités du groupe et correspond aux quatre Métiers du groupe (qui étaient retenus pour la segmentation primaire de l'ancienne norme sectorielle – IAS 14) à savoir l'Eau, la Propreté, l'Energie et le Transport.

L'Eau rassemble principalement les activités d'eau potable et d'eaux usées telles que la distribution de l'eau, l'assainissement, les process industriels, la fabrication d'installations et de systèmes de traitement de l'eau.

La **Propreté** consiste principalement en la collecte, le traitement et l'élimination des déchets ménagers, commerciaux et industriels.

L'Energie comprend la production et la distribution de chaleur, l'optimisation énergétique ainsi que les services assimilés et la production d'électricité.

Le **Transport** a pour principale activité d'exploiter des services de transport de passagers.

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des entités Clemessy et Crystal, dans le secteur Energie, cédées en décembre 2008 et
- des entités de l'activité d'incinération aux Etats-Unis dans la Propreté (Montenay International) et Fret dans le Transport, en cours de cession au 30 juin 2009,

ont été regroupés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » au premier semestre 2008 présenté en comparatif.

Informations par secteur opérationnel

Produit des activités ordinaires par secteur opérationnel (en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Eau	6 234,8	5 987,7	12 557,9
Propreté	4 502,4	5 014,9	9 972,5
Energie	3 717,0	3 676,2	7 449,4
Transport	2 972,7	2 886,9	5 866,5
Produit des activités ordinaires au compte de résultat consolidé	17 426,9	17 565,7	35 846,3

Résultat opérationnel par secteur opérationnel (en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Eau	596,4	599,0	1 198,5
Propreté	134,3	396,9	265,2
Energie	248,4	286,6	429,7
Transport	77,7	63,0	148,1
Total de la répartition par secteur opérationnel	1 056,8	1 345,5	2 041,5
Résultat opérationnel non réparti	-56,0	-53,3	-107,8
Résultat opérationnel au compte de résultat consolidé	1 000,8	1 292,2	1 933,7

Investissements industriels par secteur opérationnel (en millions d'euros)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2008
Eau	347	479	945
Propreté	352	464	974
Energie	171	183	541
Transport	269	196	342
Investissements industriels non alloués	35	28	91
Investissements industriels ⁽¹⁾	1 174	1 350	2 893

⁽¹⁾ Les investissements industriels présentés en information sectorielle, comprennent les investissements financés par location financement, ceux ci sont exclus des investissements industriels présentés au tableau de flux de trésorerie, en application de la norme IAS 7 « Tableaux des flux de trésorerie ».

Actifs par secteur opérationnel au 30 juin 2009 (en millions d'euros)	Eau	Propreté	Energie	Transport	Montants non alloués	Total actifs au bilan consolidé
Ecarts d'acquisition nets	2 299,8	2 754,8	1 151,9	537,0	62,1	6 805,6
Actifs corporels et incorporels nets	6 042,7	4 336,1	2 392,6	1 717,2	274,7	14 763,3
Actifs financiers opérationnels	4 061,1	772,2	656,3	106,4	70,4	5 666,4
BFR actif y compris IDA	6 443,2	2 985,7	3 300,2	1 426,5	726,8	14 882,4
Total des actifs sectoriels	18 846,8	10 848,8	7 501,0	3 787,1	1 134,0	42 117,7
Participations dans des entreprises associées	146,5	62,5	47,9	59,8	3,2	319,9
Autres actifs non alloués					7 259,2	7 259,2
Total des actifs	18 993,3	10 911,3	7 548,9	3 846,9	8 396,4	49 696,8

Actifs par secteur opérationnel au 30 juin 2008 (en millions d'euros)	Eau	Propreté	Energie	Transport	Montants non alloués	Total actifs au bilan consolidé
Ecarts d'acquisition nets	2 301,1	3 118,7	1 180,5	580,8	9,8	7 190,9
Actifs corporels et incorporels nets	5 651,0	4 264,8	2 294,2	1 770,7	149,3	14 130,0
Actifs financiers opérationnels	3 959,5	862,5	680,7	110,9	22,7	5 636,3
BFR actif y compris IDA	5 992,3	3 607,4	3 639,3	1 544,6	620,3	15 403,9
Total des actifs sectoriels	17 903,9	11 853,4	7 794,7	4 007,0	802,1	42 361,1
Participations dans des entreprises associées	133,3	86,2	26,0	54,6	4,4	304,5
Autres actifs non alloués					4 460,4	4 460,4
Total des actifs	18 037,2	11 939,6	7 820,7	4 061,6	5 266,9	47 126,0

Actifs par secteur opérationnel au 31 décembre 2008 (en millions d'euros)	Eau	Propreté	Energie	Transport	Montants non alloués	Total actifs au bilan consolidé
Ecarts d'acquisition nets	2 247,7	2 736,6	1 131,1	551,4	56,5	6 723,3
Actifs corporels et incorporels nets	5 887,6	4 388,0	2 374,7	1 724,8	224,9	14 600,0
Actifs financiers opérationnels	4 083,2	836,9	679,5	105,5	46,1	5 751,2
BFR actif y compris IDA	6 496,8	3 116,4	3 883,3	1 396,7	801,5	15 694,7
Total des actifs sectoriels	18 715,3	11 077,9	8 068,6	3 778,4	1 129,0	42 769,2
Participations dans des entreprises associées	140,7	81,3	27,7	58,2	3,7	311,6
Autres actifs non alloués					6 045,3	6 045,3
Total des actifs	18 856,0	11 159,2	8 096,3	3 836,6	7 178,0	49 126,1

Passifs par secteur opérationnel au 30 juin 2009 (en millions d'euros)	Eau	Propreté	Energie	Transport	Montants non alloués	Total passifs au bilan consolidé
Provisions pour risques et charges	986,0	931,4	479,1	404,6	167,0	2 968,1
BFR passif y compris IDP	7 435,8	2 694,3	2 391,9	1 709,1	271,0	14 502,1
Total des passifs sectoriels	8 421,8	3 625,7	2 871,0	2 113,7	438,0	17 470,2
Autres passifs non alloués					32 226,6	32 226,6
Total des passifs	8 421,8	3 625,7	2 871,0	2 113,7	32 664,6	49 696,8

Passifs par secteur opérationnel au 30 juin 2008 (en millions d'euros)	Eau	Propreté	Energie	Transport	Montants non alloués	Total passifs au bilan consolidé
Provisions pour risques et charges	998,7	917,0	499,9	436,2	164,1	3 015,9
BFR passif y compris IDP	7 083,0	3 157,7	2 782,7	1 756,8	208,6	14 988,8
Autres passifs sectoriels	-	-	-	-	-	-
Total des passifs sectoriels	8 081,7	4 074,7	3 282,6	2 193,0	372,7	18 004,7
Autres passifs non alloués					29 121,3	29 121,3
Total des passifs	8 081,7	4 074,7	3 282,6	2 193,0	29 494,0	47 126,0

Passifs par secteur opérationnel au 31 décembre 2008 (en millions d'euros)	Eau	Propreté	Energie	Transport	Montants non alloués	Total passifs au bilan consolidé
Provisions pour risques et charges	1 011,1	871,9	468,1	422,4	159,8	2 933,3
BFR passif y compris IDP	7 599,6	3 056,5	2 956,8	1 598,3	316,5	15 527,8
Autres passifs sectoriels						
Total des passifs sectoriels	8 610,7	3 928,4	3 424,9	2 020,7	476,4	18 461,1
Autres passifs non alloués					30 665,0	30 665,0
Total des passifs	8 610,7	3 928,4	3 424,9	2 020,7	31 141,4	49 126,1

Note 32. Evènements post-clôture

Le Groupe a annoncé l'entrée en discussions exclusives de sa filiale Veolia Transport avec les Groupes SNCF et Eurotunnel qui ont présenté une offre ferme en vue de la reprise éventuelle de la société Veolia Cargo (en France et à l'étranger). Si cette offre est retenue par le Groupe et après consultation des instances représentatives du personnel et approbation des autorités réglementaires compétentes, cette cession pourrait être réalisée avant la fin de l'année 2009. Cette cession entraînerait une réduction de la dette du Groupe de 95 millions d'euros

Note 33. Liste des principales sociétés intégrées dans les états financiers consolidés

Au 30 Juin 2009, le Groupe Veolia Environnement a consolidé dans ses comptes 2 666 sociétés.

La liste des principales filiales n'a pas connu de modifications significatives par rapport au 31 décembre 2008 à l'exception de :

- l'acquisition de Digismart (Estonie) dans le secteur Energie détenue à hauteur de 100 % par Dalkia International consolidé en intégration proportionnelle au niveau du Groupe.
- la consolidation par intégration globale d'Eolfi et ses filiales compte tenu d'une augmentation de capital souscrite par le Groupe en avril 2009.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex
France
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
France
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Veolia Environnement, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 5 août 2009.

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jay Nirsimloo

Baudouin Griton

Pierre Hurstel

Nicolas Pfeuty

20.6.2. Information financière trimestrielle au 30 septembre 2009 ²

20.6.2.1. Marche des Affaires

Contexte

L'année 2009, comme la deuxième partie de l'exercice 2008 est marquée par la crise financière et ses répercussions sur l'activité économique et notamment par :

- de fortes variations des parités monétaires qui modifient les contributions des activités hors zone euro en particulier en Europe de l'Est ;
- la volatilité des prix des énergies et la baisse des droits d'émissions de CO₂ ;
- la baisse puis la stabilisation des prix des matières premières recyclées ;
- le ralentissement de l'activité qui affecte les volumes dans les métiers de la Propreté notamment, mais aussi les prises de commande de travaux dans les secteurs de l'Eau et de l'Energie ;
- la situation financière difficile des acteurs économiques industriels et dans une moindre mesure des acteurs publics qui pèse sur la réalisation de certains projets de croissance et sur la solvabilité de certains clients.

Cette conjoncture économique dégradée affecte particulièrement les activités Propreté et les activités travaux et ventes de solutions aux industriels.

Au total, le produit des activités ordinaires au 30 septembre 2009 est en baisse de (2,8) % (- 2,6 % à change et périmètre constants) ; la capacité d'autofinancement opérationnelle est en baisse de (5,5) % à change constant du fait principalement du secteur Propreté (- 17,3 % à change constant par rapport au 30 septembre 2008) en dépit du plan spécifique d'adaptation des coûts aujourd'hui pleinement mis en œuvre.

Réuni le 21 octobre sous la présidence de Monsieur Henri Proglio, Président-Directeur Général, le Conseil d'Administration de Veolia Environnement a exprimé à l'unanimité, dans l'hypothèse où Monsieur Henri Proglio serait nommé Président-Directeur Général d'EDF, sa préférence pour le maintien du statut actuel de société anonyme à conseil d'administration avec mise en place d'une dissociation des fonctions de Président du Conseil de celles de Directeur Général.

Le Conseil a exprimé dans cette hypothèse, son souhait de confier à Monsieur Henri Proglio la fonction non exécutive de Président du Conseil et à Monsieur Antoine Frérot, actuel Directeur général de Veolia Eau, celle de Directeur Général de la Société.

Le Conseil a en outre recommandé la création d'un poste de Vice-président du Conseil d'Administration qui serait confié à Monsieur Louis Schweitzer, administrateur indépendant. Le Vice-président aurait pour mission de s'assurer, sur le modèle britannique du « Senior Independent Director », du bon fonctionnement des organes de gouvernance.

Faits marquants

- Le 21 janvier 2009, Veolia Transport et RATP Développement ont créé une société commune, détenue à parité entre les deux groupes, destinée à accroître leur potentiel de développement en Asie avec pour cibles prioritaires la Chine, la Corée du Sud et l'Inde. Cette société commune, créée pour une durée initiale de 20 ans, devrait générer environ 100 millions d'euros de chiffre d'affaires par an en année pleine, avec pour objectif une activité de l'ordre de 500 millions d'euros en 2013.
- Le 26 mars 2009, le consortium composé de Veolia Transport et de partenaires marocains remporte la gestion du service de transport collectif de l'agglomération du Grand Rabat représentant au total 14 communes. Ce contrat prendra effet à partir d'août 2009 pour une durée de 15 ans.
- Veolia Eau a annoncé le 21 avril 2009 que la société publique Canal Isabel II, en charge du cycle de l'eau dans la région de Madrid, a confié la gestion de la plus importante station de traitement d'eaux usées en débit journalier d'Espagne à un groupement d'entreprises mené par Veolia Eau. Le contrat, d'une durée de 4 ans prorogable 2 ans, porte sur l'exploitation et la maintenance de la principale usine d'épuration de Madrid. Il représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 16 millions d'euros environ pour Veolia Eau.
- Le 19 mai 2009, Veolia Propreté a annoncé avoir remporté, via sa filiale Veolia Environmental Services (UK), un contrat de gestion et de recyclage des déchets d'une durée de vingt ans dont le démarrage est prévu en juin 2009 à l'issue de l'appel d'offre lancé par le Merseyside Waste Disposal Authority (MWDA). La MWDA est un organisme public qui représente les 5 conseils de district de la région de Merseyside, situés au nord ouest de la Grande

² Information non auditée établie et publiée en application de l'article L.451-1-2, IV du Code monétaire et financier (Directive européenne Transparence).

Bretagne et comprenant la ville de Liverpool. Le contrat inclut le développement d'un nouveau centre haute performance de tri des matériaux à Gilmoor, Liverpool, d'une capacité annuelle jusqu'à 100 000 tonnes, et un programme de rénovation des infrastructures existantes comme l'amélioration de l'efficacité et du rendement du centre de tri de Bidston ainsi que la rénovation et la gestion d'un réseau de 16 déchèteries. Il représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 640 millions de livres sterling environ (710 millions d'euros).

- Veolia Eau a annoncé le 28 mai 2009 la signature avec l'Autorité en charge des travaux publics de la ville de Doha, capitale du Qatar, d'un contrat portant sur l'exploitation et la maintenance de deux usines de traitement d'eaux usées pouvant traiter 112 000 m³ et 12 000 m³ d'effluents par jour respectivement. Une fois recyclées, ces eaux usées seront intégralement réutilisées pour l'irrigation et l'agriculture. Conclu pour une durée de 7 ans (avec une option complémentaire de 3 ans), ce contrat représente un chiffre d'affaires total cumulé estimé à 44 millions d'euros environ.

- Veolia Eau a annoncé le 23 juin 2009 avoir été mandaté par la Communauté d'Agglomération de Chartres pour la construction et l'exploitation de sa nouvelle station de traitement des eaux usées. Lors de sa mise en service (34 mois après l'ordre de service de lancement des études), la station aura une capacité de traitement de 164 000 équivalents habitants, qui pourra être étendue à 200 000 équivalents habitants d'ici la fin du contrat. La partie conception et construction de ce projet sera confiée par Veolia Eau à un groupement d'entreprises associant OTV/Veolia Eau Solutions & Technologies (filiale de Veolia Eau), mandataire du groupement, et la société Ternois. Ce contrat représente un chiffre d'affaires cumulé estimé à 156 millions d'euros, dont 54 millions d'euros au titre de l'activité « construction » et 102 millions d'euros au titre du contrat de concession d'une durée de 20 ans.

- En juillet 2009, Veolia Transport a été informé du non renouvellement du contrat de Melbourne (réseau de trains).

- Le Groupe a annoncé, le 7 juillet 2009, la signature par Veolia Transport d'un contrat d'une durée de 10 ans (durée initiale de 5 ans avec renouvellement de 5 ans en fonction de la réalisation d'objectifs de performance) avec la New Orleans Regional Transit Authority (RTA), l'Autorité Régionale des Transports de la Nouvelle Orléans. Veolia Transportation, filiale de Veolia Transport aux Etats-Unis, sera désormais chargée, en gestion déléguée, de l'ensemble des transports publics de la Nouvelle Orléans : exploitation, sécurité, entretien, relation clientèle, itinéraires et horaires, planification des actifs et administration des subventions. Ce contrat, plus étendu que le précédent, représentera un chiffre d'affaires annuel estimé à 56,3 millions de dollars pour Veolia Transportation qui prendra à sa charge l'ensemble des salaires, des prestations et des dépenses d'exploitation.

- Veolia Transportation, filiale américaine de Veolia Transport, a remporté, le 17 juillet dernier, le contrat de gestion et de maintenance pour l'extension de la ligne actuelle de tramway à Houston, Texas. Organisé par la Metropolitan Transit Authority of Harris County (METRO), le contrat prendra la forme d'une joint venture pour créer l'entreprise Houston Operation and Maintenance (HOM) qui sera détenue par Veolia Transportation et par Parsons. Ce contrat, sans investissement de la part de Veolia Transportation, porte sur une durée totale d'exploitation de 35 ans et fera l'objet de négociations tarifaires quinquennales. Il pourrait représenter un chiffre d'affaires total avoisinant les 1,5 milliards de dollars.

- Veolia Eau a annoncé le 15 septembre 2009, que la compagnie pétrolière brésilienne Petrobras avait attribué à sa filiale Veolia Eau Solutions & Technologies, dans le cadre d'une joint venture à 50-50 avec la société brésilienne du traitement d'eau Enfil, un contrat de conception et de construction d'une usine de traitement et de recyclage de l'eau située au sein de la raffinerie d'Abreu e Lima, à Ipojuca, dans l'Etat du Pernambuco, au Brésil. Le montant total du contrat, pour la part de Veolia Eau, est estimé à 119 millions d'euros.

- Veolia Transport a annoncé le 24 septembre 2009 avoir remporté le contrat de gestion des bus de la région du Västra Götaland, région située à l'ouest de Göteborg. Ce contrat, d'une durée de huit ans, débutera au mois de juin 2010 et représente un chiffre d'affaires estimé à 30 millions d'euros par an.

Acquisitions et cessions significatives

Aucune acquisition significative n'est intervenue au 30 septembre 2009.

Dans le cadre de son programme de cessions, le Groupe a réalisé les cessions suivantes au 30 septembre 2009 :

- Le 24 juin 2009, Veolia Propreté a annoncé l'entrée en discussions exclusives avec le groupe TFN en vue d'une cession éventuelle de l'activité Veolia Propreté Nettoyage et Multiservices (« VPNM »). La cession est intervenue le 26 août 2009 pour un prix de 111,5 millions d'euros en valeur d'entreprise.
- Le 6 juillet 2009, Veolia Propreté a annoncé la signature d'un accord relatif à la vente de l'activité incinération aux Etats-Unis (Montenay International), l'objectif étant de réaliser cette opération avant la fin de l'année après obtention des approbations nécessaires des autorités réglementaires compétentes et satisfaction des conditions usuelles de réalisation ; la cession partielle des activités prévues dans l'accord est intervenue en août 2009 pour un prix de 202,3 millions d'euros en valeur d'entreprise.
- Dalkia a annoncé le 12 août 2009 avoir conclu un accord pour la vente de ses activités de « Facilities Management » au Royaume-Uni pour un montant total de 130 millions de livres (à 100 %) dont 10 millions seront payés sous réserve de la réalisation de certains objectifs financiers durant l'exercice 2009. En quote part groupe, la cession s'élève à 90,3 millions d'euros au 30 septembre 2009.

Au total les cessions industrielles et financières s'élèvent à 659 millions d'euros au 30 septembre 2009.

Les cessions en cours au 30 septembre 2009 sont les suivantes :

- Le Groupe devrait finaliser la cession complète des activités d'incinération aux Etats-Unis ;
- Les accords relatifs à la cession du Frêt (Veolia Cargo en France et à l'étranger) ont été signés avec les Groupes SNCF et Eurotunnel le 28 août 2009 sous conditions suspensives pour une valeur de 95 millions d'euros (en valeur d'entreprise) avec une clause d'ajustement sur le niveau de la dette.
- Le Groupe a signé la cession d'une participation minoritaire dans la CMN pour un montant de 45 millions d'euros. Elle pourrait être finalisée avant la fin de l'année 2009.
- Le 9 novembre 2009, le Groupe a annoncé la signature d'un accord de partenariat entre Dalkia et CEZ, premier producteur d'électricité en République Tchèque en vue d'une coopération industrielle, pouvant conduire à des échanges d'actifs. Dans une première étape, CEZ acquiert 15 % de Dalkia République Tchèque pour un montant de 140 millions d'euros sous réserve de l'obtention des autorisations en matière de concurrence.

Le Groupe poursuit son développement stratégique et ses discussions avec la Caisse des Dépôts en vue de la réalisation du rapprochement de ses activités Transport avec Transdev conformément au projet annoncé début août 2009.

20.6.2. Informations financières au 30 septembre 2009 (3)

VEOLIA ENVIRONNEMENT

Au 30 septembre 2009 (en M€)	Au 30 septembre 2008 retraité (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
25 356,7	26 074,4	- 2,8%	- 2,6%	+0,9%	-1,1%

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, en baisse de -2,8% (-1,7% à change constant), s'établit à 25 356,7 millions d'euros contre 26 074,4 millions d'euros au 30 septembre 2008.

Au troisième trimestre, le niveau d'activité dans la division Propreté se stabilise par rapport au deuxième trimestre 2009. Dans l'activité Eau, le troisième trimestre 2009 est marqué par un recul de 12% de Veolia Eau Solutions et Technologies par rapport au troisième trimestre 2008. Ce dernier intégrait la contribution de grands contrats de construction à l'international, aujourd'hui achevés. Dans l'Energie, le ralentissement de l'activité provient de l'effet prix négatif et de la baisse de l'activité travaux, notamment en Europe du Sud.

La croissance externe s'établit à 0,9% (+223,0 millions d'euros) et provient de l'impact des acquisitions réalisées principalement en 2008, en dépit des cessions intervenues en 2009. L'effet de périmètre se compose de 62,1 millions d'euros dans la Division Eau, 72,2 millions d'euros dans la Division Propreté, 13,2 millions d'euros dans la Division Energie et 75,5 millions d'euros dans la Division Transport.

La part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger atteint 15 317,8 millions d'euros, soit 60,4% du total contre 59,9% au 30 septembre 2008.

L'effet de change de -274,1 millions d'euros reflète pour une grande partie la dépréciation par rapport à l'euro, de la livre sterling pour -223,6 millions d'euros, des devises d'Europe Centrale (République Tchèque et Pologne) pour -142,5 millions d'euros et des devises d'Europe du Nord (Suède et Norvège) pour -103,8 millions d'euros partiellement compensée par l'appréciation du dollar américain (+236,0 millions d'euros).

Performances

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 2 817,2 millions d'euros au 30 septembre 2009 contre 3 045,5 millions d'euros au 30 septembre 2008 soit une baisse de -7,5% à change courant et de -5,5% à change constant. Cette diminution provient principalement des moindres performances de la Propreté par rapport au 30 septembre 2008 dans l'ensemble des implantations géographiques du fait du contexte économique, générant notamment une baisse des volumes auprès des clients industriels. Les effets du plan Efficacité 2010 compensent la baisse relative des activités de travaux dans l'Eau et l'Energie ainsi que la légère baisse des volumes d'eau distribués en Europe.

³ En application d'IFRS5, les comptes des neuf premiers mois de 2008 ont été ajustés, afin d'assurer la comparabilité des périodes du reclassement en activités non poursuivies des activités du fret dans la Division Transport et de l'activité d'incinération aux Etats-Unis dans la division Propreté.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à 1 514,2 millions d'euros contre 1 759,2 millions d'euros au 30 septembre 2008. Le résultat opérationnel récurrent consolidé, ressort à 1 414,8 millions d'euros contre 1 752,8 millions d'euros au 30 septembre 2008 soit une diminution de -19,3% (-16,4% à change constant). Cette évolution reflète la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, la dépréciation d'actifs financiers opérationnels pour 35 millions d'euros en Italie dans le secteur Propreté et un impact négatif lié à la baisse des taux d'actualisation concernant les provisions pour remise en état de sites (comptabilisés au 30 juin).

Les plus-values réalisées au titre des cessions de VPNM et des actifs d'incinération aux Etats-Unis dans le domaine de la Propreté ne figurent pas dans le résultat opérationnel récurrent.

Dans la continuité du premier semestre, le troisième trimestre 2009 est marqué par la réduction des investissements financiers, la sélectivité des investissements industriels de croissance et la maîtrise des investissements de maintenance.

Au 30 septembre 2009, l'indicateur de capacité d'autofinancement opérationnelle diminuée des investissements nets (4) est multiplié par 3 et s'élève à 1 559 millions d'euros, contre 526 millions d'euros au 30 septembre 2008.

Le cash flow libre après paiement du dividende s'élève à 517 millions d'euros.

En conséquence, l'endettement financier net (5) s'établit à 15,9 milliards d'euros au 30 septembre 2009 contre 16,8 milliards d'euros au 30 juin 2009 et 16,5 milliards d'euros au 31 décembre 2008, sous l'effet d'un programme d'investissements bruts de 2,3 milliards d'euros, de l'amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement et du programme de cessions comptabilisées au 30 septembre pour un montant de 0,7 milliard d'euros. La solidité financière du Groupe est caractérisée par une forte position de liquidité, l'absence de remboursement obligataire significatif avant 2012, et une maturité moyenne de la dette supérieure à 9 ans.

Les performances opérationnelles et financières du Groupe au 30 septembre 2009 sont cohérentes avec les objectifs retenus pour l'année 2009 : générer un cash flow libre (6) positif après versement du dividende et dégager une capacité d'autofinancement opérationnelle après déduction des investissements nets de l'ordre de 2 milliards d'euros à change constant.

Analyse par division

Eau

Au 30 septembre 2009 (en M€)	Au 30 septembre 2008 (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
9 285,0	9 127,1	+ 1,7%	+ 0,9%	+ 0,7%	+ 0,1%

- En France, l'évolution de l'activité hors effets de périmètre est stable (-0,3%) en raison d'une légère baisse des volumes mis en production de -0,6% par rapport à 2008 et d'une diminution de l'activité travaux.

- A l'international, hors Veolia Eau Solutions & Technologies, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,4% (+0,6% à change et périmètre constants). Le ralentissement de la croissance reflète essentiellement la fin de la période de construction de plusieurs contrats de BOT (Build Operate & Transfer) et de DBO (Design Build & Operate). En Europe, la croissance de 1,0% à change et périmètre constants tient compte d'une activité soutenue en Allemagne compensant la fin des travaux de construction sur un contrat de BOT au Royaume-Uni et une légère baisse des volumes. L'activité en Asie-Pacifique est en progression de 8,8% (0,4% à change et périmètre constants). L'augmentation de 27,4% du chiffre d'affaires en Asie (13,3% à change et périmètre constants), liée essentiellement aux travaux et extensions de périmètres dans certaines agglomérations en Chine, relaie l'achèvement de la construction de l'usine de Gold Coast (dessalement en Australie).

- Veolia Eau Solutions & Technologies réalise un chiffre d'affaires de 1 789,5 millions d'euros en hausse de 4,2% à périmètre et change constants. La progression de l'activité est affectée par la fin de certains grands contrats à l'international et par l'impact du ralentissement de l'activité économique notamment sur les marchés industriels.

(4) Capacité d'autofinancement opérationnelle – Investissements nets = Capacité d'autofinancement opérationnelle y compris capacité d'autofinancement des activités non poursuivies – (Investissements bruts - (cessions plus remboursements des actifs financiers opérationnels plus augmentation de capital souscrite par les minoritaires))

(5) Dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette.

(6) Le cash flow libre correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions (y compris la variation des créances et autres actifs financiers), (iv) intérêts financiers nets versés et (v) impôts versés.

Au 30 septembre 2009, la capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel progressent légèrement à change constant ; la variation est marquée par les effets positifs du plan Efficacité 2010, les hausses des tarifs dans certaines zones et par la baisse des coûts de développement en Asie ; a contrario la baisse des volumes principalement en Europe (y compris en France), la moindre contribution des activités travaux notamment chez Veolia Eau Solutions & Technologies ont un effet sur la capacité d'autofinancement opérationnelle.

Propreté

Au 30 septembre 2009 (en M€)	Au 30 septembre 2008 (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
6 776,0	7 605,3	-10,9%	-10,4%	+ 0,9%	-1,4%

- La crise économique continue d'affecter les volumes de déchets solides et dangereux collectés et traités auprès des clients industriels mais aussi, dans une moindre mesure, des clients municipaux. Cette baisse en volume est toutefois marginalement atténuée par un effet prix positif dans certaines zones géographiques. Le chiffre d'affaires des activités de recyclage reste en fort recul, les prix des matières recyclées étant inférieurs sur les 9 premiers mois de l'année à ceux de 2008 même si une remontée des prix relative est perceptible sur les derniers mois.

- La baisse du Produit des Activités Ordinaires au troisième trimestre 2009 se stabilise par rapport à l'évolution constatée au cours du deuxième trimestre 2009.

- En France, le chiffre d'affaires est en recul de -12,3% à périmètre constant du fait de la baisse des volumes liée au ralentissement économique et de la baisse des prix des matières recyclées.

- A l'international, la croissance interne affiche un repli de -9,8%. La plupart des zones géographiques est touchée par le contexte économique. En Allemagne, la baisse du chiffre d'affaires de -18,1% (à périmètre et change constants) est liée à la baisse des volumes et des prix dans l'activité papier et à la baisse des volumes de déchets industriels, et au ralentissement de certaines activités comme le nettoyage industriel. Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni (-4,2% à périmètre et change constants) est affecté par la baisse des déchets industriels et des volumes mis en décharge, la contribution positive des contrats intégrés ne permettant pas de compenser complètement cette variation. En Amérique du Nord (-10,5% à périmètre et change constants) la baisse des volumes traités affecte l'ensemble des activités. L'Asie-Pacifique (-11,4% à périmètre et change constants), subit notamment la baisse des services et des déchets industriels.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 320 millions d'euros au troisième trimestre 2009 par rapport au deuxième trimestre 2009 et progresse de 10%, grâce principalement aux mesures de réduction de coûts. Sur les 9 premiers mois, elle s'établit à 859,7 millions d'euros (-17,3% à change constant contre -22,4% au premier semestre). Le taux de marge de capacité d'autofinancement opérationnelle s'améliore sensiblement au troisième trimestre à 14,1% contre 13,5% au troisième trimestre 2008.

Le résultat opérationnel à fin septembre est en diminution par rapport au 30 septembre 2008 en raison principalement du ralentissement économique mondial qui touche toutes les zones géographiques.

Energie

Au 30 septembre 2009 (en M€)	Au 30 septembre 2008 (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
4 841,0	4 962,0	- 2,4%	- 0,3%	+0,3%	-2,4%

- La variation du chiffre d'affaires s'établit à -0,3% à périmètre et change constants ; le ralentissement des activités de travaux ou de services auprès des industriels n'a pu être que partiellement compensé par la progression du prix des énergies (+39,1 millions d'euros au 30 septembre contre 98,5 millions d'euros au 31 mars et 57,2 millions d'euros au 30 juin) et un climat légèrement plus favorable qu'en 2008 en France essentiellement (+38,6 millions d'euros). L'effet de change négatif de 120 millions d'euros provient essentiellement des monnaies d'Europe Centrale.

- En France, le chiffre d'affaires baisse de -1,0% (à périmètre constant) en raison d'une stabilité du prix des énergies au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre et de la baisse des travaux notamment auprès des clients industriels malgré un environnement climatique légèrement plus favorable qu'en 2008.

- A l'international, la croissance totale de l'activité s'élève à 0,3% à périmètre et change constants en raison de la hausse du prix des énergies notamment en Europe Centrale et dans les Pays Baltes. Les activités de travaux et des services aux industriels sont en baisse en Europe.

La légère baisse de la capacité d'autofinancement opérationnelle à taux de change constant et du résultat opérationnel est liée principalement à la baisse de l'activité et à une contribution moindre des cessions de quotas CO2 malgré l'effet positif du plan Efficacité 2010.

Transport

Au 30 septembre 2009 (en M€)	Au 30 septembre 2008 (en M€)	Variation 2009/2008	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
4 454,7	4 380,0	+ 1,7%	+1,3%	+1,7%	-1,3%

- Le chiffre d'affaires voyageurs en France est en hausse de 1,8% à périmètre constant. Les effets d'actualisation des tarifs et les gains de nouveaux contrats (Epernay, Royan, La Rochelle...) font plus que compenser la perte du contrat de Bordeaux au mois de mai.

- A l'international, le chiffre d'affaires enregistre une augmentation de 2,3% à périmètre et change constants et traduit le plein effet des développements effectués en Amérique du Nord, en Allemagne et une forte croissance de l'activité en Australie.

La capacité d'autofinancement opérationnelle et le résultat opérationnel enregistrent une nouvelle progression sous l'effet des efforts de productivité et de l'amélioration des opérations à plus faible rentabilité.

21. Informations complémentaires concernant le capital social et dispositions statutaires

21.1 Informations concernant le capital social

21.1.1 Capital social

A la date de dépôt de la présente actualisation, le capital social de Veolia Environnement est de 2 467 996 815 euros divisé en 493 599 363 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 5 euros de valeur nominale chacune (voir le tableau de l'évolution du capital au paragraphe 21.1.6 *infra*).

21.1.2 Marché des titres de la Société

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché Euronext Paris (compartiment A) depuis le 20 juillet 2000, sous le code ISIN FR 0000124141-VIE, le code Reuters VIE. PA et le code Bloomberg VIE. FP. Le titre Veolia Environnement est éligible au Service de règlement différé (SRD). Les actions de la Société font également l'objet, depuis le 5 octobre 2001, d'une cotation au New York Stock Exchange sous la forme de certificats de dépôt American Depositary Receipts (ADR) ayant pour symbole VE.

Les actions de la Société font partie du CAC 40, principal indice publié par Euronext, depuis le 8 août 2001.

Les tableaux ci-dessous décrivent les cours de bourse et les volumes de transactions en nombre de titres Veolia Environnement sur les 18 derniers mois sur le marché Euronext Paris et le New York Stock Exchange.

Euronext Paris

Année (mois/trimestre)	Cours (en euros)		Transactions en nombre de titres
	Plus haut	Plus bas	
2009			
Troisième trimestre	27,10	20,015	115 250 414
Septembre	27,10	23,32	40 528 805
Août	25,12	21,92	40 279 166
Juillet	24,495	20,015	34 442 443
Deuxième trimestre	23,15	15,37	132 076 948
Juin	23,055	20,105	36 544 678
Mai	23,15	19,925	44 983 185
Avril	21,10	15,37	50 549 085
Premier trimestre	23,09	15,00	153 007 114
Mars	17,90	15,00	52 282 100
Février	19,22	15,08	43 795 105
Janvier	23,09	15,34	56 929 909
2008			
Quatrième trimestre	29,86	16,55	204 040 593
Décembre	22,48	17,11	40 369 311
Novembre	20,98	17,36	57 657 493
Octobre	29,86	16,55	106 013 789
Troisième trimestre	37,94	28,00	153 059 989
Septembre	36,85	28,00	58 047 976
Août	37,94	32,73	39 549 087
Juillet	35,80	30,65	55 462 926
Deuxième trimestre	47,90	34,70	184 364 200
Juin	47,90	34,70	78 399 989
Mai	47,49	42,90	51 776 076
Avril	47,68	42,70	54 188 135

Source : Euronext Paris.

New York Stock Exchange

Année (mois/trimestre)	Cours (en dollars)		Transactions en nombre de titres ⁽¹⁾
	Plus haut	Plus bas	
2009			
Troisième trimestre	40	27,72	6 288 772
Septembre	40	33,3953	2 002 640
Août	35,9	31,30	2 316 192
Juillet	34,6	27,72	1 969 940
Deuxième trimestre	31,51	27,07	9 200 208
Juin	31,51	27,92	2 281 661
Mai	30,13	27,07	3 210 068
Avril	20,41	28,1	3 708 479
Premier trimestre	31,83	19,14	12 239 309
Mars	24,12	19,46	4 493 706
Février	25,08	19,14	3 041 336
Janvier	31,83	20,68	4 704 267
2008			
Quatrième trimestre	41,50	20,83	16 805 689
Décembre	31,78	21,75	5 674 953

Novembre	27,44	21,57	4 427 471
Octobre	41,50	20,83	6 703 265
Troisième trimestre	56,09	39,10	10 256 268
Septembre	53,53	39,10	4 096 321
Août	56,09	51,00	2 564 866
Juillet	55,47	49,00	3 595 081
Deuxième trimestre	74,08	54,16	12 758 488
Juin	72,54	54,16	5 439 325
Mai	72,14	66,60	3 652 867
Avril	74,08	68,25	3 666 296

Source : NYSE.

(1) Concernant les informations relatives au nombre de titres échangés, la Société retient comme source, depuis septembre 2006, les données publiées par le New York Stock Exchange (accessibles sur le site du NYSE à l'adresse www.nyse.com).

21.1.6 Tableau d'évolution du capital

Le tableau ci-dessous fait apparaître les évolutions du capital social de Veolia Environnement depuis le début de l'exercice 2003 jusqu'à la date de dépôt de la présente actualisation :

Date de l'assemblée	Opération	Nombre d'actions émises	Valeur nominale des actions (en euros)	Montant nominal de l'augmentation de capital (en euros)	Prime d'émission ou d'apport (en euros)	Montant cumulé du capital	Nombre cumulé d'actions
21/06/00 (réunion du directoire du 24/03/03)	Exercice de bons de souscription d'actions	13	13,5	175,5	539,5	5 468 451 196,5	405 070 459
30/04/03	Réduction de capital (par réduction de la valeur nominale)	na	5	na	3 443 098 901,5	2 025 352 295	405 070 459
21/06/00 (constaté par le président-directeur général le 30/06/03)	Exercice de bons de souscription	9	5	45	448,06	2 025 352 340	405 070 468
21/06/00 (constaté par le président-directeur général le 17/02/04)	Exercice de bons de souscription	47	5	235	2 341,99	2 025 352 575	405 070 515
12/05/2004 (constaté par le président-directeur général le 06/12/2004)	Augmentation de capital réservée aux salariés (plan d'épargne groupe)	1 351 468	5	6 757 340	18 528 626,28	2 032 109 915	406 421 983
21/06/2000 (constaté par le conseil d'administration du 15/09/2005)	Exercice de stock-options	94 772	5	473 860	1 875 890,52	2 032 583 775	406 516 755
12/05/2005 (constaté par le président-directeur général le 06/12/2005)	Augmentation de capital réservée aux salariés (plan d'épargne groupe)	1 281 928	5	6 409 640	29 625 356,08	2 038 993 415	407 798 683
21/06/2000 25/04/2002 12/05/2004 (constaté par le conseil d'administration du 09/03/2006)	Exercice de bons de souscription et de stock-options	73 923	5	369 615	1 456 335	2 039 363 030	407 872 606
21/06/2000 25/04/2002 12/05/2004 (constaté par le conseil d'administration du 14/09/2006)	Exercice de bons de souscription et de stock-options	991 894	5	4 959 470	29 011 377	2 044 322 500	408 864 500
11/05/2006 (constaté par le président-	Augmentation de capital	1 931 340	5	9 656 700	62 807 177	2 053 979 200	410 795 840

directeur général le 15/12/2006)	réservée aux salariés (plan d'épargne groupe)						
21/06/2000 25/04/2002 12/05/2004 12/05/2005 (constaté par le conseil d'administration du 07/03/2007)	Exercice de stock-options	1 830 710	5	9 153 550	52 109 661	2 063 132 750	412 626 550
21/06/2000 25/04/2002 (constaté par le conseil d'administration du 10/06/2007)	Exercice de stock-options	2 722 082	5	13 610 410	68 869 237,01	2 076 743 160	415 348 632
21/06/2000 25/04/2002 (constaté par le président-directeur général le 10/07/2007)	Exercice de stock-options	179 688	5	898 440	4 229 969	2 077 641 600	415 528 320
11/05/2006 (constaté par le président-directeur général le 10/07/2007)	Augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription	51 941 040	5	259 705 200	2 321 764 488	2 337 346 800	467 469 360
10/05/2006 (constaté par le président-directeur général le 12/12/2007)	Augmentation de capital réservée aux salariés (plan d'épargne groupe)	3 061 675	5	15 308 375	132 948 611,80	2 352 655 175	470 531 035
10/05/2006 (constaté par le président-directeur général le 12/12/2007)	Augmentation de capital réservée à une catégorie de bénéficiaires	188 771	5	943 855	8 151 131,78	2 353 599 030	470 719 806

21/06/2000 25/04/2002 12/05/2004 (constaté par le conseil d'administration du 6/03/2008)	Exercice de stock-options	1 042 950	5	5 214 750	26 877 494,36	2 358 813 780	471 762 756
21/06/2000 25/04/2002 12/05/2004 (constaté par le conseil d'administration du 6/08/2008)	Exercice de stock-options	773 693	5	3 868 465	17 875 554,98	2 362 682 245	472 536 449
6/08/08 (constatation par le conseil d'administration)	Régularisation d'une erreur matérielle : annulation d'une action	-1	5	-5	-21,18	2 362 682 240	472 536 448
25/04/2002 12/05/2004 (constaté par le conseil d'administration du 5/03/2009)	Exercice de stock-options	40 218	5	201 090	707 064,28	2 362 883 330	472 576 666
7/05/2009 (constaté par le président-directeur général le 4 juin 2009)	Paiement du dividende en actions	20 111 683	5	100 558 415	222 435 213,98	2 463 441 745	492 688 349
7/05/2009 (constatée par le président directeur général le 5 août 2009)	Augmentation de capital réservée aux salariés (plan d'épargne groupe)	911 014	5	4 455 070	14 831 307,92	2 467 996 815	493 599 363

na : Non applicable.

21.1.7 Titres non représentatifs du capital

Un programme d'*Euro Medium Term Notes* (EMTN) a été mis en place en juin 2001 pour un montant maximal de 4 milliards d'euros. Ce montant maximal a été porté à 8 milliards d'euros le 26 juin 2002 puis à 12 milliards d'euros le 9 juin 2006. Le conseil d'administration de la Société réuni le 7 mai 2009 a décidé de porter l'enveloppe maximale du programme EMTN à 16 milliards d'euros.

La Société a procédé le 24 avril, dans le cadre de ce programme, à l'émission de deux emprunts obligataires, l'un de 1,25 milliard d'euros, portant intérêt fixe au taux de 5,25% l'an et venant à échéance le 24 avril 2014 et l'autre de 750 millions d'euros, portant intérêt fixe au taux de 6,75% l'an et venant à échéance le 24 avril 2019.

Le 29 juin 2009, Veolia Environnement a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 250 millions d'euros portant intérêt fixe au taux de 5,70% l'an et venant à échéance le 29 juin 2017.

Au 30 juin et au 30 septembre 2009, l'encours de billets de trésorerie émis par la Société s'élevait respectivement à 698,5 et 536 millions d'euros.

24. Documents accessibles au public

Les communiqués de la Société, les documents de référence annuels comprenant notamment les informations financières historiques sur la Société déposés auprès de l'AMF ainsi que leurs actualisations, de même que les rapports annuels américains (Forms 20-F) déposés auprès de la US Securities and Exchange Commission, sont accessibles sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : www.veolia-finance.com, et une copie peut en être obtenue au siège de la Société, 36-38, avenue Kléber à Paris.

Le document d'information annuel requis en application de la directive 2003/71/CE mentionnant toutes les informations publiées et rendues publiques par la Société au cours des douze derniers mois en France, dans d'autres États membres ainsi qu'aux États-Unis pour satisfaire à ses obligations concernant la réglementation boursière et en matière de valeurs mobilières, est disponible sur le site Internet de la Société à l'adresse indiquée ci-dessus et sur le site de l'AMF à l'adresse : www.amf-france.org.

L'ensemble de l'information réglementée diffusée par la Société en application des dispositions des articles 221-1 et suivants du règlement général de l'AMF est disponible à l'adresse www.veolia-finance.com, dans l'espace « Information réglementée ».

Enfin, les statuts de la Société ainsi que les procès-verbaux d'assemblées générales, les rapports des commissaires aux comptes et tous autres documents sociaux peuvent être consultés au siège social de la Société.

Relations investisseurs

Madame Nathalie Pinon
Directeur des relations avec les investisseurs
Téléphone : 01 71 75 01 67
Adresse : 36/38, avenue Kléber, 75116 Paris (siège social).

Sites Internet

Site Internet général : www.veoliaenvironnement.com
Site Internet financier : www.veolia-finance.com